LE MONDE diplomatique

DECEMBRE 1978 — N° 297 - 25e année

40 PAGES

Prix : 6 F

Algérie : 6,00 DA — Maroc : 6,00 dir.
Canada : 1,50$c. — Roy.-Uni : 50 p.
Espagne : 100 p. — Suisse : 3 F.S.
Italie : 900 lires — Tunis. : 600 mil.

Abonnements : voir tarif page 7.

Publication mensuelle
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

L'IRAN DU REFUS

(Pages 11 à 13.)

Mysticisme

Par CLAUDE JULIEN

DANS un moment d'émotion, le chah d'Iran déclarait récemment : « On m'accuse de ne pas être religieux. Mais quiconque me connaît peut témoigner que c'est faux. Je suis même quelque peu mystique. » (Newsweek, 13 novembre.) Spiritualité de sybarite : ses seuls biens mobiliers sont évalués à 15 milliards de dollars — dans un pays riche où la masse des pauvres s'appauvrit (voir page 11).

Pourtant moins bien pourvus que l'Iran, d'autres pays voient s'édifier de fabuleuses fortunes. L'idéologie dominante tient une explication toute prête : de tels enrichissements sont le fruit de judicieux placements, de gains de productivité et parfois, ajoute-t-on en soupirant, de la corruption. Mais aussi, toujours, de l'exploitation de la misère. Car ces miracles dorés ont un terrain d'élection : les pays où une « élite » locale s'accorde avec de grandes firmes étrangères pour pressurer des travailleurs maintenus aux limites de la subsistance.

L'Occident juge le système suffisamment rentable pour le financer au-delà de toute prudence, et le F.M.I. intervient même pour offrir une protection aux banques qui auraient pris des risques excessifs. Car la pompe à dollars ne doit pas être désamorcée. A l'instar du chah, et forts de cet encouragement, les militaires brésiliens ou péruviens, les présidents Marcos ou Mobutu, rivalisent alors de « mysticisme » ; pour ne prendre que ces quelques exemples, la dette extérieure atteint 40 milliards de dollars au Brésil, 3,4 milliards au Pérou, 7,2 milliards aux Philippines, 3 milliards au Zaïre...

CES chiffres paraissent énormes, et pourtant ils ne signifient pas grand-chose. Car le vertigineux endettement du tiers-monde doit être comparé à un phénomène encore plus massif : aux Etats-Unis, l'endettement des individus et des familles a augmenté de 50 % depuis 1974 pour atteindre le chiffre incroyable de 1 100 milliards de dollars. A quoi il convient d'ajouter la dette des sociétés (1 400 milliards) et la dette publique (municipalités, Etats et gouvernement fédéral, 1 006 milliards), pour un total de 3 506 milliards de dollars, soit 15 500 milliards de francs (lourds, bien entendu).

La dette extérieure de l'ensemble des pays sous-développés, avec quelque deux milliards d'êtres humains, est inférieure à la dette contractée par les citoyens américains pour leurs seuls achats d'automobiles... En cumulant les hypothèques et les diverses formes de crédit, aux Etats-Unis, les individus et les familles doivent 79 % de leurs revenus annuels après impôts.

Là encore, l'idéologie dominante a une explication toute prête : le recours au crédit a favorisé la reprise qui a suivi la récession de 1973-1975. L'argument n'est pas dépourvu de valeur. Mais le déficit gouvernemental est financé par l'émission de papier-monnaie, et les emprunts des particuliers, accroissant la demande, ne permettent guère de contenir la poussée des prix. Les deux phénomènes se combinent pour stimuler une inflation que les Etats-Unis reportent en partie sur leurs partenaires commerciaux.

DIEU soit loué, le chah n'a donc pas le monopole du « mysticisme », et chacun des deux cent vingt millions d'Américains qui vont échanger des cadeaux à l'occasion des fêtes de Noël est endetté pour 16 000 dollars — dans un monde où six cents millions d'êtres humains vivent (?) avec moins de 200 dollars par an. Qui donc oserait se plaindre ? L'achat de ces cadeaux ne stimule-t-il pas l'activité d'industries dont certaines, quitte à condamner au chômage des travailleurs américains, poussent l'altruisme jusqu'à créer des filiales dans des pays tragiquement dépourvus ?... Et l'Europe qui, une fois pour toutes, a choisi le mode de croissance américain, participe joyeusement à cette fiesta tout en réduisant — telle est la rude loi du profit — son pourcentage d'aide au développement.

Jouant un rôle important dans la logique interne du système, les agences de publicité ne pouvaient pas négliger le « mysticisme » ambiant... Ainsi, une grande compagnie d'assurances achète au prix fort des placards portant une photo de prêtres et de religieuses avec ce texte, en gros caractères : « Les Eglises existent pour répondre aux nombreux besoins de la communauté ; mais, comme toutes les institutions, les Eglises ont aussi des besoins ; par exemple, le besoin de souscrire une assurance... »

Toutes valeurs confondues, l'homme est ainsi convié à prendre le monde tel qu'il est. Il ne faut donc pas s'étonner que, au terme d'un long commentaire sur le suicide-massacre, en Guyana, de quelque neuf cents membres de la secte fondée par le « révérend » Jim Jones, Time (4 décembre) écrive : « Etre humain, c'est vivre dans l'histoire, c'est accepter la réalité (...). Un moyen de fuir cette réalité est celui qu'ont trouvé les gens de Jonestown. » Eh bien, vivez...

LA CHINE DES AMBITIONS

Le dogme de l'infaillibilité de Mao n'a plus cours. Les principaux responsables des gardes rouges sont sanctionnés, et nombre de leurs victimes réhabilitées. Bien que les relations complexes entre le président Hua Kuo-feng et M. Teng Hsiao-ping expriment en fait un vieux conflit de tendances, les grandes orientations de la politique chinoise s'en trouvent clarifiées. A la fois sur le plan intérieur et sur le plan international.

C'est, bien entendu, dans l'ordre économique que les changements apparaissent le plus nettement : pour atteindre des objectifs très ambitieux (voir l'article d'Alain Bouc dans le Monde diplomatique *de mars 1978), la Chine, sous l'impulsion de M. Teng Hsiao-ping, bouleverse ses structures internes de production et, désormais, mise largement sur le commerce extérieur pour stimuler son essor. Importations de technologie, développement des secteurs tournés vers l'exportation, recours au crédit international : autant de mesures qui supposent contrats et engagements à moyen et long terme, rendant ensuite difficile de changer de cap.*

Par ses outrances, la révolution culturelle avait inquiété l'Occident alors qu'elle donnait la priorité à un développement endogène, nécessairement fort lent, dont les effets pratiques sur le monde extérieur étaient à peine perceptibles. Paradoxalement, voici l'Occident maintenant rassuré par ce vaste pays qui, offrant un ballon d'oxygène au capitalisme en crise, ne tardera pourtant pas à accentuer les dérèglements d'un marché déjà sérieusement perturbé par les redéploiements industriels. Dans dix ou quinze ans, l'Occident sera pourtant beaucoup plus durement touché par la production chinoise qu'il ne l'est aujourd'hui par les exportations de Corée, de Singapour ou de Taïwan.

Entre les deux situations, à quelques années d'intervalle, un seul point commun : interprétée à travers le prisme des préférences idéologiques, l'image qu'un pays donne de lui-même continue de l'emporter sur une appréciation réaliste des fondements de sa puissance.

Un dogme ébranlé

Par JEAN DAUBIER

NIEH YUAN-TSU, Tan Hu-lan, Kuai Ta-fu, Han Ai-ching, Wang Ta-pin, voilà des noms qui ne diront rien au lecteur occidental. Or, ce sont ceux des cinq plus hauts dirigeants de la garde rouge dont l'action, de 1966 à 1968, ébranla la Chine. Le *Quotidien du peuple* du 15 novembre a annoncé qu'ils avaient été *« arrêtés et châtiés conformément à la loi »*, euphémisme qui signifie, au minimum, qu'ils sont voués pour une très longue période à la *« réforme par le travail manuel »*.

Ces sanctions frappent des activistes qui, depuis dix ans, étaient tenus à l'écart de la vie politique et quasiment placés en résidence surveillée. Venant une bonne décennie après les faits incriminés, elles ressemblent, quel que soit le triste palmarès de ceux qu'elles frappent (1), à une vengeance froidement et méthodiquement exécutée. Elle vise, au-delà des hommes, la révolution culturelle que pour un temps ils incarnèrent, ce formidable mouvement de révolte contre l'appareil qui traumatisa toute une génération de cadres du parti.

Elle vise aussi Mao Tse-toung, son inspirateur. Le même numéro du *Quotidien du peuple* reproche en effet au président disparu d'avoir approuvé son déclenchement et *les « verdicts »* qui en découlèrent (2). L'article ne le désigne pas nommément ; il utilise l'expression *« un dirigeant suprême »*, mais l'allusion est fort claire. Le texte conteste aussi le bien-fondé de décisions très antérieures, tel le limogeage de l'ex-ministre de la défense Peng Teh-huai en 1959. La nouvelle politique veut donc effacer vingt ans de maoïsme et marque l'influence grandissante de M. Teng Hsiao-ping, le chef de file des « novateurs ». Quelle sera la réaction du président Hua Kuo-feng qui, jusqu'à présent, a joué le rôle inconfortable de gardien de la tradition et de l'orthodoxie ?

La résistance existe. Elle s'est exprimée dans le cadre de la campagne pour la « démocratie socialiste » qui se déroule en Chine depuis plusieurs mois. La publication d'un discours inédit de Mao Tse-toung en juillet en a constitué le point de départ. Dans ce texte, le président disparu invitait les cadres à ne pas craindre la critique des masses et à ne pas adopter un comportement arrogant à leur égard. Cet article d'inspiration antibureaucratique dans la meilleure tradition maoïste, a été publié à l'initiative de M. Hua Kuo-feng et on a le sentiment que sa démarche s'est située dans le droit fil de la lutte d'influence qui l'oppose à son rival (3). Certains thèmes de la campagne en cours font, en effet, irrésistiblement penser que les méthodes autoritaires dénoncées pourraient bien être celles de M. Teng Hsiao-ping lui-même. Il faut tenir compte ici du style indirect et des procédés qui marquent communément la *politique chinoise.* Dans l'univers marxiste, parler de démocratie revient souvent à dénoncer un centralisme que le vice-premier ministre, responsable pékinois de longue date, est porté à concevoir de manière assez lourde et nécessairement différente de celle de M. Hua Kuo-feng, qui fut très longtemps un cadre provincial. Cette opposition centre-provinces est une des clés de la politique chinoise depuis plusieurs années et elle le demeure dans la conjoncture actuelle. Le président du parti dispose de toute une clientèle de responsables régionaux qui mettent leurs espoirs en lui et sont portés à se méfier des « centraux » trop enclins, à leur yeux, à prendre des décisions auxquelles ils ne sont guère associés sur le terrain. Les témoignages les plus récents des voyageurs montrent que, dans l'intérieur, l'atmosphère est très différente de celle de la capitale. *Ainsi les exhortations de* M. Teng Hsiao-ping à approfondir la luttre contre les « quatre » et à entamer une critique « véritable » de Lin Piao n'ont aucun écho en certaines zones où, en plein accord avec les recommandations de M. Hua Kuo-feng, on considère que les enquêtes et la répression n'ont plus désormais de raison d'être.

Aux côtés du président, on trouve M. Wang Tong-sing. Cet ex-« gorille » de Mao Tse-toung est le chef de la division 8341 (devenue, paraît-il, 57001), sorte de garde prétorienne de dix mille hommes d'une fidélité à *toute épreuve qui assure la sécurité* des dirigeants dans la cité interdite. Le vice-premier ministre Ki Teng-kuei, qui exerce une certaine influence dans les services secrets, est également proche du président Hua Kuo-feng. Ces trois hommes ont en commun d'avoir bénéficié de la révolution culturelle et de défendre l'héritage maoïste. Pourront-ils résister à la dynamique offensive de M. Teng Hsiao-ping ? Vont-ils au contraire y succomber à leur tour par une sorte d'effet de dominos ?

Une série de réhabilitations

CELA étant noté, les signes de l'autorité croissante de M. Teng Hsiao-ping ne peuvent manquer d'impressionner. Au cours de la seule année 1978, les premiers secrétaires de la municipalité spéciale de Tientsin, de la province du Liaoning et des régions autonomes du Sinkiang et de la Mongolie ont été relevés. Le cas du Sinkiang, où le dirigeant local Saifudin passait pour proche de M. Hua Kuo-feng, préfigurait un peu celui de Pékin et de M. Wu Teh. De plus, et surtout, la multiplication des décisions politiques portant la marque du premier vice-ministre est très frappante. Elle permet de mesurer la réalité de son pouvoir. On remarque tout d'abord le nombre élevé de réhabilitations enregistrées au cours des derniers mois.

(Lire la suite page 16.)

(1) Kuai, pour ne prendre que cet exemple, fit tirer en juillet 1968 sur l'équipe ouvrière venue, les mains nues, pour rétablir le calme à l'université Tsinghua. Cette fusillade fit cinq morts dans ses rangs. Il était célèbre pour avoir, le premier, critiqué Liu Shao-chi en 1966.

(2) Voir *le Monde* du 18 novembre.

(3) M. Hua Kuo-feng a conservé le titre de premier ministre. M. Teng Hsiao-ping est placé après lui dans la hiérarchie du parti et du gouvernement.

PROJET A LA MESURE DES MILITAIRES

LA «DÉMOCRATIE» PROMISE A L'ARGENTINE

Afin de définir les formes qui permettront d'institutionaliser la dictature en Argentine, un document ultra-secret est en ce moment soumis à l'examen de la junte militaire que préside le général Videla. Ce document, que le sénateur Irigoyen analyse ici, se réfère évidemment à la « démocratie » ; le sens très particulier donné à ce mot n'est pas sans parenté avec tout un courant de pensée qui, sous des formes diverses, a inspiré aussi bien les militaires brésiliens lors des élections du mois dernier que le professeur Huntington (voir le Monde diplomatique *de mars 1976) dans le célèbre rapport qu'il a rédigé à l'intention de la Commission trilatérale.*

Par HIPOLITO SOLARI IRIGOYEN *

IL faut rendre cette justice aux militaires qui commandent en Argentine qu'ils fournissent un effort remarquable pour doter d'un sens nouveau certains mots sur lesquels tout le monde est d'accord. L'un de ces mots est le terme « démocratie », qu'ils ont vidé de son sens traditionnel pour lui en conférer un bien différent. Au lecteur non prévenu, les proclamations du général Videla et de ses acolytes pourraient faire croire à l'imminence d'une rectification en profondeur de l'orientation totalitaire imprimée à son gouvernement. Mais il ne faut pas se faire d'illusions à ce sujet. Les généraux, *brigadiers* (généraux de l'air) et amiraux qui détiennent le pouvoir en Argentine se font une idée très particulière de la démocratie, *comme* en témoigne le document de travail intitulé *Bases politiques pour la réorganisation nationale*, texte qualifié de secret et urgent, que le général Videla a communiqué au ministre de l'intérieur, le général Harguindeguy.

D'après ce rapport, le gouvernement surgi du coup d'Etat de mars 1976 « *est démocratique et légitime, vu que ses motivations sont justes, qu'il est internationalement reconnu et qu'il n'est nullement contesté dans le pays* ». Si cette absence de contestation intérieure est bien réelle, pourquoi, alors, les quinze mille prisonniers politiques, les quinze mille morts, le nombre encore plus grand de disparus, la torture généralisée, les procès intentés pour le prétendu délit d' « activités politiques » et la fuite de centaines de milliers d'Argentins ? Doit-on donc voir en tout *cela des manifestations de cruauté* dépourvues de toute signification répressive ? Bien qu'il ait supprimé le Parlement ainsi que toute autorité élective dans le pays, réorganisé la justice, placé les syndicats et les universités sous contrôle et aboli les libertés fondamentales, à commencer par la liberté de la presse, le gouvernement n'hésite pas à affirmer qu'il *« s'est doté des moyens appropriés afin d'éviter de tomber dans la dictature »*. Les mesures citées plus haut ont été inspirées par le souci du *« bien commun »*, celui-ci étant défini comme l' *« axe de notre civilisation »* ; elles ne peuvent pas déboucher — selon le document — sur une tyrannie comme *« celles des régimes totalitaires marxistes »*.

En fait, selon cette interprétation, la plus grande trahison du régime militaire envers la démocratie serait *de convoquer la population à des* élections libres dans un délai plus ou moins bref. Ce serait une *« aventure »*. *« Une consultation publique, à l'extérieur des forces armées n'est pas nécessaire,* continue le rapport, *et risque d'être considérée comme un signe évident de doute et de manque de conviction de la part de la plus haute autorité de la République. »* Le document reconnaît que, dans le passé, d'autres régimes issus de coups d'Etat finirent par organiser des élections sans conditions ; mais il juge que cela fut une erreur et invoque la nécessité de faire preuve de *« vigueur historique »* (sic) pour opérer les corrections qui s'imposent dans le cycle actuel. L'issue électorale, lit-on dans ce texte, équivaudrait à une capitulation ; et afin de dissiper de possibles inquiétudes, on signale que la junte militaire *« ne se prête pas à la confusion de ces schémas théoriques et s'oriente vers le respect le plus accompli de la personne humaine, considérée en tant qu'être transcendant, vers l'épanouissement de sa liberté et vers le plein exercice de la propriété privée »*.

(Lire la suite page 6.)

* Sénateur de la nation argentine au moment de la fermeture du Congrès, juriste et membre du comité national du parti de l'Union civique radicale.

L'OCCIDENT ET LES DIFFICULTÉS

Depuis la guerre d'Angola en 1975, les puissances occidentales semblaient bien décidées à obtenir une « stabilisation » en Afrique australe. Elles s'étaient même fixé la fin de cette année pour mettre en place leurs projets de règlement en Namibie et en Rhodésie. Mais Pretoria et Salisbury ont trouvé les moyens d'imposer de nouveaux délais, mis à profit pour tenter de vaincre l'unité des opposants, mouvements de libération ou Etats dits « de première ligne ».

En fait de « stabilisation », la loi martiale s'applique maintenant à la presque totalité du territoire rhodésien ; l'Angola, estimant sa frontière sud menacée d'agression par les troupes sud-africaines, a décrété la mobilisation générale ; la Zambie a envisagé de faire appel à l'aide soviétique ou cubaine pour se défendre contre les attaques rhodésiennes. Et, dans un nouveau défi à la communauté internationale, Pretoria organise son simulacre d'élections en Namibie.

Par BARRY COHEN

L'ANNEE politique s'achève mal pour les intérêts occidentaux en Afrique australe. Le plan de règlement interne en Rhodésie semble voler en éclats, tandis que les projets soigneusement élaborés par les puissances occidentales pour permettre l'organisation d'élections en Namibie sous le contrôle des Nations unies se heurtent à l'opposition obstinée du régime sud-africain. Or, pour que son grand dessein, consistant à empêcher le développement d'une lutte armée révolutionnaire dans la région, puisse se réaliser, l'Occident doit absolument *trouver les moyens de résoudre par* la négociation les crises namibienne et rhodésienne. A long terme, il y va de la sécurité de ses immenses intérêts en Afrique du Sud même. D'où les tentatives actuelles pour trouver une issue.

Lorsque, en juillet dernier, le gouvernement sud-africain accepta le plan occidental de règlement en Namibie, ses alliés occidentaux crurent que toute l'activité diplomatique qu'ils y avaient consacrée depuis quinze mois était enfin couronnée de succès. Mais le 20 septembre, à la veille de prendre sa retraite, le premier ministre John Vorster déclara, dans un dernier geste de défi, que son gouvernement rejetait les propositions du secrétaire général de l'ONU visant à ménager en Namibie une transition qui devait conduire le pays à l'indépendance. En même temps, il annonça la décision de l'Afrique du Sud d'organiser ses propres élections dans le territoire, au mépris de la communauté internationale.

Ce faisant, le gouvernement sud-africain n'ignorait pas qu'il s'exposerait aux sanctions économiques de l'ONU. Pourquoi renoncer soudain à la négociation et courir le risque d'accroître l'isolement international de l'Afrique du Sud ? La réponse tient essentiellement aux vieilles préventions dictant l'attitude de Pretoria à l'égard de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO).

Depuis son premier affrontement avec les forces armées sud-africaines en 1966, la SWAPO n'a jamais cessé sa lutte armée contre la domination sud-africaine en Namibie. L'Afrique du Sud s'efforce, quant à elle, de jeter le discrédit sur l'organisation nationaliste en la taxant de « marxisme » ; en réalité, on se trouve là en présence d'un mouvement nationaliste militant, doté d'un programme socialiste prévoyant que l'Etat exercera un contrôle substantiel sur les moyens de production. La plupart des observateurs s'accordent à penser que des élections libres donneraient une majorité de voix aux candidats de la SWAPO : ce qui signifierait la fin de la domination coloniale de l'Afrique du Sud et de tous les privilèges qui l'accompagnent.

L'exploitation de la Namibie

AVEC moins d'un million d'habitants, la Namibie est, à l'exception de la Libye, le pays africain qui dispose du plus fort potentiel de ressources économiques par tête d'habitant. L'Afrique du Sud a concentré ses efforts sur le développement des activités économiques orientées vers l'exportation, à partir de l'exploitation d'une large gamme de richesses minérales. Dans la logique du système colonial, la plus grande part des revenus ainsi dégagés va aux quelque cent mille résidents blancs, aux sociétés sud-africaines et aux sociétés multinationales ayant leur siège à l'étranger. De manière à protéger ses propres *intérêts capitalistes, l'Afrique du Sud* exige que toutes les compagnies minières étrangères affectent au moins 50 % de leurs profits à des firmes sud-africaines ou à des sociétés para-étatiques. Il n'existe aucune restriction au mouvement des capitaux entre la Namibie *et l'Afrique du Sud, et il est pro*bable qu'en raison de la détérioration du climat ce flux s'intensifiera dans les prochains mois. Des statistiques publiées par l'Institut des Nations unies pour la Namibie à Lusaka donnent une idée de l'importance des surplus de richesse qui sortent ainsi du territoire. L'Institut estime en effet qu'en 1977, sur un produit intérieur brut de 1 135 millions de rands, 425 millions de rands ont quitté la Namibie. L'intégration du territoire à l'économie sud-africaine est à tel point avancée que 10 % environ des recettes sud-africaines en devises proviennent des exportations namibiennes (1). Les salaires extrêmement faibles payés aux travailleurs noirs, liés par un système de contrat de travail, expliquent l'énormité des profits réalisés par les sociétés.

Le rythme frénétique de l'exploitation minière a fait de la Namibie le quatrième exportateur africain de minerai, uniquement devancée par l'Afrique du Sud, le Zaïre et la Zambie. Cependant, un rapport du secrétariat du Commonwealth publié en octobre a mis en garde contre l'épuisement rapide de ces ressources. Se référant aux exportations de diamants de l'année 1977, qui avaient atteint en valeur la somme de 300 millions de rands, le rapport estime qu'à ce rythme les réserves de diamants du territoire seraient épuisées dans dix ou quinze ans. Parmi les minerais d'importance produits en Namibie : le cuivre, le plomb, le zinc, le cadmium et l'argent.

Mais c'est parce que la Namibie est l'un des grands producteurs d'uranium que les pays occidentaux lui attachent une telle importance stratégique. Si la mine de Rossing — la plus vaste du monde — porte sa production annuelle au maximum prévu de 5 000 tonnes d'oxyde d'uranium, la Namibie supplantera l'Afrique du Sud et prendra le troisième rang dans le monde pour la production d'uranium, derrière les Etats-Unis et le Canada. Actuellement, de grandes sociétés multinationales comme l'Anglo American (Afrique du *Sud) et Total (France) sont en train* de se livrer à des opérations de prospection pour mettre une deuxième mine en exploitation. Pourtant, si les gouvernements européens continuent à se procurer en Namibie l'uranium dont ils ont besoin pour développer leurs industries d'énergie nucléaire, ils pourraient bien se heurter à une campagne internationale de plus en plus intense visant à imposer la fin de la domination sud-africaine en Namibie. Ainsi le 2 juin dernier en France, la C.G.T. a condamné l'utilisation des aéroports de Marseille et de Paris pour des transferts clandestins d'uranium à destination de la Grande-Bretagne, de la Belgique et de l'Allemagne.

La désignation de M. Pieter Botha le 28 septembre comme nouveau premier *ministre* sud-africain annonçait la poursuite de la « ligne dure » inaugurée par M. Vorster. Comme ministre de la défense depuis 1966, M. Botha s'était taillé une réputation de « faucon ». C'est lui qui avait présidé à la transformation de l'armée sud-africaine, jusqu'alors modeste force de défense, en un appareil militaire hautement mécanisé, basé sur une puissante force de frappe. Il fut l'un des plus fervents partisans de l'invasion de l'Angola en 1975. On se souvient qu'à ce moment-là les Américains ne tinrent pas leurs promesses de soutien, alors que l'Afrique du Sud se voyait sur le point de remporter une victoire militaire ; et depuis cet épisode M. Botha nourrit une profonde méfiance à l'encontre des intentions américaines. Plus récemment, le raid sud-africain contre le camp de la SWAPO à *Cassinga (Angola), en mai* dernier, au cours duquel civils et guérilleros namibiens furent massacrés en masse, a témoigné de la détermination du premier ministre à frapper sans merci ceux qui s'opposent à l'Afrique du Sud. De plus en plus, les militaires de haut rang jouent un rôle politique avoué dans les affaires du pays et il est probable que, désormais, l'influence des stratèges pèsera plus lourd dans la prise de décision politique.

*Sur la question de Namibie, M. Bo*tha a toujours fait montre d'une position extrémiste. Devant le congrès du Parti national au mois de septembre, il rejeta publiquement l'éventualité d'un transfert du pouvoir par les soins des Nations unies à un gouverne*ment de la SWAPO* (2). Reprenant la rhétorique de l'idéologie afrikaaner traditionnelle, il ajouta : « *Nous combattrons les terroristes cruels et sans Dieu. C'est un combat pour la décence, pour les valeurs chrétiennes et les normes civilisées* » (3).

Au sein du parti nationaliste au pouvoir, il existe une aile plus pragmatique qui croit qu'une interdépendance économique entre la Namibie et l'Afrique du Sud exercerait une influence fortement modératrice sur la politique d'un gouvernement radical de la SWAPO. Pour le moment, néanmoins, d'autres inquiétudes plus fondamentales semblent prédominer. Pour y avoir été si fréquemment l'objet de critiques et de décisions de censure ces dernières années, l'Afrique du Sud n'a guère foi dans les Nations unies. Elle craint en outre que les puissances occidentales ne soient en train d'abandonner sa cause. L'actuelle intransigeance de M. Botha a aussi pour des*sein de rassurer* son électorat blanc qui redoute que les dirigeants ne fassent preuve de faiblesse ou d'inaptitude à prendre leurs décisions en toute indépendance. D'ailleurs les premiers ministres sud-africains ont généralement tendance à adopter des positions intransigeantes au début de leur mandat.

Les élections organisées par l'Afrique du Sud du 4 au 8 décembre pourraient créer les conditions propices à une déclaration unilatérale d'indépendance, à l'instar de ce que firent les Blancs en Rhodésie en 1965. *Dans* cette compétition électorale, l'Afrique du Sud a misé sur l'Alliance démocratique de Turnhalle (A.D.T.) qui, dirigée par M. Dirk Mudge et son Parti républicain voué à la suprématie blanche, est censée représenter une alliance entre ce parti et divers « groupes ethniques ». Mais l'assassinat du chef Clemens Kapuuo, de la tribu hérero, au début de 1978 a privé l'A.D.T. de sa principale figure de proue africaine.

En plus du soutien que lui accorde l'administration sud-africaine illégale, l'A.D.T. reçoit de fortes sommes d'argent des chrétiens-démocrates ouest-allemands et de la fondation Interessengemeinschaft de Namibie, qui a promis de nouveaux fonds ouest-allemands dans des « *proportions imprévues* » (4).

Une autre coalition majeure en Namibie est celle du Front national de Namibie (F.N.N.), dont l'axe principal est une organisation nationaliste modérée, l'Union nationale du Sud-Ouest africain (SWANU). Recrutant principalement ses partisans parmi les *Hereros, cette organisation s'oppose* surtout à la SWAPO parce que cette dernière est dominée par les Ovambos. Elle vise à jouer un rôle de « *facteur d'équilibre pour ramener la SWAPO et l'A.D.T. à la raison* » (5). Et peut-être n'est-il pas impossible que cette attitude en faveur d'un « moyen terme » lui vaille un jour le soutien de certains pays occidentaux comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

Inquiétudes angolaises

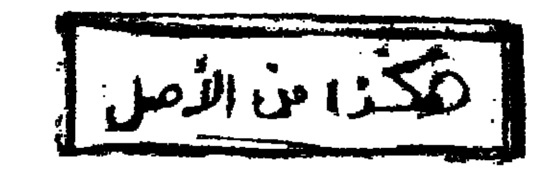
LA visite sans précédent qu'effectuèrent en Afrique du Sud, au mois d'octobre, les ministres des affaires étrangères des cinq pays occidentaux du « groupe de contact » (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne de l'Ouest et Canada) montre l'enjeu que représente la crise namibienne pour l'Occident, en particulier pour les Etats-Unis. Dans la stratégie de MM. Carter et Young en Afrique australe, la solution pacifique du problème namibien occupe une place centrale. *Si la lutte de libération de* la SWAPO pouvait être neutralisée, les Américains croient qu'une solution négociée pourrait être aménagée en Rhodésie. L'échec, en revanche, pourrait fournir aux Etats africains noirs une preuve désastreuse de l'inanité de *toute tentative de négociation avec les* régimes blancs minoritaires.

Si la mission diplomatique occidentale n'a pas réussi à faire revenir l'Afrique du Sud sur ses intentions à l'égard de la Namibie, elle a obtenu un compromis provisoire. Avec un optimisme quelque peu précipité, M. David Owen, secrétaire au Foreign Office, en a conclu à la perspective d'une « *solution pacifique aux problèmes créés par les luttes de libération. C'est-à-dire la solution des urnes plutôt que celle des fusils* » (6).

Pour l'essentiel, l'Afrique du Sud a habilement accepté le principe d'une élection en 1979 sous l'égide des Nations unies à condition que la communauté internationale ne s'oppose pas à ce qu'elle-même organise. sa propre consultation électorale en décembre. En même temps, elle a insisté pour garder ses troupes en Namibie tant qu'un cessez-le-feu n'intervient pas. Elle n'a manifesté aucune volonté de renoncer à l'enclave de Walvis Bay, qui abrite une grande base militaire et le seul port en eau profonde où transitent 90 % des exportations namibiennes. Sans doute l'Afrique du Sud va-t-elle continuer, sinon intensifier, sa campagne militaire contre la SWAPO. Car de récentes informations ont fait état de la mise en place d'un important dispositif militaire dans le nord de la Namibie (7). La SWAPO, quant à *elle*, a mentionné la présence de cinquante-cinq mille soldats sud-africains ; l'intensification des vols de reconnaissance aérienne sud-africains dans le sud de l'Angola et le développement de l'infrastructure militaire en Namibie ont incité l'Angola *à décréter la mobilisation générale de* ses forces armées.

Il semblerait que l'Afrique du Sud soit en train de mettre à exécution une stratégie en deux volets. Tout d'abord, elle souhaite « pacifier » le nord de la Namibie afin de donner au déroulement de ses élections un semblant de légitimité. En outre, elle peut décider de lancer des raids à grande échelle sur les camps de réfugiés de la SWAPO et ses bases d'entraînement dans le Sud de l'Angola de manière à frapper lourdement le

(1) *Guardian*, 14 août 1978.
(2) *Rand Daily Mail*, 7 septembre 1978.
(3) *Guardian*, 29 septembre 1978.
(4) *Africa*, septembre 1978.
(5) *Ibid.*
(6) *Guardian*, 20 octobre 1978.
(7) *International Herald Tribune*, 9 novembre 1978, et *Guardian*, 8 novembre 1978.



DE LA «STABILISATION» EN AFRIQUE AUSTRALE

potentiel militaire de l'organisation nationaliste. A la suite de quoi la SWAPO pourrait se montrer plus réfractaire que jamais à tout nouveau projet de règlement qui bénéficierait du soutien de l'Occident. L'Afrique du Sud pourrait alors faire valoir l' « intransigeance » manifeste de la SWAPO et conclure à la nécessité d'une présence militaire sud-africaine prolongée en Namibie pour y maintenir la « stabilité politique ». En prenant cette position offensive, l'Afrique du Sud entend aussi avertir l'Angola : la réouverture du chemin de fer de Benguela met en jeu la coopération de l'Afrique du Sud, et *la fermeture de cette ligne* placerait le Zaïre et la Zambie dans une dépendance encore plus grande à l'égard des routes commerciales passant par l'Afrique du Sud.

Dans l'intervalle, les puissances occidentales pourront demander de retarder l'application des sanctions économiques. Le 13 novembre déjà, les délégués de l'Occident se sont abstenus, lors du vote, au Conseil de sécurité, d'une résolution menaçant l'Afrique du Sud de sanctions si elle refuse de *participer à la mise en œuvre du plan* des Nations unies. Comme l'a expliqué récemment un fonctionnaire du département d'Etat : « *Nous ne voulons pas de résolutions menaçant l'Afrique du Sud d'un gros bâton. Autrement, nous aurons du mal à obtenir sa coopération dans d'autres affaires, comme celle de Rhodésie* » (8).

En réalité, les révélations qui ont été faites récemment sur la manière dont les sociétés pétrolières multinationales tournent les sanctions contre la Rhodésie montrent l'absence de toute volonté politique de la part de l'Occident de porter atteinte à l'économie sud-africaine. Encore que M. Andrew Young ait expliqué devant *l'Association de politique étrangère* à New-York que, si l'Afrique du Sud se montrait par trop récalcitrante, les Etats occidentaux pourraient convenir *de lui appliquer des sanctions sélectives* pour une période prolongée (9).

devait se rallier au règlement interne, il apporterait avec lui des troupes encore fraîches mais bien aguerries, *dont l'armée rhodésienne* se verrait soudain renforcée. Ainsi constitué, le nouveau pouvoir qui s'installerait à Salisbury aurait facilement le soutien de l'Occident, de certains Etats « de première ligne » comme la Zambie et le Botswana et — appoint crucial — celui de l'Afrique du Sud. Car c'est sous la pression de Pretoria que M. Smith a été obligé d'accepter le plan Kissinger et de s'engager, du même coup, à respecter le principe de la remise du pouvoir à la majorité noire. Privée d'accès à la mer, la Rhodésie dépend totalement des voies de passage *à travers l'Afrique du Sud* pour ses échanges commerciaux et son approvisionnement en armes et en pétrole — à tel point que le pays est pratiquement devenu une néocolonie de Pretoria. Le gouvernement sud-africain ayant quelque peu perdu confiance dans le régime de transition actuellement en place à Salisbury, il serait en train de lui rationner les fournitures d'armes pour l'inciter à plus de compréhension à l'égard de M. Nkomo (13).

Un Noir, une voix ; un Blanc, dix voix...

SI elle veut se persuader de l'inanité des efforts pour imposer un « règlement interne » aux dépens des mouvements de libération, l'administration sud-africaine en Namibie n'a qu'à se référer à ce qui se passe en *Rhodésie. Depuis* qu'un accord a été conclu le 3 mars 1978 entre M. Ian Smith et ses partenaires africains — l'archevêque Muzorewa, le Révérend Sithole et le chef Chirau, — la guerre de guérilla s'est intensifiée de façon notable et la répression interne contre la population africaine s'est considérablement accrue (10).

En fait, c'était la puissance croissante de la lutte de libération menée par le Front patriotique (regroupant la ZAPU de M. Nkomo et la ZANU de M. Mugabe) (11) qui avait forcé M. Smith à rechercher un accommodement avec les organisations noires disponibles à l'intérieur de la Rhodésie. Bien que la Constitution soit présentée au monde comme une réponse négociée à la guérilla et une étape débouchant sur l'accession au pouvoir de la majorité noire, elle ne menace aucunement les privilèges des Blancs, solidement établis. On s'est engagé à supprimer les barrières séparant les races, mais l'actuel appareil d'Etat reste fondamentalement intact. Sur une population de 6,75 millions de Noirs et de 250.000 Blancs, la Constitution prévoit que les Blancs auront encore vingt-huit sièges dans un Parlement qui en comprendra cent au total. Ainsi le principe d'« un homme une voix » existe bel et bien pour les Noirs, mais, pratiquement, *chaque Blanc disposera* à lui seul de dix voix. Les anciennes inégalités pouvant ainsi se perpétuer, une nouvelle petite bourgeoisie africaine se verra offrir l'occasion de partager le pouvoir et la richesse dans l'ordre post-colonial.

Pour l'instant, l'avenir du règlement *interne est mal assuré.* L'impuissance du gouvernement rhodésien à rétablir la paix a incité un nombre croissant de Blancs à quitter le pays — officiellement au rythme de plus de mille par mois. L'attaque lancée par les guérilleros dans une banlieue de Salisbury le 12 novembre n'est pas de nature à les faire changer d'avis. Et *l'un des éléments clés de l'accord du* mois de mars — la tenue d'élections en décembre pour préparer l'accession de la majorité au pouvoir à la fin de l'année — a été différé par décision du conseil exécutif le 16 novembre. En réalité, le développement de la guérilla dans de vastes zones rurales empêcherait les élections de se dérouler dans des conditions normales.

Les milieux conservateurs de l'*establishment* politique en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis ont pressé leurs gouvernements de lever les sanctions contre la Rhodésie et d'accorder leur soutien au régime de Salisbury. Patronnée par vingt-sept élus de droite au Congrès, la visite aux Etats-Unis que firent en octobre M. Smith *et ses associés* avait pour *objectif de* stimuler l'opinion publique américaine en faveur du règlement interne. Malgré toute la publicité qui lui fut faite dans les médias, cette visite n'a cependant pas réussi à modifier les objectifs politiques de l'administration Carter en ce qui concerne la Rhodésie : l'installation d'un gouvernement noir modéré qui soit acceptable sur la scène internationale et qui soit solidement allié à l'impérialisme. Le moyen d'y parvenir : un plan anglo-*américain prévoyant une conférence de* toutes les parties, où elles pourraient s'entendre sur un cessez-le-feu et des élections. M. Smith y a donné son accord de principe, essentiellement pour des raisons de propagande, mais les dirigeants du Front patriotique — MM. Joshua Nkomo et Robert Mugabe — ont bien saisi que son insistance sur l'absence de conditions préalables devait lui permettre de garder intactes des possibilités de poursuivre les attaques contre les camps de la ZAPU *et de la ZANU en Zambie* et au Mozambique.

Une controverse abusive s'est donné cours ces derniers mois à propos de contradictions qui existeraient entre les politiques américaine et britannique en Rhodésie. Une interprétation courante voulait que M. Andrew Young *s'en tînt* aux *propositions* anglo-américaines originelles, tandis que M. David Owen se serait montré plus enclin à des ouvertures conciliantes face à l'évolution interne en Rhodésie. Si des différences existent, elles sont en fait d'ordre essentiellement tactique. Pour l'impérialisme, le problème en Rhodésie est d'intégrer le Front patriotique aux *desseins néocolonialistes conçus* pour le future Zimbabwe indépendant. A cette fin, les efforts des Occidentaux se sont concentrés sur le dirigeant de la ZAPU, M. Joshua Nkomo.

Un front vulnérable

LA rencontre secrète entre MM. Smith et Nkomo en août *dernier s'inscrit dans une série d'initiatives* soigneusement calculées pour semer la discorde au sein du Front patriotique, comme en est convenu à cette occasion le Révérend Sithole : « *Toute notre politique au conseil exécutif consiste à attirer M. Nkomo dans notre jeu* » (12).

On le sait depuis longtemps déjà, *M. Smith* serait tout disposé à traiter avec le chef de la ZAPU qui, non seulement a le soutien des pays du bloc de l'Est, mais se voit aussi courtisé par les milieux capitalistes ayant d'importants intérêts en Rhodésie, tel M. Tiny Rowland, directeur de la Lonrho. L'alliance qui réunit les deux organisations nationalistes du Front patriotique serait sans doute moins vulnérable si elle était soudée par une idéologie commune : or, bien qu'il soit l'un des dirigeants nationalistes ayant le plus de poids sur la scène intérieure rhodésienne, M. Nkomo ne partage nullement les *convictions marxistes* de son associé, M. Mugabe.

La plus grande part des combats, ce sont les guérilleros de la ZANU qui l'ont assumée. Si donc M. Nkomo

La tentation d'une solution militaire

LES arrières de la ZAPU sont établis en Zambie de telle sorte que le président Kaunda, de son côté, n'est pas dépourvu de moyens de pression sur M. Nkomo. La coalition des *Etats* « de première ligne » n'est pas homogène, aussi l'un des objectifs constants de la stratégie occidentale a-t-il consisté à tenter de la briser. La Zambie, en pleine crise politique et économique, dépend de plus en plus du soutien de l'Occident. La baisse spectaculaire du prix du cuivre — qui lui rapporte *90 % de ses devises* — et le coût des sanctions contre la Rhodésie ont obligé le président Kaunda à demander une aide économique massive au début de l'année. Le Fonds monétaire international lui a accordé un prêt de 390 millions de dollars, complété par d'autres crédits occidentaux dans le cadre d'une opération commune représentant au total plus de 1 milliard de dollars (14).

Les relations ferroviaires traditionnelles de la Zambie ont été bloquées. La ligne du Tazara, par la Tanzanie, ne fonctionne plus qu'à 15 % de sa capacité et, par l'Angola, le chemin de fer de Benguela, fermé depuis la guerre de 1975 en Angola, n'a été rouvert qu'en novembre dernier. Dans cette situation, non seulement la Zambie ne pouvait exporter son cuivre mais encore son agriculture était au bord du désastre par suite du manque d'engrais, qui n'arrivaient plus. En pleine campagne présidentielle, des opposants au président Kaunda ont réclamé la réouverture de la frontière avec la Rhodésie.

A la veille de la visite de M. Smith à Washington, le président de la Zambie a annoncé la réouverture de la frontière au trafic ferroviaire. Ce qui ne pouvait que relever le moral des Blancs de Rhodésie et le *crédit international* de M. Smith.

Le chef de la ZAPU, M. NKomo, aurait promis que ses forces n'attaqueraient pas la ligne de chemin de fer empruntée par des produits zambiens (15). La Tanzanie et le Mozambique n'ayant pas réussi à dissuader M. Kaunda de cette décision, *l'unité déjà entamée des Etats* « de première ligne » a subi une nouvelle entorse, témoignant de la profonde polarisation des positions. Mais, surtout, l'initiative du président zambien a permis de mettre en évidence le pouvoir économique incontestable dont l'Afrique du Sud dispose encore dans la région.

Les attaques rhodésiennes massives contre les camps de réfugiés de la ZAPU en Zambie, en octobre dernier, ont quant à elles révélé la vulnérabilité de ce pays. La Grande-Bretagne, en réplique à ces raids, a aussitôt envoyé une aide militaire par voie aérienne, de manière à prévenir toute offre de soutien à la Zambie de la part des Soviétiques ou des Cubains. Cette action ne manquera pas de lui valoir un regain d'influence dans le pays de M. Kaunda, tout en accroissant sa capacité de peser sur l'issue du problème rhodésien. M. Nkomo pourrait subir des pressions irrésistibles pour l'amener à consentir à un accommodement avec le gouvernement en place à Salisbury.

Si ces manœuvres compliquées de la part de l'Occident devaient échouer, il resterait la tentation d'une solution militaire. Le prétexte pourrait en être fourni par l'aggravation rapide de la situation à l'intérieur de la Rhodésie, au cas où l'insécurité deviendrait par trop menaçante pour la communauté blanche (16). Un précédent existe, on le sait : en juin dernier, le sauvetage des Européens résidant dans la province du Shaba a servi de justification à l'intervention militaire européenne au Zaïre. La Grande-Bretagne ayant une responsabilité particulière en Rhodésie en tant que puissance chargée d'organiser la décolonisation, c'est elle sans doute qui, cette fois, assumerait la direction de cette mission. Théoriquement, l'opération pourrait impliquer l'envoi d'une « force de maintien de la paix » du Commonwealth, substantiellement africanisée et soutenue par l'appareil logistique américain. La coopération militaire de l'Afrique du Sud serait pratiquement *indispensable à la réussite* de ce plan, et cette dernière ne se ferait pas tirer l'oreille pour autant qu'il s'agisse d'éviter l'installation d'un nouveau régime radical le long de sa frontière.

Après s'être ainsi assurée d'une présence « transitoire » en Rhodésie censée contribuer à stabiliser la situation en prévision d'élections organisées avec l'approbation de l'ONU, la Grande-Bretagne pourrait présider à la préparation de l'accession au pouvoir d'un nouveau gouvernement intérimaire comprenant M. Nkomo. Même si elles n'étaient pas nécessairement mises hors de combat, les forces de M. Mugabe verraient leurs perspectives de remporter une victoire militaire compromises pour longtemps. Les intérêts en jeu sont si importants que, si les choix de l'Occident devaient se révéler trop difficiles, la tentation d'une intervention militaire pourrait devenir irrésistible.

BARRY COHEN.

(8) Au cours d'un entretien privé avec l'auteur, le 15 novembre dernier.

(9) *Economist*, Londres, 18 novembre 1978.

(10) Pour des analyses plus détaillées du règlement interne et de ses conséquences, voir : *Smith's Settlement*, International Defence and Air Fund, Londres, juin 1978, et : *Rhodesia After the Internal Settlement*, Catholic Institute for International Relations, Londres, novembre 1978.

(11) ZAPU : Union du peuple africain du Zimbawe ; ZANU : Union nationale africaine du Zambawe.

(12) *Sunday Times*, 3 septembre 1978.

(13) *The Times*, 15 novembre 1978.

(14) *Business Week*, 26 juin 1978.

(15) *Economist*, 14 octobre 1978.

(16) *Financial Times*, Londres, 18 juin 1978, et *Spectator*, 30 septembre 1978.

« L'Afrique déboussolée » de C. Casteran et J.-P. Langellier

JOURNALISTES au *Matin* et au *Monde*, Christian Casteran et Jean-Pierre Langellier ont, à eux deux, parcouru l'Afrique en tous sens. Ils ont eu l'idée de s'associer pour prolonger leurs enquêtes sur le terrain par une réflexion commune sur la situation d'un continent devenu nouveau champ d'affrontement entre l'Est et l'Ouest. Ouvrage d'actualité très immédiate, et qui va droit à l'essentiel pour faire comprendre ce qui se passe réellement là-bas, au-delà des évocations très brèves des médias occidentaux à l'occasion de tel ou tel événement spectaculaire — famine, prise d'otages ou intervention de paras de préférence.

Dans la politique africaine des Etats-Unis et de l'U.R.S.S., 1975, « *année fatidique* », inaugure une nouvelle phase. A cette date, en effet, remonte l'implication directe des Soviétiques et des Cubains aux côtés du M.P.L.A. en Angola, bientôt suivie de leur engagement en Ethiopie. Le livre s'ouvre donc sur ces épisodes avant de présenter les autres grands conflits qui déchirent le continent et où, toujours, se retrouve la main de puissances extérieures. Les auteurs insistent sur les enjeux en Afrique australe, et l'on comprend que c'est là, finalement, que pourrait bien se jouer l'avenir de tout le continent, les Occidentaux ne pouvant renoncer aussi facilement aux atouts que leur offrent les Blancs sud-africains pour la défense de leurs propres intérêts stratégiques et économiques. N'est-ce pas *là*, d'ailleurs, que s'aiguise la « nouvelle » politique africaine de Washington, comme le montre si bien ce livre en relatant les difficiles et précautionneux efforts des Occidentaux pour infléchir la politique d'apartheid du gouvernement sud-africain et favoriser l'accession de la majorité noire au pouvoir en Rhodésie et en Namibie ?

Afrique déboussolée, disent les auteurs, car elle ne s'est pas remise de son héritage colonial, avec ses nations écartelées de part et d'autres de frontières arbitraires et une absence quasi totale d'idéologie chez la plupart des dirigeants qui ont fait le vide politique autour d'eux et cèdent maintenant la place, de plus en plus, à des dictateurs militaires. Afrique sans défense, donc — malgré tous ces uniformes et toutes les livraisons d'armes, — offrant ses immenses richesses minières et ses populations délaissées au pillage *new-look* des sociétés multinationales. Terrain propice à de *futurs conflits entre les superpuissances* que l'on voit, ici, bien déterminées à défendre leurs cartes. Sans trop se soucier, après tout, de démo*cratie ou de droits de l'homme.*

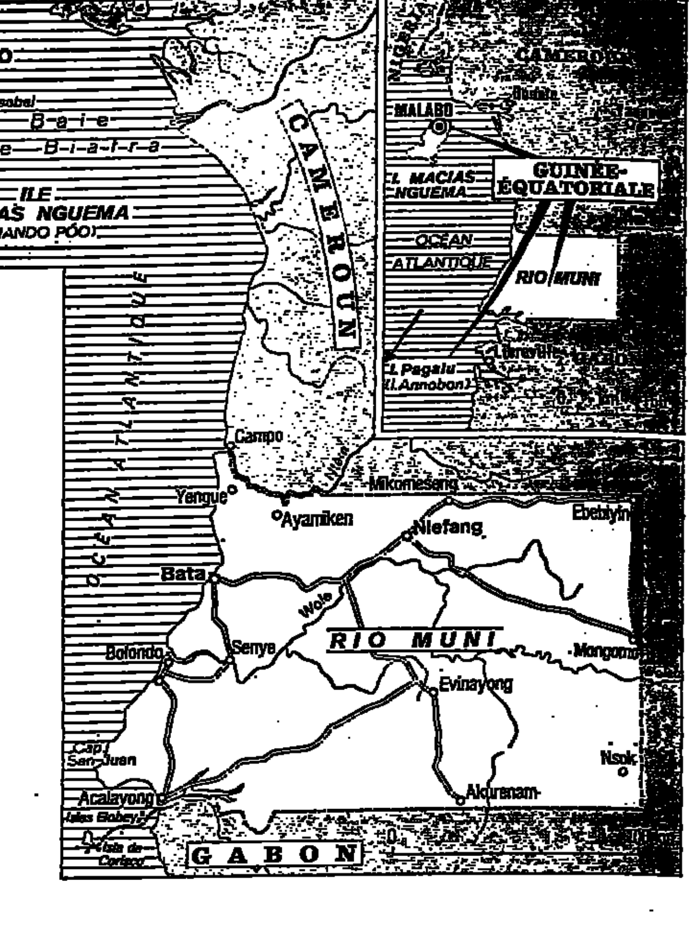
M. P.

* Christian Casteran et Jean-Pierre Langellier, *l'Afrique déboussolée*, Plon, Paris, 1978, 242 pages, 48 F.

● L'IMPERIALISME FRANÇAIS. — Certains lecteurs se sont étonnés le mois dernier de voir une photographie de parachutistes belges au Zaïre illustrer le titre de notre dossier sur « L'impérialisme français : les moyens de la domination ». Une confusion s'est *effectivement produite dans l'identification* de la photo, en raison d'une erreur de légende à la source. Ce qui rassurera celui de nos lecteurs de Belgique qui n'osait « *croire qu'il puisse s'agir là d'une tentative dont le but serait de faire croire à une sujétion de l'intervention humanitaire belge au Zaïre à l'intervention française* ».

GUINÉE ÉQUATORIALE

L'Etat des supplices



Dans un pays assez méconnu l'un des plus sanguinaires dictateurs bénéficie de la complicité du silence et de l'aide de l'Europe

Enquête d'IGNACIO RAMONET

L'INDEPENDANCE de la Guinée-Equatoriale fut proclamée le 12 octobre 1968 après beaucoup de tergiversations et dans une profonde ambiguïté. Cette ancienne colonie espagnole comptait alors quelque trois cent mille habitants très inégalement répartis sur deux territoires profondément distincts : une enclave continentale de 26 000 kilomètres carrés, le Rio-Muni, située entre le Cameroun et le Gabon, et une fraction insulaire constituée essentiellement par la grande île de Fernando-Poo, dans la baie de Biafra, et l'île d'Annobon, au sud de São-Tomé.

Deux groupes ethno-linguistiques, nettement différenciés, peuplent ces deux parties de la Guinée-Equatoriale : au Rio-Muni, les Fang dominent largement par leur nombre les petites tribus côtières des Kombé, des Balemké et des Bugéba ; ils vivent, dans l'ensemble, de l'agriculture traditionnelle et des productions artisanales. A Fernando-Poo, la population d'origine est bubi ; ils ne sont que quinze mille environ, auxquels il faut ajouter quelque trois mille « Fernandinos », descendants des Noirs amenés par l'Espagne, à la fin du dix-neuvième siècle, de Cuba et de Porto-Rico, ou venus des Etats-Unis via le Sierra-Leone ou le Libéria. Ces « Fernandinos », chrétiens et libres depuis toujours, constituaient, au temps de la colonie, une bourgeoisie noire éclairée et affairiste.

Le régime colonial s'efforça d'élargir les différences entre les diverses populations de la Guinée-Equatoriale. Ces territoires avaient été, au départ, cédés par le Portugal à l'Espagne en échange de la restitution de l'île de Santa-Catalina et de la colonie de Sacramento, occupées, au sud du Brésil, par les troupes espagnoles ; le traité du Pardo, en 1778, ratifia ce troc, mais la résistance, un siècle durant, des populations africaines empêcha l'Espagne d'occuper cette « zone de souveraineté » que la conférence de Berlin (1885), puis la conférence de Paris (1900) allaient réduire à ses dimensions actuelles, dans la partie continentale.

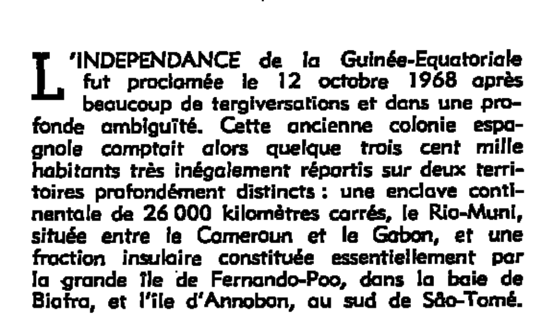
L'île de Fernando-Poo, elle, fut conquise en 1842 et sa « pacification » fut si énergiquement entreprise, dès 1850, que la population bubi fondit durant le dernier quart de siècle lorsque les grandes plantations de cacao (considéré comme le meilleur du monde) et de café se proposèrent d'entreprendre, au moyen de techniques modernes, l'exploitation intensive de ses terres fertiles. Il fallut donc importer de la main-d'œuvre ; on la fit notamment venir de la province de Calabar (Nigeria), en si grand nombre (il y avait dans les années 40 jusqu'à soixante mille travailleurs nigerians) que l'administration coloniale sentit le besoin de protéger juridiquement les droits des Bubis. Dans cet esprit, l'Espagne institua, en 1904, le système du « patronato », qui eut pour résultat de sauvegarder le patrimoine bubi (d'autant mieux que, pour eux, la possession de terres fut déclarée légale) et de permettre la scolarisation et la catéchisation presque totale de la population bubi.

L'administration espagnole n'étendit que parcimonieusement le système du « patronato » à l'intérieur du Rio-Muni, et cela à partir de 1926 seulement, maintenant de la sorte la population la plus nombreuse, les Fang, à l'écart des quelques avantages (du point de vue de l'intégration) que ce système pouvait comporter. La conséquence de cette politique fut de diviser les Noirs en quatre groupes socio-économiques assez homogènes mais antagonistes : les Fernandinos, les Bubis, les Fang et les Nigérians, pour le plus grand profit des quelque dix mille Blancs qui exploitaient la colonie et ses habitants.

Durant les années 50, une certaine prospérité régnait dans la colonie : Fernando-Poo produisait exclusivement du cacao, tandis que le Rio-Muni se spécialisait dans la culture du café, du manioc et, surtout, des bois précieux ; les instituts d'éducation (Ecole normale, Ecole d'administration, Ecole de commerce) virent le nombre de leurs étudiants noirs augmenter considérablement ; en 1955, par exemple, 55 % des 1 360 étudiants de l'Ecole normale d'instituteurs étaient des Noirs. Au contact de la misère des campagnes et des injustices de la colonisation, ces promotions d'instituteurs vont former à cette époque des noyaux d'opposition contre l'Espagne.

Au Rio-Muni, où le sort de la population était le plus mauvais, le premier véritable mouvement anticolonialiste apparut à la fin de 1950. Dirigé par un propriétaire terrien très catholique, Acacio Mañé, de Bata, il était essentiellement composé de fonctionnaires et d'instituteurs. Ce groupe s'appellera d'abord « Croisade de libération », puis, à la suggestion d'un nouveau dirigeant, Atanasio Ndongo, il prendra définitivement le nom de « Mouvement national de libération de Guinée-Equatoriale » (MONALIGE) et liera des contacts avec les mouvements nationalistes du Cameroun et du Gabon. En 1956, le MONALIGE envoya un mémorandum aux Nations unies dénonçant la situation coloniale de la Guinée-Equatoriale, ce qui provoqua une violente riposte de l'Espagne ; de nombreux militants nationalistes furent déportés vers l'île d'Annobon (devenue île Pigalu) ; Acacio Mañé lui-même fut arrêté en 1958 et assassiné dans un commissariat ; son successeur, Enrique Nvo, sera à son tour abattu en 1959, par des agents de l'Espagne, au Gabon où il s'était réfugié.

L'ascension de M. Macias Nguema



Cependant, pour éviter que le comité de décolonisation des Nations unies ne s'inquiète de la situation en Guinée-Equatoriale, l'Espagne décida en 1959 de mettre fin, juridiquement, au système colonial. Les possessions espagnoles du golfe de Guinée devinrent alors deux « provinces » espagnoles. Le « patronato » fut aboli, mais l'économie continua de reposer sur trois institutions ayant leur siège à Madrid : le Comité syndical du cacao, le Syndicat du bois et Pro-Guinea (exploitant le café), dépendant toutes trois de la présidence du gouvernement (en l'occurrence l'amiral Carrero Blanco), qui déterminait directement la politique à suivre.

En 1961, des élections municipales eurent lieu. Le MONALIGE fit campagne pour le boycottage mais ne parvint pas à empêcher un certain nombre de candidats africains de l'administration coloniale de se faire élire ; parmi ces élus, un auxiliaire d'administration, interprète auprès des tribunaux, devint maire de la ville de Mongomo ; son nom, hélas ! allait bientôt être célèbre dans le pays : Francisco Macias Nguema.

Alors que l'Angleterre, la France et la Belgique avaient dû déjà consentir à la décolonisation de l'Afrique, l'Espagne se décidait à peine à accorder en 1963 un régime d'autonomie interne à la Guinée-Equatoriale. Les nationalistes jugeaient ce plan insuffisant, notamment Atanasio Ndongo, réfugié au Cameroun, où il s'était lié avec Félix Moumié (qui sera assassiné en 1960) et les dirigeants de l'Union des peuples du Cameroun (U.P.C.), grâce à qui il avait pu se rendre en U.R.S.S., en Algérie, et aux Nations unies pour expliquer son opposition au projet espagnol.

Entre-temps, l'Espagne avait trouvé une oreille plus compréhensive en la personne de Bonifacio Ondo Edu, ancien dirigeant du MONALIGE réfugié au Gabon après l'assassinat d'Acacio Mañé et ami personnel du président gabonais, Léon Mba. Bonifacio Ondo, avec l'accord de l'amiral Carrero Blanco, fonda un nouveau parti, le Mouvement pour l'union nationale de la Guinée-Equatoriale (MUNGE).

Le référendum du 15 décembre 1963 fut largement favorable à l'autonomie ; les autres nationalistes, devant la manœuvre du MUNGE, avaient aussi fait campagne pour le « oui » ; on remarqua cependant que l'île de Fernando-Poo avait voté en majorité contre le projet d'autonomie et pour le maintien des relations avec l'Espagne.

Un gouvernement autonome fut constitué sous la présidence de Bonifacio Ondo Edu, et son vice-président n'était autre que M. Francisco Macias Nguema, qui s'était rallié au MUNGE. Avec ce gouvernement complaisant, que l'Espagne corrompit très vite par des largesses inconsidérées, la Guinée-Equatoriale connut un temps de sérénité politique (l'inquiétude des Bubis étant apaisée du fait qu'ils détenaient 50 % des sièges alors qu'ils ne constituaient que 6 % de la population). Mais, à la faveur de l'autonomie, les dirigeants du MONALIGE rentrèrent au pays, et notamment leur chef le plus prestigieux, Atanasio Ndongo, qui se lia bientôt avec M. Francisco Macias Nguema et le fit adhérer au MONALIGE. C'est sous son influence que l'idée de l'indépendance totale commença à faire du chemin dans la nouvelle classe politique équato-guinéenne.

Sous la pression des Etats africains, les Nations unies demandèrent à l'Espagne, en 1966, de convoquer une conférence constitutionnelle en vue d'accorder l'indépendance à la Guinée-Equatoriale. Cette conférence se tint en octobre 1967, à Madrid, favorisée par le ministre des affaires étrangères, M. Fernando Maria Castiella, partisan d'une décolonisation « propre », malgré l'hostilité de l'amiral Carrero Blanco, qui invoquait surtout les résistances à l'idée d'indépendance parmi la population de Fernando-Poo, dont les dix-huit mille habitants voyaient d'un mauvais œil l'union, au sein d'un même Etat, avec le Rio-Muni, dix fois plus peuplé. Sous les auspices de la présidence du gouvernement espagnol, une « Union bubi » vit alors le jour, dirigée par Edmundo Bosio, qui réclamait une indépendance séparée pour Fernando-Poo.

Un référendum fut organisé sur le projet de Constitution ; tous les partis appelèrent à voter « oui ». M. Francisco Macias Nguema, qui avait quitté le MONALIGE, fut le seul homme politique à faire campagne pour le « non » : il reprochait au projet d'être trop restrictif. En fait, M. Macias, conseillé par un avocat d'affaires madrilène, Me Garcia-Trevijano, avait compris que les trois candidats qui conduiraient les partis au cours des prochaines, et prévisibles, élections présidentielles seraient, à des titres divers, des candidats de l'Espagne : d'une part, Bonifacio Ondo, du MUNGE, et Edmundo Bosio, de l'Union bubi, soutenus par l'amiral Carrero Blanco ; et, d'autre part, Atanasio Ndongo, du MONALIGE, soutenu par le ministère des affaires étrangères. De la rivalité entre l'amiral Carrero Blanco et M. Castiella, M. Macias Nguema déduisit à juste titre qu'il en résulterait une surveillance pointilleuse du scrutin et que celui-ci pourrait difficilement être truqué.

Un scrutin fatal

ALORS, dans la perspective d'une élection à deux tours et tenant compte de ces rivalités, M. Macias Nguema choisit de s'adresser directement au peuple fang, qu'il connaissait bien et dont il était le seul candidat à bien parler la langue. La campagne contre le projet de Constitution lui permit de se faire connaître ; il apparut aux Equato-Guinéens comme un homme qui ne jouissait pas de la sympathie de l'Espagne et qui n'appartenait pas à la bourgeoisie noire assimilée. Il remporta à lui seul (il n'était appuyé par aucun parti, quoique sa campagne fût financée par Me Garcia-Trevijano) 35 % des voix. Les élections présidentielles se déroulèrent comme il l'avait prévu, l'amiral Carrero Blanco et M. Castiella s'obstinant à soutenir leurs candidats respectifs ; M. Macias les devança au premier tour et, au second, fut élu président de la Guinée Equatoriale par 68 310 voix contre 41 254 à Bonifacio Ondo.

Le nouveau président avait mené une campagne habile. Au grand dam de l'Espagne, il s'était révélé fin manœuvrier. Son idéologie politique était confuse mais il avait insisté sur deux points : la nécessité de favoriser les investissements étrangers, et le besoin de transformer la Guinée-Equatoriale, grâce aux « **capitaux civilisés** », en une Suisse africaine.

Dès la proclamation de l'indépendance, le dépit de l'ancienne puissance coloniale éclata au grand jour ; les colons manifestèrent leur mauvaise humeur à l'égard de M. Francisco Macias qui jusqu'alors, avait fait preuve d'un certain esprit de conciliation. L'Espagne rapatria tous ses capitaux et, d'emblée, mit le jeune Etat au bord de l'asphyxie économique. Les incidents se multiplièrent entre Blancs et Africains. Au milieu de cette tension, se produisit l'étrange fuite de Bonifacio Ondo vers le Gabon ; le président Macias, craignant une manœuvre de l'Espagne, obtint son extradition et le fit incarcérer à titre préventif. Etant donnée la popularité du chef du MUNGE, cette mesure augmenta les craintes des couches modérées de la population, encore alarmées davantage par l'apparition des milices d'intervention, les « Jeunesses en marche avec Macias », agressives et belliqueuses, notamment à l'égard de tous ceux qui n'avaient pas soutenu M. Macias aux élections. Il apparut bientôt que, sous des allures conciliantes, le chef de l'Etat mettait en place un dispositif d'élimination de ses adversaires politiques que seule l'Espagne pouvait encore protéger.

Mais, dès février 1969, le président Macias allait crever l'abcès avec l'Espagne. L'occasion en fut l'« **affaire des drapeaux** » : les milices se livrèrent à une provocation, en arrachant le drapeau qui flottait sur le consulat d'Espagne, et les gardes du consulat tentèrent de s'y opposer par les armes, faisant un mort et plusieurs blessés. Cet incident sanglant déclencha à travers le pays une sorte de chasse aux Blancs, le président Macias lui-même lançant à la radio des appels enflammés. La garde civile espagnole quitta ses casernes pour assurer la protection des Européens, et les parachutistes espagnols prirent le contrôle de l'aéroport. Le Guinée-Equatoriale en appela au Conseil de sécurité et demanda l'envoi de « casques bleus ». Jusque-là, tout se déroulait comme le président Macias l'avait calculé : il allait pouvoir se débarrasser de la présence armée espagnole plus tôt que ne le prévoyaient les accords de coopération, et, du même coup, il récupérerait la plupart des meilleures plantations que les colons, dans la panique, ne tarderaient pas à abandonner.

BIBLIOGRAPHIE

— *Equatorial Guinea : the Forgotten Dictatorship*, par Suzanne Cronjé, Anti-Slavery Society Ed., Londres, 1976, 47 pages.
— *Guinea ; Macias, la Ley del Silencio*, par Ramon Garcia Dominguez, Plaza y Janés Ed., Barcelone, 1977, 290 pages.
— *Guinea, Materia Reservada*, par Rafael Fernandez, Sedmay Ed., Madrid, 1976, 528 pages.
— *Historia y Tragedia de Guinea Equatorial*, par Donato Ndongo Bidyogo, Cambio 16 Ed., Madrid 1977, 308 pages.
— *Malabo, Ruptura con Guinea*, par Luis Carrascosa, Mayler Ed., Madrid, 1977, 328 pages.
— *Guinea Equatorial* (Livre blanc), A.N.R.D. Ed., Genève, 1977, 80 pages.





Le délire meurtrier d'un autocrate



L'Espagne misa alors sur Atanasio Ndongo, le leader du MONALIGE, devenu ministre des affaires étrangères de M. Macias. Cet ancien candidat de M. Castiella (soutenu également par les Américains) se trouvait, au moment de l'« affaire », à Addis-Abeba d'où il se rendit à Madrid, puis en Guinée-Equatoriale, dans l'intention de renverser le président Macias avec l'aide de quelques militaires. Il échoua, ce qui permit au chef de l'Etat d'éliminer sans le moindre égard un grand nombre de rivaux politiques, à commencer par Atanasio Ndongo lui-même, qui fut roué de coups, eut les jambes brisées puis fut défenestré à la prison de Bata. Furent également exécutés Saturnino Ibongo, délégué équato-guinéen aux Nations unies, et Pastor Torao, président de l'Assemblée nationale, tandis que les maires des principales villes étaient battus à mort en public par les sinistres Jeunesses de Macias.

De la sorte, moins d'un an après l'indépendance, une grande partie de la classe politique était physiquement éliminée ; les Espagnols étaient partis, leurs troupes avaient définitivement évacué le pays ; les élites locales étaient intimidées, la bourgeoisie apeurée, les minorités Bubis et Fernandinos effrayées. Le règne sans partage du président Macias Nguema pouvait commencer.

Il décida d'abord l'abrogation de la Constitution, la proscription de tous les partis politiques, la proclamation d'un état d'exception permanent et la création d'un parti unique : le Parti unique national des travailleurs (PUNT). Gouvernant par décrets, M. Macias s'attribua, outre les charges de président de la République et de premier ministre, les portefeuilles de l'armée, de la justice et des finances.

Pour les observateurs, il demeurait une énigme politique car, en dehors de vociférantes déclarations « anti-impérialistes », aucun plan précis de gouvernement ne semblait se dessiner. Comme *d'autres aristocrates, il semblait exclusivement* préoccupé de conserver un pouvoir dont les manifestations les plus voyantes témoignaient moins de la volonté de construire une société que de s'affirmer comme chef absolu par la répression aveugle et paranoïaque.

Cette période avait coïncidé avec la guerre du *Biafra (1967-1970). Or, à Fernando-Poo,* habitaient en permanence quelque quarante mille Nigérians d'origine biafraise auxquels vinrent s'ajouter plusieurs dizaines de milliers de réfugiés ; le dictateur, qui ne soutenait pas la sécession biafraise (elle aurait pu encourager celle des Bubis à Fernando-Poo refusa d'autoriser ces travailleurs *à envoyer (comme ils l'avaient toujours fait en* vertu d'accords passés avec le Nigéria) une partie de leurs salaires à leurs familles ; il n'en fallait pas plus pour provoquer une révolte des Nigérians que M. Francisco Macias étouffa dans le sang, provoquant un premier départ massif de ces travailleurs pourtant indispensables à l'économie équato-guinéenne, tributaire du cacao (60 % des exportations du pays) et déjà mal en point à cause de l'exode des agriculteurs européens.

Des zones « pestiférées »

LA terreur augmenta au point que des pays *africains (Egypte, Algérie, Nigeria), qui avaient* dans un premier temps aidé la Guinée-Equatoriale, retirèrent discrètement leurs techniciens. Les prisons se remplirent de « suspects », les châtiments corporels publics devinrent fréquents. La persécution prit une nouvelle ampleur lorsque M. Macias apprit qu'un commando de mercenaires avait tenté de le renverser (1). Il s'en prit aux régions natales de Bonifacio Ondo et Atanasio Ndongo, qui furent déclarées zones politiquement « pestiférées » ; aucun investissement d'infrastructure ne fut entrepris, aucun emploi ne fut procuré aux habitants, coupables de regretter la mort des deux politiciens nationalistes.

Les exécutions en masse se succédèrent ; à Noël 1970, un nombre important de détenus furent fusillés à Bata et Malabo (ex-Santa-Isabel). A Pâques 1971, un ancien président de l'Assemblée nationale, Federico Ngomo, retiré de la politique, fut décapité d'un coup de machette dans la prison de Bata après une arrestation arbitraire. A la même époque, un groupe de détenus furent tirés de prison, sans jugement ; on leur fit creuser, en public, une fosse qu'ils remplirent ensuite de fange nauséeuse où ils furent jetés et noyés. Agustin Eñesco, ancien président du MUNGE, eut les yeux arrachés, fut émasculé, puis on lui trancha les mains, on lui écorcha la plante des pieds et on l'obligea à courir, dans cet état, sur l'avenue principale de Malabo où on lui trancha la tête ; son corps resta sur la chaussée quelques jours pour la plus grande édification de tous (2). Une institutrice, Isabel Ipuwa, eut un bras coupé pour avoir entretenu une correspon*dance avec ses parents, bannis par le régime (3).* La plupart des diplômés ou des étudiants ont été arrêtés, torturés, exécutés pour le simple fait d'avoir vécu à l'étranger. Le récit des tortures serait sans fin.

Ce délire meurtrier se déroule à huis clos, car le président Macias a interdit, depuis 1970, l'entrée du pays à tout journaliste. La vente des journaux étrangers, quels qu'ils soient, est prohibée ; la presse elle-même est sous séquestre, et le seul journal du pays (**Unidad de la Guinea Equatorial**) ne paraît que **quelques fois** l'an, uniquement pour reproduire les discours de Francisco *Macias Nguema.*

Cet isolement politique, qui lui permet en toute impunité de supplicier son peuple, est cependant source d'importants déboires sur le plan international ; ainsi, dans le conflit armé qui l'opposa au Gabon en 1972 au sujet de la souveraineté sur quelques îlots de la baie de Corisco (région pétrolifère), M. Macias se retrouva isolé à l'O.U.A. et dut céder au Gabon, lors de la conférence de Kinshasa, les îles de Cocoteros, Mbané et Congo, ainsi qu'une bande territoriale de 2 000 kilomètres carrés sur la frontière orientale ; on sait combien les rectifications de frontières sont rares en Afrique, où les Etats restent attachés au principe de l'intangibilité des délimitations héritées du colonialisme ; le fait que M. Macias ait cédé un tel territoire prouve l'isolement international de *son régime.*

En échange, toutefois, Macias obtint du président Bongo que le Gabon interdise toute activité politique aux réfugiés équato-guinéens. Ceux-ci, *répartis* entre le Cameroun, le Nigéria et le Gabon, *représentaient* déjà, en 1972, près de 20 % de la population de la Guinée-Equatoriale.

Faillite économique et isolement



Au début de 1973, tous les prêtres, catholiques et protestants, africains ou européens, furent placés sous arrêt domiciliaire ; il leur fut interdit de se déplacer. Les Equato-Guinéens qui désormais se rendaient dans les églises risquaient d'être accusés de subversion ; les évêques furent expulsés. *Le culte catholique (pratiqué par 80 % de la population) sera définitivement interdit en juin* 1978.

Entre-temps, un autre culte, introduit par « référendum populaire », avait été instauré : celui de Francisco Macias Nguema lui-même, déclaré **« pierre angulaire du dogme unique de la nation », « grand messie », « père de la liberté », « architecte de la Guinée-Equatoriale », « leader d'acier », « grand inquisiteur du colonialisme », « grand maître de l'éducation »** et, bien entendu, **« président à vie », « général suprême des armées »** et **« grand maître de l'éducation nationale ».**

En juin 1974, le président Macias se débarrassa de la dernière fournée d'hommes politiques que comptait encore le pays, les accusant d'avoir voulu fomenter un coup d'Etat en prison (!) ; il fit fusiller cent dix-huit prisonniers politiques ; vingt-sept d'entre eux furent exécutés en public, à Ngolo ; certains furent enterrés vivants, sous les yeux de leurs proches. L'opinion internationale commença enfin à s'alarmer ; un avocat parisien, Me Thierry Mignon, fut envoyé par la Fédération internationale des droits de l'homme pour s'enquérir sur place de la situation. Il ne put pénétrer en territoire équato-guinéen, mais rencontra de très nombreux réfugiés au Gabon et dressa un effrayant rapport sur le drame de la Guinée-*Equatoriale* (4).

Dans le but d'obtenir, pour les milliers de réfugiés, une plus grande assistance des organisations internationales, et afin de combattre politiquement le régime, les exilés de la Guinée-Equatoriale ont fondé, à Genève, en août 1974, l'Alliance nationale de restauration démocratique (A.N.R.D.), large rassemblement d'opposants au régime, avec vocation de mouvement de libération (5).

Le dictateur riposta en déclarant, dans un discours radiodiffusé, que l'A.N.R.D. avait payé des mercenaires pour l'assassiner, et il exhorta le peuple « à la vigilance ». Les milices comprirent la suggestion et procédèrent dans les jours qui suivirent à une nouvelle traque de mécontents : **« trois cent dix-neuf personnes furent lynchées »** (6).

La situation économique, entre-temps, n'avait pas cessé de se dégrader ; la production de cacao, qui atteignait au moment de l'indépendance près de 50 000 tonnes, tombait à 12 000 *tonnes en 1976 ; celle de café passait d'environ* 9 000 tonnes à 5 000 tonnes ; selon la Banque *mondiale,* le P.N.B. a diminué en volume de 6 % en moyenne, de 1970 à 1975, ce qui est une des plus fortes chutes du monde, et la plus élevée d'Afrique. La baisse de l'indice alimentaire est *encore plus alarmante* ; pour une base 100 en 1965, il s'établissait à 57 en 1976, ce qui classe la Guinée-Equatoriale à l'avant-dernier rang mondial, alors qu'en 1962, par exemple, son revenu par tête était un des plus élevés d'Afrique (332 dollars).

Le pays ne compte plus qu'une dizaine de médecins (dont deux seulement sont africains), et les trois seules pharmacies ne sont guère *approvisionnées ; depuis la fin de 1975, la capitale* se trouve virtuellement sans électricité, et l'eau est rationnée. A Bata, deuxième ville du pays, *il n'y a pas l'eau courante.* La mortalité enfantine a doublé en cinq ans. Le sel est rationné, ainsi que le savon. Le pain est introuvable.

Toutes les routes, exceptée celle qui relie Bata *à Mongomo (village natal de Macias),* sont dans un état d'abandon absolu. Pour se déplacer à l'intérieur du pays, il faut être muni d'une autorisation gouvernementale ; les femmes, en outre, ont *besoin d'une permission écrite du mari.*

Peu de pays entretiennent des rapports suivis avec la Guinée-Equatoriale : l'Espagne signa quelques accords de coopération en essayant de sauvegarder ses *intérêts dans le pays ; elle céda* aux exigences de M. Macias et imposa l'embargo, jusqu'au 20 octobre 1976, sur toutes les informations en provenance de Guinée-Equatoriale. Elle a accordé plusieurs prêts à son gouvernement, notamment en 1976 un crédit de 700 millions de pesetas, mais elle a été conduite à rompre *les relations diplomatiques en 1977.*

Avec l'U.R.S.S., les relations *n'ont jamais été* très étroites, bien que la Guinée-Equatoriale ait signé en 1970 un accord de pêche très avantageux pour les Soviétiques, qui purent installer une *base de ravitaillement pour leurs chalutiers dans* l'île d'Annobon, et obtinrent un droit d'escale à Malabo pour les appareils de l'Aeroflot chargés de relever le personnel des bateaux de pêche. En *échange,* l'U.R.S.S. a fourni quelques blindés, de l'armement léger, un avion de transport civil et deux hélicoptères pour l'usage personnel du président.

Un accord de coopération, signé en 1971 avec Cuba, permit à une vingtaine d'étudiants d'aller *suivre des cours à La Havane* ; des professeurs, des médecins et des instructeurs cubains, en nombre limité, vinrent en Guinée-Equatoriale. Cette modeste coopération a pris fin depuis lors. La Corée du Nord a envoyé des instructeurs militaires pour former les sanguinaires « Jeunesses en marche avec Macias » ; la Chine fournit des *textiles, des denrées et des équipements agricoles* à titre gracieux, en échange de quoi M. Macias imposa la tenue Mao à ses milices et fit brûler publiquement tous les livres imprimés en Occident, et toutes les bibliothèques de l'époque coloniale.

Avec les pays africains, les relations ont été relativement distantes et souvent tendues ; récem*ment encore,* M. Macias fit expulser les techniciens égyptiens et soudanais du Programme de coopération interafricain. Avec ses proches voisins, les tensions ont été plus vives, en raison des revendications territoriales qui ont pu être formulées aux dépens de la Guinée-Equatoriale aussi bien par le Gabon (voir supra) que par le Cameroun (7). Un second incident, plus grave que celui de 1970, a récemment opposé la Guinée-Equatoriale au Nigéria ; en janvier 1976, de nombreux Nigérians de l'île Macias-Nguema (ex-Fernando-Poo) demandèrent à être rapatriés, car ils n'étaient plus payés depuis longtemps. La garde nationale riposta violemment, et des centaines de travailleurs nigérians se réfugièrent *dans les jardins de l'ambassade de leur pays, à* Malabo, où ils furent poursuivis par les soldats qui ouvrirent le feu ; bilan : onze morts, dont deux femmes et un enfant (8). Le Nigéria protesta avec vigueur et, sans attendre le consentement du gouvernement équato-guinéen, dépêcha vers Malabo des vaisseaux de guerre ainsi que *des avions militaires ; le président Macias, craignant une occupation de l'île,* s'enfuit au Rio-Muni ; le Nigéria se borna à rapatrier ses ressortissants (plusieurs dizaines de milliers) et, *après quelques escarmouches avec les soldats de la garde nationale, ses forces se replièrent.*

Cet incident, le plus grave que la Guinée-Equatoriale ait connu, car il aurait pu entraîner une « occupation provisoire » de Fernando-Poo (souhaitée d'ailleurs par une grande partie de la population), a sérieusement porté tort au régime. Les Cubains, après cet incident, décidèrent de réduire considérablement leur aide technique et refroidirent nettement leurs relations. *D'autant que le Nigéria allait être parmi les premiers Etats africains à reconnaître le gouvernement* du M.P.L.A. en Angola. L'Union soviétique, à son tour, arrêtait les livraisons d'hydrocarbures et de pièces de rechange pour le matériel militaire. Il semble que la Chine elle-même prenne aujourd'hui ses distances avec un Etat qui se décompose à vue d'œil et renonce à assumer ses obligations *les plus élémentaires ;* les services de santé, de l'éducation, les transports, les communications, ne sont plus assurés et souvent ne sont plus qu'un souvenir d'un autre âge. La culture du cacao, *naguère si florissante (la Guinée-Equatoriale était* au troisième rang mondial dans la production par habitant), s'est effondrée après l'exode des Nigérians au point que le dictateur Macias a trans*formé les plantations en camps de travail forcé* pour 60 000 personnes déportées du Rio-Muni, ce qui a provoqué des protestations — sans aucun effet — de la part des Nations unies, de la Ligue *anti-esclavagiste de Londres et du Conseil œcuménique* des Eglises.

Les relations avec la France

DEPUIS la *rupture des relations diplomatiques entre la Guinée-Equatoriale et les Etats-Unis* (en mars 1977), la France est le seul pays occidental a entretenir avec le gouvernement de M. Macias des relations diplomatiques au niveau *de l'ambassade (le dernier ambassadeur,* M. Hubert Cornet, a été nommé en mars 1978, en remplacement de M. Jacques Fournier). De nombreuses sociétés françaises opèrent en Guinée-Equatoriale, où elles ont de plus en plus les coudées franches dans la mesure où le pays devient insensiblement une « zone gardée » *française. La société française des dragages* a ainsi pu construire le nouveau palais présidentiel d'Ekuku, près de Bata ; cette même société a obtenu d'autres contrats de travaux publics, notamment pour la construction du gigantesque (et un peu inutile) port Macias-Nguema, à Bata. Des capitaux français ont constitué la Compagnie forestière du Muni qui a obtenu une concession de 150 000 hectares de forêts ; d'autres sociétés (SNIAS, Guillemand, etc.) interviennent dans ce pays très pauvre en ressources minières (même si on parle de réserves probables d'hydrocarbures, d'uranium et de fer) ; la France a obtenu de ses partenaires de la Communauté européenne que la Guinée-Equatoriale puisse signer la convention de Lomé (en mars 1976) pour la faire bénéficier de l'aide financière de la C.E.E. et l'éloigner davantage des pays de l'Est.

Ainsi, pour de menus avantages politiques et quelques *bénéfices économiques,* la France (et à travers elle la C.E.E.) ferme les yeux sur les 90 000 morts violentes (un cinquième de la *population) causées par ce régime sanguinaire.* Un *régime qui a provoqué, d'autre part, l'exil de près de la moitié de la population, et qui maintient* l'autre moitié dans la terreur ; un régime qui rançonne officiellement (9) ; qui pratique légalement la torture (la Guinée-Equatoriale n'a pas adhéré aux conventions de Genève et ne compte aucune société *nationale de Croix-Rouge) ; qui* reste en marge de la vie politique de son continent (la Guinée-Equatoriale est le seul pays africain *qui n'ait pas répondu à l'invitation de* participer à la réunion au sommet de l'O.U.A., à Khartoum en juillet dernier) ; un régime gouverné par un tyran qui déclare admirer Hitler, Franco et *Idi Amin Dada, et qui a pris en otage tout un* peuple afin de détourner l'Etat à son profit personnel.

IGNACIO RAMONET.
(Dessins de Plantu.)

(1) Cette tentative, entreprise à l'initiative du romancier Frédéric Forsyth, est longuement décrite dans son livre *les Chiens de Guerre* (Mercure de France, Paris) et confirmée par le témoignage d'un des mercenaires qui y participa (cf. *Libération* du 2 juin 1978).
(2) *Historia y Tragedia de Guinea Equatorial,* par Donato Ndongo Bidyogo, Madrid 1977, pages 210-211.
(3) *Afrique-Asie* du 10 mars 1975, page 51.
(4) « *Le dégoût, la colère et la honte envahissent l'observateur de la tragédie équato-guinéenne...* », écrit-il dans ce rapport publié par le département information de l'A.N.R.D.
(5) L'A.N.R.D. publie régulièrement un bulletin d'information sur la Guinée-Equatoriale, intitulé *la Voz del Pueblo* (B.P. 296, 1211 Genève-I, Suisse).
(6) Selon *Al Akhbar,* Le Caire, 25 décembre 1974.
(7) *Le Monde* du 18 juillet 1976.
(8) *Le Monde* du 13 janvier 1976.
(9) *Le Monde* du 14 juin 1978.

LA «DÉMOCRATIE» PROMISE A L'ARGENTINE

(Suite de la première page)

Cette liberté, elle, *« ne sera pas consentie aux ennemis de la patrie »* ; quant à la propriété privée, on souligne que la vraie démocratie consiste à la défendre *« au moment où l'Occident est agressé par le marxisme qui essaie un éclectisme gauchisant, ou induit en confusion par le populisme »*.

Ce qui rend plus difficile la mission de ces *« hommes d'Etat »*, selon leur propre aveu, c'est que, pour la première fois, *« il n'y a pas dans le monde des paramètres qui puissent servir d'exemple »*. Voilà ce qui se passe ailleurs, d'après eux : en Europe, devant la progression de la gauche, on ne sait pas ce qui va arriver ; en Angleterre, le parti travailliste doit faire face à la débâcle de son économie étatisée ; en France, *« paradis des idées fausses »*, la gauche, se servant d'arguties démagogiques qui impliquent la perte de la liberté individuelle et de la productivité économique, préconise la disparition de la propriété individuelle ; les eurocommunistes ne sont que les instruments d'une nouvelle stratégie de Moscou ; aux Etats-Unis, les perspectives sont également décourageantes car on y discerne déjà les signes avant-coureurs du populisme.

Pour les chefs militaires argentins, l'Amérique latine, plus précisément sa partie méridionale, est devenue la seule réserve de l'Occident. La décision des forces armées du Chili, de l'Argentine et de l'Uruguay de s'emparer du pouvoir a *« ruiné les visées ambitieuses de l'agression marxiste »*. On reconnaît que relever ce défi peut conduire à l'isolement international, mais ce risque ne décourage pas les auteurs du rapport, qui recommandent d'aller de l'avant *« en réaffirmant* (l'adhésion à) *la civilisation occidentale et chrétienne »*.

Le document prévoit de faire du « cône sud » une région physiquement intégrée, économiquement complémentaire et politiquement homogène. Et ce projet est défini comme *« l'impératif le plus important et le plus urgent de l'actualité géopolitique argentine »*.

Face aux pressions internationales

LE *gouvernement* s'inquiète de la mauvaise image que lui valent à l'étranger les violations graves et répétées des droits de l'homme. Indirectement, le gouvernement reconnaît, dans le document secret, la responsabilité de ses crimes, car il admet que *« le gouvernement des forces armées a récupéré pour lui le monopole de la force »*. En d'autres termes, il n'y a plus de terroristes qui enlèvent, torturent ou tuent ; ces actes de violence sont l'œuvre exclusive du gouvernement.

Les violations des droits de l'homme, affirme le document de travail, entraînent des pressions de la part des organisations internationales, des pays ayant des gouvernements sociaux-démocrates ou socialistes et de ceux qui sont influencés par les Etats-Unis ou par le Vatican. Pressions qui peuvent aboutir à l'adoption de mesures coercitives de nature politique ou économique à l'encontre du régime argentin. Mais la junte n'entend nullement mettre fin à ces violations pour éviter les inconvénients que de telles pressions risquent de causer. Respecter ces droits reviendrait, en effet, à limiter *« la liberté d'action nécessaire pour atteindre les buts fixés au Processus de Reconstruction Nationale »*. En revanche, on envisage de répondre à la pression internationale sur deux plans. Sur le plan intérieur, par *« la mise en œuvre d'une stratégie ferme, appropriée et pragmatique »* et par une série de mesures visant à s'assurer le soutien de l'opinion publique et qui se trouvent énumérées dans un chapitre intitulé : *Action psychologique*. Sur le plan international, par des *« mesures cohérentes et transcendantes* ayant pour but de limiter l'approfondissement et l'extension de la campagne menée jusqu'à présent ». L'objectif étant de réduire au minimum les interférences étrangères.

Car, pour la dictature militaire, la dénonciation des crimes politiques perpétrés en Argentine n'est que le reflet d'une campagne terroriste menée contre le pays. La junte est rendue furieuse par la réaction que provoquent à l'étranger ses atteintes aux droits de l'homme. Cette réaction offense le « *nationalisme* » du gouvernement, qui invoque inlassablement l'autodétermination pour l'emploi de la *picana eléctrica* (« gégène »), tandis que les leviers fondamentaux de l'économie du pays sont remis aux mains des firmes multinationales.

Les valeurs morales du peuple argentin, en vertu desquelles sont condamnés les méfaits de la violence d'où qu'elle vienne, gênent les chefs militaires. Dans le document cité, ils classent parmi les problèmes pendants auxquels il faut s'attaquer celui *« d'une société qui a ingéré des idées dénaturées sur des concepts relevant de l'éthique et du comportement de la personne et des groupes »*. L'éthique véritable doit se limiter à condamner les faits imputables à la subversion, tout en ignorant ceux dont le gouvernement est responsable, bien que le terrorisme d'Etat ait atteint des dimensions bien plus importantes que celui de la guérilla, même aux principaux moments de son essor. D'ailleurs, *« la subversion est pratiquement vaincue dans le territoire national »*.

Un projet en sept points

LES idéologues du régime définissent la philosophie qui doit orienter le projet politique, afin de donner naissance à une *« République nouvelle, loyale à sa vigueur existentielle »* (sic). Il est affirmé que l'humanisme argentin est formé *« par des éléments de la civilisation gréco-latine et de sa continuité hispanique »* ; des références tellement vagues n'excluent pas que l'on se réclame de personnalités historiques comme Caligula, Néron ou Franco.

D'emblée, la *« démocratie de masses »* est écartée, car elle abolit la sélection pour l'accession aux fonctions publiques. *« Dans un temps de conflit entre les conceptions du monde et d'embûches tendues par la subversion supranationale* — déclare le document, avec sa rhétorique particulière, — *il ne saurait y avoir de système politique qui n'impose des limites au dissentiment. »*

L'ambition des chefs militaires argentins *« est de déterminer les limites à l'intérieur desquelles le débat est légitime et fécond, et à l'extérieur desquelles il devient une forme de complicité avec la conspiration mondiale déchaînée contre les sociétés libres »*. Pour ne pas tomber entre les griffes de cette conspiration il faut, semble-t-il, accepter que *« la propriété est le support économique de la liberté civile et qu'une société est d'autant plus libre et équilibrée que la propriété privée est plus répandue dans son sein »*. Le pouvoir politique ne doit pas interférer avec le pouvoir économique ; autrement, la civilisation occidentale n'est plus protégée, et l'on tombe dans le collectivisme.

Le projet politique proprement dit peut se résumer en sept points :

1) création d'une force politique dominante, favorable au gouvernement militaire ;

2) cette force doit être en mesure de dominer de l'intérieur le système des partis : dans ce but, il faut lui assurer le soutien de l'appareil de l'Etat ;

3) les dirigeants ne doivent pas être imposés d'en haut. Ils seront sélectionnés dans des élections-pilotes au niveau municipal parmi des candidats indépendants qui auront préalablement et publiquement accepté la doctrine et les idées du Processus de Réorganisation Nationale ;

4) les élus constitueront la masse des alliés du gouvernement : mais ils pourront à tout moment être disqualifiés par décision des autorités ;

5) les dirigeants alliés du gouvernement seront invités à former deux partis politiques — ou plus — apportant leur soutien au Processus de Réorganisation Nationale. Avec le temps, prévoit-on, chacune de ces forces acquerra sa personnalité propre.

6) le jour où ces partis existeront, le gouvernement sera indifférent à la victoire de l'un ou l'autre d'entre eux. Des élections pourront alors être organisées à l'échelon provincial et national : ces scrutins ne seront plus une *« aventure »*.

7) le projet ne doit pas faire l'objet de consultations avec les dirigeants politiques actuels, car cela reviendrait à leur reconnaître une certaine représentativité. Encore moins doit-il être soumis à un référendum, *« car cela reviendrait à rétablir le concept démagogique de « peuple » et à attribuer à ce terme — qui est, en définitive, un mythe politique — la souveraineté »*.

Les réprouvés et les élus

POUR compléter son projet, la junte militaire se réserve le droit d'exclure de la vie politique, pour un temps déterminé ou *ad vitam*, tous ceux qui auraient fait auparavant preuve d'activités incompatibles avec les idées du gouvernement. Mais on fait montre d'une certaine générosité en précisant que le fait de figurer sur les « listes noires » comme paria politique *« ne sera pas infamant, ni n'entraînera la perte du droit de vote »*.

Les partis politiques actuels, affirme le document, seront dépassés. En tout cas, ils seront déclarés tels par décret : ce point figurera dans le statut des partis politiques qui devra être édicté. Celui-ci sera donc, en quelque sorte, l'acte de décès officiel des partis politiques préexistants.

« L'état de guerre internationale dans lequel se trouve le monde » impose nécessairement la proscription de toute propagande marxiste. Ce faisant, *« la Nation défendra son idéologie et construira autour d'elle son avenir politique »*.

On précise nettement que *« l'option à offrir aux hommes politiques ou à ceux qui voudraient le devenir doit consister à agir dans le cadre du système ou ne pas agir du tout »*. La junte militaire n'aura pas besoin de modifier la Constitution nationale, car celle-ci ne joue qu'un rôle supplétif (qui oserait le nier ?). Les nouveaux décrets qui seront promulgués pour mettre en œuvre le projet politique se placeront au-dessus de la Constitution.

Afin de garantir la continuité du processus qui a commencé avec le coup d'Etat du 24 mars 1976, la junte militaire pourra opposer son veto, partiel ou total, aux plates-formes politiques, ainsi que déplacer les fonctionnaires exécutifs ou législatifs qui auront été élus ; elle pourra aussi désigner des « personnalités » comme sénateurs nationaux.

Le document de travail ne fixe aucune date pour les élections ; mais il y est précisé qu'avant *« l'entrée en vigueur de la Nouvelle République »* il est nécessaire de compter avec les instruments légaux qui institutionnalisent la présence du pouvoir militaire dans la structure du pouvoir du pays, *« afin de s'assurer un maximum de participation et de contribuer à la continuité et à la stabilité politiques »*.

Ce n'est pas faire preuve d'une très grande perspicacité que de reconnaître, comme le font les auteurs du rapport, qu'un projet politique de ce genre risque de faire des mécontents. Afin d'éviter l'échec, on propose de *« capter le soutien de l'opinion publique, seul moyen de parvenir à faire comprendre la nécessité des mesures impopulaires que l'on sera obligé de prendre »*. Dans ce but, il faudra écarter les positions erronées consistant à critiquer la propagande du gouvernement ou à obtenir l'adhésion à ses thèses par la contrainte.

Récemment, le général Roberto Viola, nouveau chef d'état-major de l'armée de terre et membre de la junte militaire, affirmait à Rosario : *« Je peux vous assurer que l'armée, dans sa totalité, est profondément démocratique. »* Devant cette déclaration, une question se pose : le général faisait-il allusion à la « démocratie » évoquée dans le document que nous venons d'examiner ?

Sous le vocabulaire baroque et ridicule de ce plan, se cache la volonté de perpétuer, à travers de pures formalités démocratiques, un système d'oppression. Videla appelle *« démocratie moderne »* ce que Pinochet nomme *« démocratie autoritaire »*. L'un et l'autre empruntent le chemin sans issue tracé par les militaires brésiliens qui usurpèrent le pouvoir en 1964. Ils oublient que la démocratie formelle ne sera jamais rien d'autre qu'une trahison de la démocratie.

HIPOLITO SOLARI YRIGOYEN.

Après les élections aux États-Unis

LES résultats des élections américaines de novembre confirment le glissement à droite qui avait été précédemment analysé (1).

1) On assiste au recul des « libéraux », qu'ils soient républicains (défaite du sénateur Edward Brooke, le seul Noir du Sénat, l'un des derniers « libéraux » du G.O.P. avec le sénateur Jacob Javits qui prendra sa retraite en 1980) ou démocrates : cinq d'entre eux sont remplacés par des conservateurs (républicains), notamment le sénateur Clark, de l'Iowa, président de la sous-commission des affaires africaines, favorable au pouvoir de la majorité noire en Afrique du Sud, qui est vaincu par le conservateur républicain Roger Jepsen à l'issue d'une campagne électorale centrée sur la politique étrangère du sénateur sortant.

2) L'essor des conservateurs se poursuit qu'ils appartiennent au parti démocrate (le sénateur Heflin, d'Alaska) ou républicain (le sénateur Cochran, du Mississippi), qu'ils soient des nouveaux venus ou des vieux routiers comme le sénateur Helms, de Caroline du Nord (2), qui l'emporte largement dans le duel qui l'opposait à un populiste de gauche.

3) Le conservatisme fiscal est en progrès. Le président Carter n'aura pas de mal à faire accepter la réduction du déficit budgétaire par un Congrès pour le moins « frugal » ; peut-être même sera-t-il débordé par les ultra-conservateurs favorables à l'équilibre total et immédiat du budget de l'Etat. Par contre, ses modestes propositions sociales ont peu de chance d'être adoptées, alors que les dépenses militaires peuvent être augmentées.

4) La « révolte des contribuables » a marqué des points : dans trente-huit Etats, des référendums proposaient des réductions d'impôts et/ou de dépenses des Etats. Ils ont été adoptés dans tous les Etats sauf trois (Nebraska, Colorado, Maryland). Les électeurs du Michigan ont fait preuve d'une certaine modération : ils ont repoussé un projet de réduction d'impôts de 50 %, mais adopté un principe liant les dépenses de l'Etat à ses recettes.

5) Le glissement à droite a été favorisé par une participation électorale particulièrement faible, même pour une élection de « midterm », entre deux présidentielles (34 % de votants alors que la moyenne est de 40 %), qui a été fatale aux candidats de gauche tels que le député sortant de Houston, M. R. Gammage.

PIERRE DOMMERGUES.

(1) Voir *le Monde diplomatique* de mai 1978 : « L'essor du conservatisme américain », et de novembre 1978 : « La révolte des contribuables américains et les nouveaux politiciens ».

(2) M. Jessie Helms est sénateur de Caroline du Nord et non de Caroline du Sud comme il apparaît dans *le Monde diplomatique* de novembre, page 7.

Recherches universitaires

LA «DIPLOMATIE PARALLÈLE» DES SYNDICATS AMÉRICAINS

Par CHARLES ZORGBIBE

DANS la série des « Washington Papers », publiés par le Centre d'études internationales et stratégiques de l'université de Georgetown, Carl Gershman a donné une très vivante analyse de la politique étrangère des syndicats nord-américains (1). De fait, l'action de l'American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations (A.F.L.-C.I.O.) ne se réduit pas à une participation au processus de décision américain ; elle s'épanouit en une véritable « diplomatie parallèle », aussi efficace dans les rapports transnationaux que celle du département d'Etat dans la société interétatique. Ses animateurs ont acquis une grande notoriété : M. David Dubinsky, chef de file de l'International Ladies Garnment Workers Union (I.L.G.W.U.) — place forte du syndicalisme new-yorkais, — après avoir organisé pendant la seconde guerre mondiale l'important effort d'aide aux syndicalistes européens victimes du nazisme, contribua longtemps au financement de l'organe central du parti socialiste S.F.I.O. ; M. Jay Lovestone, ancien secrétaire général du parti communiste américain, exclu sur l'ordre de Staline, et devenu anticommuniste militant, exerça, jusqu'à sa retraite en 1974, une influence prépondérante sur la politique internationale de l'A.F.L.-C.I.O. ; Mr. Irving Brown, représentant permanent du syndicalisme américain en Europe, puis en Afrique, tint sur les fonts baptismaux, en 1947, la confédération Force ouvrière, s'attachant à dégager un syndicalisme non communiste en Italie et en Grèce, avant de créer, en 1964, le Centre de coopération syndicale afro-américain, qui devait organiser plus de deux cents programmes de formation de responsables syndicaux en Afrique ; M. Serafino Romualdi, militant antifasciste italien, réfugié aux Etats-Unis en 1923, bête noire des péronistes, fut le très influent délégué aux relations avec les confédérations latino-américaines.

LA diplomatie parallèle du syndicalisme américain s'est déployée dans les combats de la guerre froide et de la décolonisation. L'A.F.L.-C.I.O. fit preuve alors d'un anticolonialisme déterminé — l'ambassadeur Henri Bonnet essuya un cuisant échec, en 1954, lorsqu'il tenta d'exposer la politique tunisienne de la France à MM. Meany, John Lewis et Walter Reuther — et d'un anticommunisme intransigeant, souvent dénoncé par les libéraux américains. M. John Kenneth Galbraith classait, il y a quelques années, la politique étrangère des syndicats à la droite de celle du républicain Gerald Ford ; et l'historien de la nouvelle gauche, M. R. Radosh, l'expliquait par une « dévotion servile » aux thèses des milieux industriels qui dépendent, pour leurs profits, de la continuation de la « guerre froide » (2). De fait, sa passion anticommuniste a parfois entraîné l'A.F.L.-C.I.O. en de douteux combats : ainsi, lorsqu'elle prit parti, en 1954, contre le gouvernement Arbenz qui, au Guatemala, tentait de réaliser une réforme agraire aux dépens de l'United Fruit...

Pourtant, les critiques de gauche de l'A.F.L.-C.I.O. ont le tort de voir dans l'anticommunisme syndical un opportunisme : il s'agirait selon eux, pour la grande centrale, de donner des preuves de son adhésion aux valeurs américaines afin de se faire accepter du monde des affaires, et d'obtenir ainsi, pour les travailleurs, une plus large part du revenu national. En réalité, le comportement de l'A.F.L.-C.I.O. envers les régimes communistes semble fondamentalement lié à la vision du monde de ses dirigeants : dès 1917, les syndicalistes américains analysaient l'expérience léniniste comme une tyrannie qui réduit à l'esclavage la classe ouvrière, du fait de l'abolition de tout syndicalisme libre auquel seraient substituées de véritables « agences d'Etat ». Et la fidélité à cette vision, loin de permettre un opportun rapprochement avec les milieux économiques, isole aujourd'hui l'A.F.L.-C.I.O. : M. Meany ne dénonçait-il pas récemment l'employeur « qui savoure la perspective de marchés commerciaux avec les Soviétiques tandis que sa secrétaire réserve des places pour le ballet chinois » ?

La grande centrale syndicale américaine fait aujourd'hui figure de citadelle assiégée. Lorsqu'elle se retire de l'Organisation internationale du travail — à la création de laquelle le père fondateur de l'A.F.L., M. Samuel Gompers, apporta en 1919 une contribution essentielle, — pour protester contre la « nouvelle majorité, composée largement de forces illégitimes », elle influence le gouvernement de Washington qui abandonne peu après à son sort la vieille institution genevoise ; mais lorsque l'A.F.L.-C.I.O. rompt, en 1969, avec la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.), et dénonce, en janvier 1974, la Conférence syndicale pan-européenne qui réunit, pour la première fois depuis 1949, syndicalistes de l'Est et de l'Ouest, elle exprime un refus total de la détente qui ne correspond guère à la politique officielle des Etats-Unis. Refus total que combattit, à partir de 1966, Walter Reuther, président (jusqu'à sa mort en 1968) de l'United Auto Workers, et ancien président du C.I.O., — et qui imprime une grande ambiguïté à la position du syndicalisme sur l'échiquier politique américain : l'A.F.L.-C.I.O. assure au parti démocrate l'appui de ses fonds et de ses bataillons électoraux ; on ne peut pas dire pour autant qu'elle se soit ralliée à la politique étrangère des démocrates.

Aux rapports du syndicalisme nord-américain et de la C.I.S.L., Jack Kantrowitz consacre une très importante thèse (3) — difficile d'accès de par son style, et on le regrettera d'autant plus que, sous la monographie, perce une véritable théorie générale du syndicalisme international. M. Kantrowitz distingue trois phases dans les relations de l'A.F.L.-C.I.O. et de l'Internationale syndicale libre. De 1949 à 1955, les Américains soulignent la nécessité de consolider les fondements idéologiques de la C.I.S.L., d'infléchir sa « ligne » dans un sens farouchement anticommuniste et antisoviétique, mais ils réservent leurs ressources financières et humaines à leurs programmes bilatéraux indépendants — en particulier à la création directe de syndicats libres dans le tiers-monde.

De 1956 au début des années 60, tout en maintenant leur prépondérance dans l'élaboration de la politique de l'Internationale, ils prennent en outre le contrôle de son administration : la relance de la guerre froide après Budapest, le poids que donne à leur centrale syndicale la fusion de l'A.F.L. et du C.I.O., incitent les Américains à ne plus tolérer l'influence du Congrès des trade-unions britanniques (TUC), jugée peu militante et trop conciliatrice, sur le secrétariat de l'Internationale.

LA dernière étape est celle de la déception des syndicalistes américains, qui perdent leur position dominante alors que, dans l'atmosphère de la détente, l'approche internationale « intégrée » semble moins attirante aux syndicats européens, et que, dans le tiers-monde, le trop grand succès de la C.I.S.L. suscite une réaction chez les gouvernants des nouveaux Etats, soucieux de contrôler leur classe ouvrière. Paradoxalement, l'activité syndicale nord-américaine se tourne désormais vers les secrétariats professionnels internationaux — qu'elle transforme, d'organisations de second rang, en cellules essentielles du monde syndical transnational. Le temps des croisades idéologiques semble avoir fait place à celui de la confrontation avec les firmes multinationales, le discours du « syndicalisme libre » à la « doctrine Levinson »...

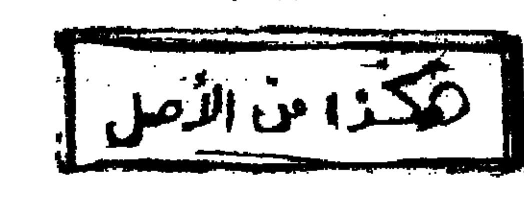
(1) *The Foreign Policy of American Labor*, Sage Publications, Beverly Hills, 1975, 82 pages.

(2) *American Labor and United States Foreign Policy*, Random House, New-York, 1969.

(3) *Le Rôle des syndicats américains dans le monde syndical international libre*, thèse Paris-X - Nanterre, octobre 1977, 375 pages multigraphiées (directeur : Annie Kriegel).







DROITS DE L'HOMME ET DIPLOMATIE

Les limites des interventions de Washington en Amérique latine

Par JULIA JURUNA

L'ARRIVEE du président Carter à la Maison Blanche avait soulevé de nombreuses espérances quant à la politique de Washington en Amérique latine. Rompant avec les orientations générales de l'administration républicaine, les démocrates allaient-ils lancer une action soutenue en faveur de la libéralisation politique du sous-continent et faire renaître le « grand dessein » conçu par John Kennedy avec l'Alliance pour le progrès ?

Au terme de moins de deux ans de gestion démocrate, le bilan est encore difficile à établir. Il est devenu banal de remarquer que, dans plusieurs secteurs de sa politique étrangère, l'administration Carter ne semble pas avoir de ligne clairement définie. Ce faisant, on néglige trop volontiers les tensions introduites dans la diplomatie américaine par la nouvelle situation institutionnelle qui découla du Watergate, et qui se traduit notamment par *le renforcement des prérogatives du* Congrès. Elu à l'issue d'une campagne partiellement conduite en dehors de l'appareil du parti démocrate, le président Carter n'est pas encore parvenu à harmoniser son action avec les tendances qui dominent le Congrès, ni à redonner à la Maison Blanche la grande marge d'initiative qui, *traditionnellement, était la sienne*. La politique étrangère de l'actuelle administration souffre ainsi tout autant de l'absence d'une stratégie claire que de l'inexistence d'un *modus operandi* entre la présidence et le Congrès.

Ce dysfonctionnement politique entraîne une relative inertie qui explique la difficile coexistence de courants forts opposés dans l'entourage présidentiel et les affrontements interbureaucratiques.

Au département d'Etat comme au Conseil national de sécurité, on trouve aussi bien des « faucons » — qui rendent le Congrès responsable de l'« atonie » de la politique américaine en Afrique (1) — que des « colombes » — qui expliquent par l'influence du « lobby Somoza » de la Chambre et du Sénat l'attitude de Washington à l'égard du dictateur du Nicaragua (2). A moins que les développements découlant des accords de Camp David n'ouvrent de meilleures perspectives à l'action du président Carter, ce blocage institutionnel continuera de peser sur la Maison Blanche, limitant les possibilités d'élaborer une politique nouvelle à l'égard de l'Amérique latine.

Tout d'abord, il paraît exclu que le Congrès prenne à cet égard, de son propre chef, des initiatives d'une certaine ampleur. *« Les problèmes concernant les nations latino-américaines ne sont pris en charge par aucun secteur de l'électorat américain et ne suscitent donc pas d'intérêt particulier au Congrès »*, note M. Roger Stone, membre de la direction du Centre pour les relations internationales, à New-York. Au département d'Etat, un spécialiste des affaires latino-américaines, confirmant ce jugement, ajoute un pronostic plus pessimiste encore : *« Si la récession économique se poursuit, la présence de Latino-Américains travaillant illégalement aux Etats-Unis — entre huit et dix millions de personnes — ne manquera pas de susciter des réactions hostiles ; l'Amérique latine apparaîtra aux yeux du public américain comme un ensemble chaotique de peuples en pleine explosion démographique et non pas comme une série d'Etats responsables que les Etats-Unis doivent traiter en partenaires à part entière sur le plan international. »*

Du côté de la Maison Blanche, le souvenir d'un passé récent invite à la prudence. L'expérience des deux dernières décennies montre en effet que la mise en œuvre d'une politique globale pour l'Amérique latine peut porter *tort* aux intérêts des Etats-Unis : telles sont, du moins, les conclusions généralement admises à propos de l'Alliance pour le progrès. Celle-ci, au début des années soixante, fut lancée dans une conjoncture diplomatique et économique très particulière. Un consensus s'était établi autour *de la nécessité d'éviter un* nouveau Cuba. Simultanément, une expansion économique soutenue permettait aux Etats-Unis de dégager d'importantes ressources budgétaires pour les canaliser vers les programmes d'assistance économique à l'Amérique latine (3). Malgré des conditions aussi favorables, il devint évident que ce réformisme social et économique pouvait avoir, dans la politique intérieure des divers pays latino-américains, des conséquences hasardeuses. En fait, certains objectifs de l'Alliance pour le progrès — réforme agraire, etc. — allaient provoquer une levée de boucliers parmi les alliés traditionnels des Etats-Unis dans ces pays. On vit alors se multiplier des conflits sociaux qui provoquèrent en retour un regain des tendances autoritaires. De surcroît, ce durcissement politique fut stimulé et renforcé par les nouvelles orientations de la diplomatie américaine.

Les fruits amers d'une dualité doctrinale

LE discours prononcé en 1965 par le président Johnson à l'université de Baylor, au Texas, marque toute cette période : *« Dans le monde d'aujourd'hui*, déclarait-il, *les ennemis de la liberté prêchent des guerres de libération nationale, et ainsi la vieille distinction entre guerre civile et guerre internationale a déjà beaucoup perdu de son sens. »* Cette conception impériale des relations internationales était suivie par une vigoureuse prise de position en faveur de la promotion des minorités défavorisées à l'intérieur de la société américaine : *« Avec le puissant soutien du Congrès, nous livrons chez nous la guerre contre la pauvreté »*. Ce discours restera comme l'une des plus étonnantes illustrations de la dualité doctrinale dans laquelle évoluait alors la politique américaine, notamment celle du parti démocrate. Dans un récent témoignage devant le Congrès, M. Sargent Shriver, beau-frère des Kennedy, qui fut précisément directeur du « programme de guerre contre la pauvreté » sous l'administration Johnson, a tiré les amères conclusions de l'aboutissement de cette double politique : *« La guerre contre la pauvreté fut réduite à des escarmouches tandis que l'« opération de police » au Vietnam se transforma en guerre totale »* (4).

Les mouvements erratiques des deux dernières décennies ont contribué à apesantir les contingences qui brident la politique étrangère de la nouvelle administration démocrate. Des considérations de politique générale incitaient le président Carter à rechercher, sur la scène internationale, un succès qui établirait son image d'homme d'Etat de premier plan. Les conditions désordonnées ou périlleuses dans lesquelles disparaissaient les régimes autoritaires en Grèce, au Portugal et en Espagne suggéraient qu'il serait souhaitable de « moderniser » certaines dictatures latino-américaines. Pendant la première année du mandat de M. Carter, certains stratèges de la Maison Blanche ont donc espéré créer, autour de la politique des droits de l'homme, une dynamique globale non seulement capable d'affronter l'Union soviétique sur le plan idéologique mais aussi de libéraliser la vie politique en Amérique latine et de donner un second souffle à l'élan populiste qui avait contribué à porter M. Carter à la présidence.

Les interventions en faveur des droits de l'homme ont sans doute ouvert à la diplomatie américaine de nouvelles perspectives conceptuelles, mais, en même temps, il est vite apparu que cette arme est aussi délicate à manier à l'égard de l'U.R.S.S. que de l'Amérique latine. Par rapport à l'Union soviétique, les limites à ne pas franchir sont tracées par l'importance de l'enjeu que représentent les négociations sur la limitation des armements stratégiques (SALT). Par rapport à l'Amérique latine, le seuil de tolérance est défini par les divergences que la politique des droits de l'homme suscite aussi bien aux Etats-Unis que dans les régimes en place au sud du *rio Grande*.

Aussi l'ensemble de la politique de Washington en Amérique centrale devait-il être réexaminé lors des débats à propos du nouveau traité sur le canal de Panama, mais ce sont les questions touchant à la sécurité nationale qui *retinrent en priorité* l'attention, et l'opinion américaine fut peu sensible au fait que Washington avait cherché, selon les mots du président Carter, *« à traiter loyalement et honnêtement avec une petite nation souveraine »*.

D'autres événements vinrent montrer que l'évolution interne des pays latino-américains soulevait de sérieux obstacles sur la voie du département d'Etat qui s'efforçait de créer *« un consensus plus large sur la nouvelle politique étrangère, de manière à offrir plus de substance et une orientation plus claire à la politique des droits de l'homme »* (5).

Malgré les grandes différences de situations dans lesquelles elles se déroulaient, les élections qui devaient avoir lieu en Amérique latine pendant l'année 1978 (6) furent très rapidement versées, par certains analystes, au crédit de la diplomatie de M. Carter. De fait, celui-ci avait obtenu un résultat encourageant par les pressions destinées à faire respecter le verdict du suffrage universel *lors de l'élection présidentielle en* République Dominicaine. Toutefois, quelques semaines plus tard, la poussée de l'opposition lors des élections en Bolivie incita le général Juan Pereda à faire un coup d'Etat que les interventions de Washington ne purent éviter. Il est vrai que, dans ces deux cas, les démarches américaines ne revêtirent peut-être pas la même intensité, car Washington était plus préoccupé de l'opposition en Bolivie, où elle paraissait plus radicale, qu'en République Dominicaine, où elle restait assez modérée. Mais lorsque, le 24 novembre, le général Padilla renversa le général Pereda et annonça des élections, Washington ne cacha pas sa satisfaction. D'une manière générale, l'ardeur démocratique de la diplomatie américaine est inversement proportionnelle aux risques et aux enjeux.

Dans la période la plus récente, Washington s'est montré assez discret en Amérique latine, ses efforts étant concentrés en priorité sur le règlement en Namibie et sur les efforts de paix au Proche-Orient, les accords de Camp David ayant offert à M. Carter la percée diplomatique tant attendue. Mais, de toute façon, en dépit des études et rapports qui ont circulé dans la haute administration et malgré des initiatives plus ou moins suivies d'effet, le projet d'une politique globale pour l'Amérique latine ne semble pas avoir été sérieusement envisagé. Rappelant les évolutions survenues depuis la fin de la guerre mondiale, le président Carter, dans son discours d'avril 1977 devant l'Organisation des Etats américains (O.E.A.), arrivait d'ailleurs à cette conclusion : *« A la lumière de ces changements, il y a peu de sens à établir une politique uniforme des Etats-Unis en direction de l'Amérique latine. »*

Voilà quelques semaines, au cours d'une conversation informelle à Washington, M. Robert Pastor, spécialiste des questions latino-américaines au Conseil national de sécurité, nous donnait une interprétation plus large de cette déclaration. Il affirmait en substance que les Etats-Unis ne considèrent plus l'Amérique latine comme une « chasse gardée ». Evoquant le rôle de l'Internationale socialiste dans ces pays et la visite du président Giscard d'Estaing au Brésil, il remarquait : *« Il ne doit pas y avoir de rivalité entre l'Europe et les Etats-Unis dans cette région ; nous accueillons de manière positive les interventions européennes qui contribuent à la normalisation politique des nations du continent. »*

A la suite de ses déboires passés en Amérique latine, la diplomatie américaine paraît vouloir, à l'heure actuelle, se borner à développer des relations bilatérales avec chacun des pays les plus importants dans la région. Cette attitude se rapproche ainsi des suggestions avancées il y a quelques mois par M. George F. Kennan, vieux routier de la diplomatie dont le prestige reste grand à Washington, qui concluait : *« En dehors de la régularisation de nos relations avec Cuba et avec Panama et de ce que nous pourrons faire à propos de la stabilité des prix des matières premières, nous n'avons aucune raison de nous donner du mal pour développer, au-delà d'un certain point, nos relations avec les pays de cette région, surtout avec ceux de l'Amérique du Sud »* (7).

Faudrait-il donc voir là autant de signes annonçant une forme de repli ? Une telle conclusion serait bien prématurée, d'autant que des prolongements inattendus peuvent surgir des situations incertaines qui règnent en de nombreux points : Nicaragua, Brésil, Pérou, Equateur, conflits frontaliers entre le Chili et l'Argentine, entre le Chili et la Bolivie, etc. En outre, l'entrée en vigueur, en janvier 1979, des nouvelles clauses de la loi de commerce *(Trade Act)* viendra *alimenter le contentieux* entre les Etats-Unis et les pays industrialisés du continent. D'autant que, comme le disait un diplomate américain à propos du rôle des Etats-Unis au Nicaragua : *« Nous sommes comme un éléphant dans un salon, même si nous ne bougeons pas, nul ne peut nous ignorer »* (8). Cette remarque vaut non seulement pour chacun des pays du continent, mais pour l'ensemble de l'Amérique latine.

(1) Particulièrement visé par les « faucons », *le sénateur Dick Clark, auteur* de l'amendement qui permet au Congrès de contrôler les interventions militaires en Angola et dans les pays voisins, a réfuté ainsi les accusations dirigées contre lui : *« L'amendement n'interdit pas l'assistance militaire (...) ; il détermine que l'administration doit obtenir l'autorisation totale du Congrès si elle veut offrir son assistance militaire* (à quiconque) *en Angola »*. Cf. *The Nation*, 5 août 1978.

(2) Il paraît établi que des assurances sur la « stabilité politique » au Nicaragua furent données aux parlementaires qui hésitaient à ratifier les traités sur le canal de Panama ; le Nicaragua offre le meilleur site possible pour la construction d'un nouveau canal, prévu depuis fort longtemps, entre le Pacifique et l'Atlantique.

(3) Pour 1962, le Congrès avait voté des crédits *de l'ordre de 1.200 millions de* dollars pour l'Alliance pour le progrès. Somme considérable, surtout en termes de préinflation par comparaison avec les 300 millions dont dispose actuellement la Maison Blanche pour ses programmes d'aide à l'Amérique latine.

(4) Cf. *Washington Post*, 10 août 1978.

(5) *A Summary Survey of, and Response to, the Criticisms of the Current Emphasis on Human Rights in the Foreign Policy of the United States*, par Brady Tyson, membre de la délégation américaine aux Nations unies, texte ronéoté, 1978.

(6) Cf. *Le Monde diplomatique*, juin 1978.

(7) George F. Kennan, « The Cloud of Danger », dans *Atlantic Monthly Press*, 1977.

(8) Cité par Alan Riding, *The New York Times*, 30 juillet 1978.

Le carnet des ambassades

● M. Constantin Atanassov, ambassadeur de la République populaire de Bulgarie, a offert une réception le 2 novembre en l'honneur de la délégation bulgare venue assister à la huitième session du comité mixte franco-bulgare.

● A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur de la République algérienne démocratique et populaire, et Mme Mohammed Bedjaoui ont donné une réception le 6 novembre.

● L'ambassadeur de l'U.R.S.S. et Mme Stepan Tchervonenko ont offert une réception le 7 novembre, à l'occasion du soixante et unième anniversaire de la révolution d'Octobre.

● L'ambassadeur de Chypre à Paris et Mme Modinos ont donné une réception d'adieux le 7 novembre.

● L'ambassadeur d'Israël et Mme Mordechaï Gazit ont offert une réception le 13 novembre, à l'occasion de la publication de l'ouvrage de Gershom Scholem « Fidélité et utopie ».

● A l'occasion de la fête de la dynastie, l'ambassadeur de Belgique et la princesse Werner de Merode ont offert une réception le 15 novembre.

● L'ambassadeur d'Oman et Mme Ahmed Macki ont donné une réception le 20 novembre, à l'occasion de la fête nationale.

● L'ambassadeur d'Albanie et Mme Dhimiter Lamani ont donné une réception le 29 novembre, à l'occasion du trente-quatrième anniversaire de la libération.

● A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur de la République socialiste fédérative de Yougoslavie et Mme Radomir Radovic ont offert une réception le 29 novembre.

● L'ambassadeur de la République socialiste de Roumanie et Mme Corneliu Manescu ont donné une réception le 30 novembre, à l'occasion du soixantième anniversaire de la constitution de l'Etat national roumain unitaire.

Nouveaux gouvernements

DJIBOUTI
(2 octobre 1978)

Premier ministre, chargé du port : *M. Barkat Gourat Hamadou* ; justice et affaires musulmanes : *M. Helaf Orbis* ; affaires étrangères et coopération : *M. Moumin Bahdon Farah* ; intérieur : *M. Idriss Farah Abaneh* ; défense nationale : *M. Habib Mohamed Loita* ; finances et économie : *M. Ibrahim Soultan*, commerce, transports et tourisme : *M. Aden Robleh* ; éducation nationale, jeunesse et sports : *M. Mohamed Djama Elabe* ; santé : *M. Mohamed Ahmed Issa Cheiko* ; travail : *M. Ahmed Hassan Liban* ; fonction publique : *M. Mohamed Said* ; travaux publics : *M. Omar Kamil Warsama* ; industrie et régies industrielles : *M. Ali Mahamed Houmed* ; agriculture et développement rural : *M. Mahamoud Del Wais*.

TCHAD
(31 août 1978)

Premier ministre : *M. Hissène Habre* ; ministre des affaires étrangères et de la coopération : *lieutenant-colonel Kotiga Guerina* ; défense nationale et anciens combattants : *colonel Mamari Djime Ngakinar* ; intérieur et sécurité : *M. Mahamat Nouri* ; finances, bâtiments et matériels : *M. Elie Romba* ; économie et plan : *M. Mahamat Saleh Ahmat* ; communications et transports : *M. Idriss Miskine* ; enseignement supérieur et recherche : *M. Ali Pamdegue* ; éducation nationale : *M. Hamid Hangata* ; agriculture et lutte contre les calamités naturelles : *M. Madengar Beremadji* ; élevage et ressources animales : *M. Abderahim Dahab* ; fonction publique et travail : *M. Djekoundade* ; travaux publics, mines et géologie : *Mme Héléna Tchiouna* ; santé publique et affaires sociales : *M. Abderaman Hamdan* ; justice : *M. Abderaaman Moussa* ; information : *M. Korom Hamidi*.

Secrétaires d'Etat : *MM. Hissène Alkali* (affaires étrangères et coopération), *Mamadou Affono* (ministères de l'économie, du plan, chargé du tourisme, de l'artisanat et des ressources naturelles), *Hissène Koti* (agriculture et lutte contre les calamités naturelles), *Ousmane Gam* (éducation nationale, chargé de la jeunesse, des sports et de la culture).

Secrétaire général du gouvernement : *M. Abakar Zaid* ; secrétaire général à la présidence de la République (ayant rang de ministre) : *M. Mbailemdana Ngarnayal*.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY
Directeur de la publication : Jacques FAUVET
Rédacteur en chef : Claude JULIEN
Rédactrice en chef adjointe : Micheline PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en francs)
VOIE NORMALE

France, DOM, TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, République de Djibouti, Gabon, Mauritanie, République malgache, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Monaco 65
Autres pays 83

PAR AVION (abonnement et taxes) :

Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Açores, Canaries, Madère, Algérie, Maroc, Tunisie 97
DOM, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, République de Djibouti 106
TOM, République malgache, Etat comorien 126
Libye, Egypte, Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie 111
Birmanie, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge 150
Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie 131

(Chèque postal : Paris n° 4207-23)

Rédaction et administration, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : Rédaction et abonnements : 246-72-23.
Adr. télégraphique : Journonde Paris — Télex : Le Monde 650-572 Paris

La communauté noire américaine dix ans après

MALGRÉ D'IMPORTANTS PROGRÈS LA

Par
SYLVIA E. CRANE

1970 A NEW-YORK : « LE POUVOIR AU PEUPLE » !
(« *Pop Art* », édit. *Planète*.)

IL y a dix ans, en 1968, année des assassinats de Robert Kennedy et de Martin Luther King, le rapport Kerner lançait un avertissement : la nation américaine allait se scinder en « *deux sociétés, distinctes et inégales* ». La responsabilité en était attribuée aux institutions des Blancs qui avaient créé cette situation et qui, depuis, l'entretenaient et lui trouvaient des justifications. Malgré cette prédiction morose, 1968 fut une année d'espoir : le mouvement pour les droits civiques avait provoqué, pendant plus d'une décennie, un effort national en vue d'obtenir le droit de vote pour tout citoyen des Etats-Unis et d'éliminer la discrimination dans tous les services publics. Des électeurs se firent inscrire sur les listes, dans bien des cas pour la première fois, et les écoles se virent enjoindre par la Cour suprême d'appliquer la déségrégation ordonnée en 1954.

Un mois environ avant son assassinat, le pasteur King déclarait que le mouvement pour les droits civiques allait se trouver dans l'obligation d'examiner les problèmes économiques et d'élargir ses préoccupations de base afin d'y inclure tous les Américains enlisés dans la pauvreté. Lui-même avait déjà dépassé les strictes frontières des droits civiques pour se rallier à l'opposition à la guerre du Vietnam. En avril 1968, il se rendit à Memphis (Tennessee) pour soutenir une grève des employés noirs de la voirie publique. Dans la soirée du 4 avril, alors qu'il était sur le balcon de son hôtel avec M. Andrew Young (actuel ambassadeur aux Nations unies), le pasteur King s'écroulait sous les balles d'un assassin. Quelques semaines plus tard, des Noirs furieux semaient le feu et la destruction dans cent soixante-huit ghettos à travers le pays. Cette violence, expression de la frustration et du désespoir, était une tragique réponse à l'optimisme fondamental et à la non-violence de King. Il avait rêvé d'une « *terre promise* » d'égalité, de liberté et de justice pour tous. « *Je n'y parviendrai peut-être pas avec vous,* avait-il dit dans son dernier sermon, *mais je veux que vous sachiez, ce soir, qu'en tant que peuple nous arriverons à la terre promise.* »

Le mois de juillet fut marqué par l'explosion de violence à Chicago pendant la « convention » du parti démocrate. Les Noirs étaient conduits par Dick Gregory. Il avait été prévu que les manifestations de la « nouvelle gauche » seraient de caractère pacifique, mais l'attitude intransigeante du maire Dailey provoqua ce qui devait devenir l' « *émeute policière* », selon les termes du célèbre rapport Walker. Plusieurs dirigeants de ces manifestations furent arrêtés et inculpés de « *conspiration* ». Ils ne savaient pas alors que le F.B.I. avait déclenché, dans le plus grand secret, son opération « Cointelpro » dont le but était de discréditer la « nouvelle gauche » en lui attribuant une prétendue volonté de recourir à la violence.

A la suite de ces événements, les communautés noires du pays se tinrent tranquilles ; le ferment qui les activait était retombé. Le rêve qu'avait fait Martin Luther King d'une coalition des pauvres s'évanouit devant l'hostilité des Blancs confrontés au « Black Power ». La campagne de Richard Nixon pour l'ordre et le respect de la loi connut son heure de triomphe. Son cabinet, composé exclusivement de Blancs du sexe masculin, brisa tout espoir d'amélioration.

Le rêve à l'épreuve de la crise

MAINTENANT, dix ans après les recommandations formulées par les commissions Kerner et Walker, un médecin noir de l'hôpital Wyler pour enfants à Chicago déclare : « *Il s'avère que le rapport Kerner a été affreusement prophétique. Il y a dix ans, je pensais, dans ma candeur naïve, que la communauté blanche souhaitait opérer un changement dans la trame sociale de ce pays.* » Il est aujourd'hui, dit-il, très pessimiste au sujet des intentions que peuvent nourrir les Blancs et les Noirs des classes moyennes à l'égard des Noirs les plus défavorisés. Sont-ils disposés à les tirer de leur fondrière socio-économique ? « *Les Noirs des classes moyennes ont, dans leur ensemble, oublié leurs racines et,* dit-il tristement, *ceci est le crime le plus impardonnable de tous.* » La plupart d'entre eux ont quitté leurs ghettos pour des banlieues intégrées où ils peuvent éviter à leurs enfants d'être au contact de la drogue, du vol et des bandes de quartier qui font la loi dans les rues et les écoles des ghettos

Les dirigeants noirs ont eux aussi quitté les centres populeux pour prendre des emplois gouvernementaux et habiter des quartiers nouveaux, abandonnant les scènes de désolation où ni les Blancs ni les Noirs ne sont en sûreté. Le taux du chômage, très élevé chez les Noirs défavorisés, et la criminalité représentent un danger permanent pour les Noirs plus âgés qui se trouvent pris au piège. A Detroit, où la population noire est devenue prédominante depuis les émeutes de 1967, le crime et la violence sont des problèmes majeurs pour le maire progressiste, M. Coleman Young, un Noir. Bien que les chiffres aient quelque peu baissé récemment, il y a eu à Detroit, cette année, 60 % d'homicides de plus que pendant l'année des pires émeutes.

Le taux de chômage pour la population noire tout entière a doublé pendant cette période de dix ans. Au printemps dernier, un chiffre record de 93,25 millions de gens au travail a été atteint. Mais, dans la population noire, les demandeurs d'emplois étaient passés de 11,8 % à 12,2 %, et les chiffres sont encore plus élevés dans les ghettos — de 40 à 50 % chez les jeunes Noirs dans plusieurs villes. L'écart des revenus entre les races s'élargit aussi : en 1959, près de 18,5 % de toutes les familles blanches se trouvaient en dessous du seuil de la pauvreté et ce pourcentage a été ramené à 9,4 % en 1976, alors que 50,9 % des Noirs vivaient en dessous du seuil de la pauvreté en 1959, 42 % en 1966 et 31,4 % à l'heure actuelle.

Entraînant la disparition de nombreuses usines, l'économie se concentre de plus en plus sur la technologie et l'automatisation qui demandent un personnel hautement qualifié. Les manufactures avaient fourni autrefois les premières possibilités d'emploi pour les populations urbaines pauvres. Leur déclin est maintenant général et produit des effets sociaux dévastateurs. Le président de la National Urban Coalition (1) a récemment déclaré, dans une interview : « *Je travaille avec des hommes d'affaires et, lorsque je leur demande de trouver des emplois pour des jeunes Noirs, ils me répondent : « Non, nous ne pouvons pas nous permettre cela tant qu'il y aura des Blancs plus qualifiés disponibles. » Je leur dis alors : « Alors, que devons-nous faire ? » Et ils me répondent : « Nationaliser l'aide sociale.* » Cette proposition a sans doute un certain mérite, mais elle ne remplace pas le travail et elle ne ferait que perpétuer un sous-prolétariat instable. La National Urban League (1) a constaté récemment que 78 % de ses membres pensent qu' « *Il se crée en ce moment une classe permanente de gens qui ne seront jamais des membres productifs de la société* ». Un quart de la population du centre de Harlem (24 %) n'a pu subsister que grâce à l'aide sociale pendant les dix dernières années.

On reconnaît généralement que le niveau des écoles dans le centre des villes a baissé en qualité, tandis que les salaires des enseignants n'ont cessé d'augmenter. Les enfants noirs des quartiers pauvres, dans les grandes métropoles du Nord, sont très démunis sur le plan scolaire. La qualité de l'éducation dans une école des bas quartiers « *n'est rien moins qu'un scandale national* », selon l'auteur du chapitre sur l'éducation dans une nouvelle publication de la National Urban League intitulée *l'Etat de l'Amérique noire*. Un test récent a démontré que 92 % des Blancs âgés de dix-sept ans savaient lire et écrire, contre 58 % seulement de Noirs. Les Noirs sont entassés dans des villes qui frisent la faillite : en 1976, les écoles publiques de Chicago ont été obligées de fermer seize jours plus tôt que prévu, faute d'argent ; les écoles de Toledo (Ohio) ont été fermées pendant quelque temps, en octobre 1977, pour des raisons budgétaires ; et la ville de Philadelphie a renvoyé 3 000 professeurs, paralysant ainsi presque toutes les écoles publiques. Les Noirs sont en majorité dans ces écoles : l'Etat de New-York compte 740 districts scolaires, dont 11 fonctionnent pour 95 % de la population noire tout entière.

Les conséquences de la qualité inférieure des écoles primaires et secondaires se font ressentir dans tout l'enseignement supérieur. Les Noirs constituent 11,4 % de la population entière, mais ils ne représentent que 4,4 % des inscrits dans les écoles de droit, 6,1 % dans les écoles de médecine et 3,6 % dans les écoles de pharmacie et dans les écoles dentaires.

Dans le domaine de la santé, les Noirs sont également défavorisés. Malnutrition, carie dentaire, alcoolisme, tuberculose, hépatite, diabète, obésité, hypertension artérielle et maladies cardiaques sont des plaies qui frappent Harlem bien plus que d'autres quartiers de la ville de New-York. Ce déséquilibre est attribué à une alimentation inadéquate et à des conditions de vie débilitantes, à des modes de vie malsains prédisposant à l'alcoolisme et à l'usage de la drogue, et à l'absence d'un système de santé adéquat.

Le taux de mortalité à Harlem excède de 50 % la moyenne de la ville. La mortalité infantile chez les bébés noirs est le double de celle des blancs : à Harlem, elle était de 42,8 pour 1 000 naissances en 1975, alors que pour l'ensemble de la population urbaine elle était de 19. L'espérance de vie pour les hommes noirs est de 62,8 ans, pour les hommes blancs de 68,9 ; pour les femmes blanches, de 74 ans, pour les noires, de 62 ans. La mortalité à Harlem par accidents, homicides et suicides était de 134 pour 100 000, au lieu de 62,2 pour la population globale ; quant à celle causée par la cirrhose du foie, elle était de 30,3 pour 100 000 pour la ville entière et de 127 à Harlem. Les « radicaux » ont défini cette situation comme un génocide et accusent l'administration Carter de complicité. Ils ajoutent : « *Nous ne pouvons pas parler du problème noir si nous ne parlons pas aussi du capitalisme de monopole et de l'impérialisme.* » Mais ces leaders sont peu nombreux, les rangs de leurs partisans clairsemés, et leurs déclarations pratiquement ignorées par la presse. Pourtant, le sénateur Ernest Hollings, de l'Etat Missouri, attribue à la publicité adverse qu'ils pourraient faire dans l'arène internationale la réticence du Sénat à ratifier le traité international *contre le génocide*.

La déségrégation dans le Sud

LES dix années de lutte pour les droits civiques ont entraîné des progrès incontestables dans le Sud, région éminemment rurale et à petites agglomérations urbaines. Des services dépendant du secteur public, tels que les trains, les autobus, certains hôtels, motels, restaurants et piscines se sont alignés sur les écoles publiques pour effectuer leur déségrégation. Les Noirs peuvent s'inscrire sur les listes électorales. Ceux qui, autrefois, fuyaient vers le Nord pour échapper au racisme reviennent maintenant, accomplissant ainsi une migration à rebours. Il fut une époque où les ouvriers agricoles noirs, dont les emplois avaient été éliminés par l'introduction des machines, surtout dans les champs de coton du Delta, partaient pour le Nord, principalement vers Detroit, Chicago et New-York. Dans l'impossibilité maintenant d'améliorer leur sort de façon sensible et une fois de plus chassés de leurs emplois par l'automatisation, nombreux sont ceux qui retournent au pays.

Le Mouvement pour les droits civiques a non seulement fait voter les lois de 1964 et 1965, mais a aussi provoqué une sorte de révolution politique dans le Sud. Le signe le plus marquant en est l'élection à la présidence de M. James Carter, premier citoyen du Deep South (2) depuis plus d'un siècle à accéder à cette fonction. S'adressant à l'électorat noir, il a remporté la victoire dans le Sud en déclarant que le Mouvement pour les droits civiques était « *la meilleure chose qui soit jamais arrivée* » dans cette partie du pays. Le rôle prépondérant joué dans le Mouvement par l'Eglise baptiste a encore rehaussé l'image de marque de M. Carter, dont on connaissait les convictions religieuses ainsi que les tendances populistes. En 1976, il nommait M. Andrew Young (bras droit du pasteur King) ambassadeur auprès des Nations unies, à la suite de l'élection de M. Young au Congrès comme représentant de la Georgie en 1972. Ce choix atteste la dette politique de M. Carter à l'égard du Mouvement, dont l'un des dirigeants nous déclarait, pendant la campagne d'investiture de M. Carter : « *C'est notre homme...* »

Les nouveaux électeurs noirs, qui se sont inscrits en nombre suffisant pour être considérés comme un électorat spécifique, sont souvent devenus l'élément déterminant dans des circonscriptions où ils n'ont pu élire un des leurs. Ce glissement a eu pour effet d'obliger plusieurs politiciens d'arrière-garde à mettre de l'eau dans leur vin en ce qui concerne les préjugés raciaux. Le sénateur Strom Thurmond (Caroline du Sud), un des leaders républicains de l'aile droite du Sénat, a engagé des Noirs dans son équipe et a mis son enfant dans une école intégrée. De même, c'est la pression de l'électorat noir qui se dissimule derrière la décision du sénateur James Eastland de démissionner pour « *raisons de santé* ».

Le sénateur Julian Bond, de Georgie, a déclaré que « *le Mouvement a créé une nouvelle classe de dirigeants noirs dans le Sud* ». Il n'y avait, en 1968, que 250 élus noirs dans le Sud ; aujourd'hui, ils sont environ 2 200. « *Aucun d'entre nous ne serait là sans le mouvement des années 60* », a ajouté M. Bond. Trois grandes villes du Sud — Atlanta, la Nouvelle-Orléans et Birmingham — ont des maires noirs progressistes, et quantité de militants sont devenus conseillers municipaux et siègent dans la plupart des conseils élus à l'échelon des villes et des comtés. Membre du barreau de Washington, ex-président du S.N.C.C. (Comité de coordination des étudiants non violents), M. Marion Barry brigue le poste de maire. Un des personnages clés dans le boycottage des bus de Montgomery, en 1955-1956, fait partie maintenant du corps législatif de l'Alabama. Dans Greene County, toujours dans l'Alabama, un des directeurs noirs de la Southern Christian Leadership Conference du pasteur King a été élu à une fonction publique en 1970, remplaçant le shérif blanc qui l'avait autrefois matraqué.

Les dirigeants se remémorent à présent le règne de terreur auquel ils avaient dû faire face. En 1964, 16 maisons, églises et magasins noirs avaient été brûlés ou dynamités dans la seule ville de Mc Comb, dans le Missouri. Le rédacteur en chef du *Mc Comb Enterprise Journal* avait été battu pour s'être opposé au terrorisme blanc. Un militant rapporte que son domicile et son salon de coiffure avaient été attaqués à la bombe et qu'une explosion de dynamite s'était produite à quelques mètres de son fils, qui gardait la maison. L'église baptiste, où des cours d'instruction civique étaient donnés à l'intention des nouveaux électeurs, fut entièrement détruite par le feu. La terreur était organisée principalement par le Ku Klux Klan et par le groupe des « Américains pour la préservation de la race blanche », agissant pour le compte de l'*establishment* blanc.

De graves lacunes

BIEN que les changements qui se sont produits dans le Sud soient impressionnants, après un siècle de stagnation, des lacunes sont encore visibles et irritantes. Les Noirs représentent 20 % de la population du Sud, mais ils ne détiennent que 3 % des 7 900 postes pourvus par élection dans cette région. Une étude récente montre que les deux tiers des 100 circonscriptions à prédominance noire dans le Sud n'ont toujours pas un seul élu noir. Le pasteur Jesse Jackson, un des proches collaborateurs de Martin Luther King, installé maintenant à Chicago, a l'intention d'ouvrir une dizaine de bureaux en Caroline du Sud, d'où il est originaire. En annonçant son nouveau programme, il a déclaré : « *Malgré toute la publicité faite autour du New South (...), il règne encore une certaine hostilité.* » Bien que tous les services publics aient abandonné la ségrégation, beaucoup d'établissements privés (restaurants, clubs, piscines, écoles, églises) la pratiquent encore.

En dépit de tous les efforts déployés pendant plus de dix ans, la moitié seulement des Noirs qui pourraient voter sont inscrits sur les listes électorales, alors que dans la population blanche la proportion d'inscrits atteint les trois quarts. Ce décalage est le fruit de toutes sortes de manœuvres politiques combinées à l'apathie générale. Selon Vivian Malone Jones, qui dirige le « Projet d'éducation électorale », dont le centre est à Atlanta, « *on se sert également de pressions économiques pour empêcher les Noirs de voter ou de se présenter comme candidats aux élections* ».

L'*establishment* blanc va jusqu'à entraver la déségrégation dans le domaine du logement dans le Sud. Il arrive que les banques inventent des obstacles pour éviter que les Noirs obtiennent des prêts hypothécaires sur les logements situés dans les quartiers blancs, pratique qui d'ailleurs n'est pas limitée au Sud. Bien des agents immobiliers refusent de montrer de telles maisons aux Noirs fortunés. Le principal facteur de discrimination demeure l'argent. Les revenus des familles noires n'excèdent pas 60 % de ceux des blanches, et le chômage, chez les Noirs, est le double de celui des Blancs, même lorsque les barrières raciales n'existent plus. Une grande entreprise de textiles du Mississippi, Kelwood Inc., employait une poignée de Noirs dans les années 60, et ceux-ci étaient relégués à des tâches subalternes ; à l'heure actuelle, les Noirs représentent plus de la moitié d'un personnel de 700 employés.

Des chiffres récents révèlent que 62 % des populations de ghettos, dans les 11 plus grandes villes de la Sun Belt (3), vivent avec des revenus inférieurs au minimum vital officiellement reconnu. Toutefois, un quart seulement des pauvres de cette région sont au chômage, contre la moitié dans le Nord-Est. Cette situation dans le Sud, avec des salaires inférieurs au minimum syndical de 3,62 dollars l'heure, comparés aux 5,63 dollars de moyenne à l'échelon national, est cause de misère chez les travailleurs, tout en créant un climat favorable au monde des affaires.

Le Sud demeure une terre hospitalière pour les industries en déroute, qui descendent du Nord à la recherche d'une main-d'œuvre à bon marché et non syndiquée. C'est un cours classique, en vigueur depuis le temps du New Deal, et contre lequel le Mouvement pour les droits civiques était demeuré impuissant. Les dirigeants syndicaux de tendance conservatrice ont généralement ignoré ce problème jusqu'à tout dernièrement, hésitants qu'ils étaient à risquer leurs trésoreries dans des combats coûteux et destinés à se prolonger. C'est le syndicat Amalgamated Clothing and Textile Workers Union (4) qui a brisé la glace en lançant une difficile campagne d'organisation dans le Sud. Trois ans après le début de cette campagne dirigée contre J. P. Stevens, la deuxième plus importante société de textiles du pays, qui emploie 45 000 personnes dans 80 usines, la direction de Stevens s'est vu intimer, par la Commission nationale du travail, l'ordre de cesser de violer la législation par des artifices juridiques. Le syndicat préconise un boycottage national dans l'espoir que des pressions extérieures favoriseront une négociation.

A l'occasion d'une grève de travailleurs agricoles dans les régions de production fruitière, en Floride, à la fin d'avril dernier, 36 Chicanos ont quitté les champs d'une grande exploitation de fraises pour protester contre la façon dont ils étaient traités. On fit venir des cars pleins de Noirs, briseurs de grève. Les grévistes furent rapidement arrêtés et inculpés de « *réunion illégale* ». On dit que l'exploitation a perdu 1 million de dollars en raison de la détérioration des fraises qui ne purent se conserver jusqu'à l'expédition sur les marchés. Mais les propriétaires ont préféré subir cette perte plutôt que de négocier avec le syndicat. Ils résistent avec âpreté à l'implantation d'United Farm Workers (5), syndicat mené par M. César Chavez. Ils importent aussi une grande quantité de main-d'œuvre noire des Antilles britanniques, où le niveau des salaires est beaucoup plus bas.

La foi de Martin Luther King en « *la liberté et la justice pour tous* » a rencontré les pires obstacles sur son chemin. Dans la ville économiquement florissante de Houston (Texas), l'an dernier, un jeune Mexicano-Américain de 23 ans, M. Joe Cappos Torres, a été arrêté pour éthylisme et battu à mort par trois policiers qui jetèrent ensuite son corps à l'eau. Un juge de district fédéral condamna les accusés à un an de prison pour violation des droits civiques de leur prisonnier, condamnation « *totalement disproportionnée* » à un crime aussi brutal. L'indignation nationale obligea le ministère de la justice à intervenir. Les services de police de Houston ont alors ouvert une enquête qui a révélé deux autres meurtres commis par la police et passés sous silence. Car, dans le Sud, les pauvres et les victimes appartenant à des minorités ethniques ont besoin de protection contre des juges dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne sont guère soucieux de rendre la justice.

L'exemple le plus frappant en est le cas des « Dix de Wilmington », dont l'origine se situe dans la lutte pour les droits civiques. En janvier 1971, des élèves noirs d'une école secondaire récemment intégrée se plaignirent du manque de professeurs et de moniteurs noirs et de l'absence de cours sur la culture noire. Huit d'entre eux organisèrent une manifestation pacifique lorsque leur proposition de célébrer l'anniversaire du pasteur Martin Luther King fut rejetée. On les renvoya, ce qui provoqua un boycottage général de l'école. Des extrémistes blancs menacèrent de faire sauter l'église congrégationniste Gregory, centre d'organisation du boycottage, tard dans la nuit. Des élèves noirs sympathisants firent venir un leader des droits civiques noirs, le pasteur Ben Chavis, diplômé de l'université de Caroline du Nord et directeur à Washington de la commission pour la justice raciale de la United Church of Christ. On disait de lui qu'il était le seul capable de maîtriser la violence qui menaçait de part et d'autre dans une atmosphère survoltée. Il y eut coups de feu, incendie et massacre. Quelques Blancs furent arrêtés pour port d'armes, un jeune Noir fut tué, puis un jeune Blanc dont les trois compagnons furent blessés avant qu'on ne fît intervenir la garde nationale et qu'un couvre-feu fût imposé. Tard, un soir, dans le quartier noir, une boutique dont le propriétaire était blanc fut incendiée.

Plus d'un an après, une chambre des mises en accusation inculpait les « Dix », dont 9 étaient noirs, d'incendie volontaire. Ils furent condamnés à un total de 280 ans de prison ; le pasteur Chavis recevant la sentence la plus lourde, à savoir 34 ans. Le premier procès, où le jury était composé de 10 Noirs et de 2 Blancs, fut annulé pour vice de procédure. Un second jury, de 10 Blancs et 2 Noirs, fut constitué. On dénia à la défense le droit de prendre connaissance des déclarations faites avant le procès par les témoins de l'accusation. Chacun des trois principaux témoins de l'Etat jura devant la cour que son témoignage précédent était faux sur tous les points, qu'il avait été inspiré par le procureur, lequel aurait fait miroiter des faveurs en échange ; l'un de ces témoins était un garçon de 13 ans à qui l'on promit une mini-bicyclette et du travail ; les deux autres avaient été condamnés pour des délits criminels et se virent proposer réductions de peine et libération avant terme. En attendant, on les régala de week-ends dans un luxueux hôtel de villégiature et autres douceurs pendant le procès. Le pasteur Eugène Templeton,

(1) La National Urban Coalition et la National Urban League sont des mouvements militants pour défendre les droits des Noirs et sont composés presque exclusivement de Noirs.
(2) Le Deep South englobe la Caroline du Sud, la Georgie, l'Alabama, le Mississippi, la Louisiane et une partie du Texas.
(3) La Sun Belt recouvre la plupart des Etats du Sud et du Sud-Ouest.
(4) Syndicat des ouvriers du textile et de la confection associés.
(5) Syndicat de travailleurs agricoles.



l'assassinat du pasteur Martin Luther King

«TERRE PROMISE» EST ENCORE LOIN

Blanc, et sa femme témoignèrent que Chavis et deux autres accusés étaient présents à leur domicile au moment de l'incendie.

La défense interjeta appel. La cour d'appel de Caroline du Nord rendit un jugement contraire, mais la Cour suprême du même Etat refusa d'examiner le cas, comme le fit la Cour suprême des Etats-Unis. Une caution de 400 000 dollars évita aux « Dix » de se retrouver en prison entre décembre 1972 et février 1976, date à laquelle ils furent réincarcérés. Un nouvel appel fut repoussé par un tribunal de grande instance de Caroline du Nord, en février 1977. La mise en liberté provisoire sous caution fut de nouveau refusée, la cour tirant argument du fait qu'aucun des droits constitutionnels des prisonniers *n'avait été violé*.

Un membre du Congrès, M. Don Edwards (démocrate de la Californie), un Blanc, engagea ses collègues à intervenir. Plusieurs d'entre eux, notamment M. John Conyers, démocrate du Michigan et leader du Black Caucus (6), accompagnèrent M. Don Edwards à Raleigh, en Caroline du Nord, pour demander au gouverneur James Hunt une mesure de grâce. La pétition qui lui fut présentée, signée par soixante-quinze membres du Congrès, faisait état de fautes commises en cours de procédure, du refus de la cour de prendre en considération les rétractations des témoins à charge et d'autres erreurs. Toujours soucieux de plaire à une population en grande partie rurale et conservatrice et de ménager les puissants intérêts industriels de la Caroline du Nord, mais néanmoins inquiet de ternir l'image traditionnellement libérale de son Etat, le gouverneur refusa à la fois la libération sous caution et une mesure de grâce. Il se contenta de réduire quelque peu les peines. Fin juillet, 5 des 10 condamnés ont été libérés, mais le pasteur Ben Chavis lui-même semble devoir rester en prison.

Deux autres cas d'injustice raciale qui ont suscité l'intérêt national sont à signaler, en Caroline du Nord également : celui de Mme Joan Little et celui des « Trois de Charlotte ». Mme Little était en prison pour un vol de peu d'importance. Elle essaya de s'enfuir, une nuit, après avoir blessé son gardien avec un pic à glace — pour se défendre, devait-elle dire, contre une tentative de viol. Le gardien fut découvert dans sa cellule, nu en dessous de la ceinture. Le ministère public accusa la jeune femme d'avoir cherché à attirer son gardien en le provoquant sexuellement. Son avocat, Mᵉ Jerry Paul, qui lui avait été envoyé par le Southern Poverty Law Center (7), fut plusieurs fois menacé d'être rayé du barreau pour conduite déplacée pendant le procès, mais il a été disculpé depuis. Quant à Mme Joan Little, elle a été acquittée.

Les « Trois de Charlotte », deux militants noirs des droits civiques, MM. T. J. Reddy et Charles Parker, et leur collègue blanc, M. Jim Grant, furent arrêtés en janvier 1972. Ils étaient accusés d'avoir incendié un centre équestre près de Charlotte, en Caroline du Nord, pour lequel ils avaient obtenu l'intégration en 1967. Ils furent déclarés coupables en juillet 1972 et condamnés respectivement à vingt-cinq, vingt et dix ans de prison. Une enquête menée par le *Charlotte Observer*, en 1974, révéla que des agents fédéraux avaient dissimulé avoir versé 4 000 dollars aux deux principaux témoins, action qui avait été approuvée par l'adjoint du ministre de la justice du président Nixon, M. Robert Mardian, chef de l'Internal Security Division du ministère de la justice, impliqué plus tard dans le scandale du Watergate. Ces deux agents fédéraux étaient les mêmes qui avaient aidé les autorités de Caroline du Nord à monter l'accusation contre les « Dix de Wilmington ». Les témoins du procès de Charlotte se rétractèrent également devant la cour. Le tribunal de grande instance de l'Etat rejeta le pourvoi en appel de ces prisonniers, dix-sept mois après le dépôt de la demande. On prépare des pétitions pour demander leur grâce au gouverneur Hunt, dont on peut douter qu'il se montre compréhensif, à la suite de la publicité peu flatteuse dont il bénéficia au moment de l'affaire des « Dix de Wilmington ». Les deux cas ont été pris en charge par Amnesty International comme relevant de l'emprisonnement politique pour délit d'opinion.

Les problèmes auxquels se trouvent confrontés maintenant les Noirs, ainsi que les membres d'autres minorités en Amérique, dépassent la discrimination raciale et les droits politiques. Ils sont allés à peu près aussi loin qu'il leur était possible dans la vie politique : dans tout le pays, seize Noirs seulement détiennent des postes importants au niveau de l'Etat. A part le sénateur Edward Brooks, aucun n'a dépassé le niveau d'adjoint au gouverneur.

Certains observateurs pensent maintenant que la lutte a pris la dimension d'une lutte de classes : travailleurs contre grandes firmes. Un scepticisme général s'exprime au sujet des nouveaux programmes de l'administration Carter pour aider les pauvres par la création de nouveaux emplois, par l'aide sociale, par des plans de santé et d'hygiène mentale. Ces moyens sont considérés comme nettement insuffisants. On se préoccupe également du caractère inadéquat des propositions de réforme des impôts et du programme de l'énergie.

Ce dernier point a soulevé une opposition supplémentaire de la part des écologistes contre les centrales nucléaires. Une manifestation antinucléaire de trois jours a eu lieu dernièrement en Caroline du Sud, avec pour résultat l'emprisonnement de centaines de jeunes gens. Des événements semblables se sont reproduits dans le Massachusetts et dans le Connecticut. La première de ces manifestations avait eu lieu, au printemps dernier, dans le New Hampshire, à l'instigation des Quakers. Les étudiants sont présents en grand nombre dans ces manifestations. Dans les universités, ils se mobilisent pour protester contre l'apartheid en Afrique du Sud et reprochent au gouvernement de poursuivre une politique d'amitié avec Pretoria coïncidant avec ses intérêts économiques plutôt qu'avec son attachement déclaré aux droits de l'homme. Sur ce point l'université Harvard a été le théâtre d'un réveil du militantisme étudiant, ainsi que l'université Vanderbilt, à Nashville, dans le Tennessee, les rangs des manifestants étant grossis par plusieurs universités avoisinantes. A Nashville, on demandait que l'équipe de tennis des Etats-Unis refuse de disputer les matches de la Coupe Davis avec l'équipe de l'Afrique du Sud.

D'immenses possibilités de galvaniser des énergies s'offrent au Mouvement pour les droits civiques, dans la mesure où il pourra sortir de l'état léthargique de ces dix dernières années et former des coalitions positives, surtout avec les syndicats de travailleurs qui œuvrent dans le même sens pour réduire et éliminer la pauvreté.

SYLVIA E. CRANE.

(6) *Caucus* : comité restreint d'un parti politique ou d'un groupe. Le Black Caucus réunit les Noirs élus au Congrès.

(7) Centre d'aide juridique du Sud.

Comment fut liquidée toute une génération d'opposants

Par T.D. ALLMAN

EN 1967, la réprobation sans cesse croissante que suscitait au sein de la population américaine l'escalade de la guerre au Vietnam provoqua en retour une escalade du sentiment de siège à Washington. Pour obvier à la « *menace* » *du mécontentement populaire*, le gouvernement américain déclencha une vaste opération de « contre-subversion », qui ne visait pas ses ennemis étrangers, mais ses propres citoyens.

Un large éventail de groupes et d'associations — qui allaient des trotskistes au Ku-Klux-Klan — tombèrent sous le coup du programme de « déstabilisation » officiel.

Mais la principale victime de l'offensive de la C.I.A. fut le mouvement de protestation noir et, à travers lui, toute une génération de jeunes leaders noirs parmi les plus actifs et les plus prometteurs. Comme l'ont établi depuis des documents rendus publics au cours de l'enquête menée par la commission Church, le directeur du F.B.I., J. Edgar Hoover, avait ordonné en 1967 à son réseau national d'agents doubles, de provocateurs et de mouchards de s'engager à fond dans la « guerre antisubversive » contre les activistes noirs. Objectif : « *Perturber, détourner, discréditer ou neutraliser par d'autres moyens l'action des nationalistes noirs.* »

Dans un mémorandum daté du mois de mars 1968 — soit un mois avant l'assassinat du pasteur Martin Luther King, — *George C. Moore, futur directeur* de la section des renseignements raciaux du F.B.I., exposait les motifs de cette campagne qui violait à la fois la légalité fédérale et les droits constitutionnels de ses victimes. Le F.B.I. redoutait l'apparition d'un « *messie noir* » capable « *d'unifier et de galvaniser* » les vingt millions de Noirs américains, et il était bien déterminé à s'opposer à la formation d'une « *coalition des groupes nationalistes noirs militants* » en usant au besoin de mesures « *draconiennes* » pour neutraliser leurs principaux animateurs.

Cette campagne systématique d'émasculation du mouvement noir fut officiellement entérinée par le gouvernement Johnson ; elle devait être encore intensifiée par la suite avec l'approbation du président Nixon et de son ministre de la justice, M. John Mitchell, et la « guerre d'anéantissement » contre les leaders *noirs militants resta pendant sept ans* la politique officielle — quoique secrète — du gouvernement américain.

On trouvera ici l'inventaire détaillé des répercussions qu'elle aura eues sur le destin personnel des figures les plus remarquables du mouvement noir des années 60.

Au moment où fut lancée l'opération Cointelpro (1), le Dr Martin *Luther King était depuis longtemps* déjà victime d'une campagne systématique de harcèlement de la part du F.B.I. qui l'espionnait sans relâche et faisait tout ce qu'il pouvait pour salir sa réputation. Lauréat du prix Nobel de la paix, personnalité mondialement connue et respectée, le Dr King n'en était pas moins considéré par le F.B.I. comme un dangereux subversif. Les agents du F.B.I. enregistrèrent à l'aide de micros cachés les conversations du Dr King avec diverses personnes et firent courir le bruit — sans aucune preuve pour l'étayer, bien entendu — que plusieurs de ses proches collaborateurs blancs étaient communistes.

Au début du mois d'avril 1968, pour déjouer la surveillance du F.B.I., le Dr King annula sa réservation dans *un grand hôtel de* Memphis et alla se réfugier dans le motel où il devait être assassiné. Toutes les pièces du dossier relatif à cette affaire sont loin d'avoir été rassemblées, mais certains très hauts fonctionnaires du gouvernement américain soupçonnent — en privé — le F.B.I. d'avoir trempé dans le complot ; d'autres pensent que le F.B.I., informé des préparatifs de l'attentat, ne fit rien pour s'y opposer. Une chose est d'ores et déjà certaine : si le F.B.I. avait employé ne serait-ce qu'une infime fraction du temps, de l'argent et de la main-d'œuvre qu'il mobilisa pour harceler le Dr King à veiller sur sa sécurité, ce dernier serait peut-être encore vivant aujourd'hui.

L'assassinat et l'assaut

LE pasteur Martin Luther King était une personnalité d'envergure nationale, qui jouissait de l'estime et du respect des plus éminentes notabilités politiques et religieuses de la communauté blanche. Idéologiquement parlant, il était aux antipodes du radicalisme, et se situait dans le « courant dominant » de la politique américaine.

Mais d'autres dirigeants *noirs*, plus radicaux, qui n'avaient pas de pareilles accointances, ne bénéficiaient pas de la faveur aussi unanime de l'opinion. Le F.B.I. n'avait donc pas à prendre des gants avec eux et déclencha contre eux une guerre à outrance dans le cadre de l'opération Cointelpro. Sur tout le territoire des Etats-Unis, les militants noirs d'extrême gauche furent l'objet plusieurs années durant d'agressions armées simultanées, qui se déroulaient toutes suivant un schéma identique et qui semblaient toutes correspondre à un plan soigneusement concerté.

Quatre jours après l'assassinat du pasteur King, le gouvernement américain concentra toute sa puissance de feu sur les dirigeants du parti des Panthères noires (B.P.P.). La police d'Oakland tua le trésorier du parti, Bobby Hutton, alors qu'il tentait de se rendre en même temps qu'Eldridge Cleaver, qui fut lui-même blessé. La version officielle soutint longtemps qu'une « fusillade » avait éclaté entre les Panthères et la police, mais elle est aujourd'hui remise en cause par les documents rendus publics par la commission Church : en fait, l'incident a probablement été provoqué par le bureau de San-Francisco de la section des renseignements raciaux du F.B.I., qui comptait à l'époque quatre-vingt-six agents, tous affectés à plein temps à la lutte contre les Panthères.

La première année du gouvernement Nixon vit encore se produire deux incidents identiques qui, en l'espace de quelques jours, permirent de « neutraliser » presque complètement les instances dirigeantes du parti des Panthères noires du Middle-West et de Californie du Sud.

Pendant la nuit du 4 décembre 1969, une armada de policiers prit d'assaut l'appartement du leader des Panthères de Chicago, Fred Hampton, qui était alors pressenti pour le poste de « chef d'état-major » du parti. Hampton, que les policiers accusèrent d'avoir refusé de leur ouvrir alors qu'ils étaient munis d'une commission rogatoire, avait été drogué préalablement à l'attaque — par un infiltrateur, semble-t-il. Un autre militant des Panthères de Chicago, Marx Clark, trouva la mort au cours du même assaut.

Quelques jours plus tard, ce fut au tour de la police de Los Angeles de lancer un assaut nocturne contre le siège de la section locale du B.P.P. en usant pour ce faire d'un hélicoptère et de chenillettes blindées. Elmer Pratt, dit « Geronimo », dirigeant des Panthères de Los Angeles et « vice-ministre de la défense » du parti, ne dut d'échapper à une mort certaine que parce qu'il avait l'habitude de dormir à même le sol, et non dans un lit. Mais il n'échappa pas aux persécutions judiciaires : il fut accusé, sans l'ombre d'une preuve, de la quasi-totalité des crimes d'envergure dont la police de Los Angeles n'avait pas encore retrouvé les auteurs — entre autres, des assassinats perpétrés par des disciples de Charles Manson.

En 1972, à la suite d'une longue et épuisante bataille judiciaire, Pratt fut finalement condamné à une double peine de détention perpétuelle pour un meurtre commis en 1968 à Santa-Monica. Les témoins de la défense affirmèrent sous serment que Pratt assistait au moment du crime à une réunion du parti à Oakland (650 kilomètres de là), mais il n'en fut pas moins reconnu coupable. Depuis, il croupit en prison, où lui est imposé un régime de sévère isolement. On ne manque pratiquement jamais de lui mettre les chaînes lorsqu'il sort de sa cellule ; il est resté trois ans sans radio, cinq ans sans voir un film ou une émission de télévision.

Pratt, qui est un héros de guerre couvert de médailles, est toujours détenu, tout en continuant à proclamer son innocence. En 1973, sa femme, Sandra Pratt, qui était alors enceinte de huit mois, fut sauvagement assassinée par des inconnus, qui abandonnèrent son cadavre enveloppé d'un sac de couchage sur une autoroute de Los Angeles. Pratt est persuadé que le F.B.I. est à l'origine de ce meurtre, dont les auteurs n'ont jamais été retrouvés.

Les avocats d'Elmer Pratt affirment que son innocence pourrait être aisément prouvée pour peu que le gouvernement veuille bien coopérer. En effet, le B.P.P. était infiltré jusqu'à la moelle par les agents du F.B.I., et il doit forcément exister quelque part un compte rendu officiel de la réunion à laquelle il assistait à l'heure du crime dont on l'accuse, ce qui constituerait le cas échéant une preuve définitive de son innocence. Mais le F.B.I., en dépit des dispositions de la *loi sur la liberté d'information*, a jusqu'à présent répondu par une fin de non-recevoir à toutes les démarches effectuées par les avocats de Pratt pour obtenir communication du dossier qu'il a constitué sur leur client.

Susciter des affrontements armés

DES incidents comme ceux d'Oakland, de Chicago et de Los Angeles satisfaisaient d'une manière on ne peut plus définitive et nette aux objectifs de la politique du F.B.I. lorsqu'ils se concluaient par l'élimination physique pure et simple des cadres du B.P.P.

Mais, même autrement, ils pouvaient être mis à profit d'une manière non négligeable. Ainsi, les survivants de ces attaques — comme Cleaver, ou comme Pratt — pouvaient être inculpés pour toute une variété de délits allant de la « *résistance à agent* » à la « *détention illégale d'une arme automatique* » et même de « *tentative d'homicide* » s'ils renvoyaient le tir. Mais les incidents de cette nature contribuaient aussi à exacerber les tensions et les rivalités au sein du mouvement noir. Et de fait, pendant plus de cinq ans, la ligne de conduite officielle du gouvernement américain fut de fomenter la discorde parmi les militants noirs, et éventuellement de les pousser à des actes de violence dont il leur faudrait ensuite répondre devant la justice.

Mais l'objectif ultime du F.B.I. était d'inciter les militants noirs à faire eux-mêmes son travail à sa place. A Chicago, ses tentatives pour provoquer une guerre ouverte entre les Panthères et un autre mouvement noir (la « Black P. Stone Nation », qui n'était qu'une nouvelle mouture, plus ou moins politisée, du célèbre gang de rues des « Blackstone Rangers ») ne rencontrèrent qu'un succès limité. En revanche, à Los Angeles, cette tactique porta largement ses fruits. Au terme d'une longue campagne de démoralisation et de division menée par le F.B.I. (qui eut notamment recours aux lettres falsifiées, aux caricatures injurieuses et aux menaces anonymes par téléphone), deux responsables du B.P.P., Alprentice « Bunchy » Carter et John Huggins, furent assassinés par des militants d'un groupe rival, le mouvement « U.S. » (« United Slaves »), fondé et dirigé par Ron Karenga. Le F.B.I. s'efforça également, avec un inégal bonheur, de déclencher des affrontements armés entre des mouvements noirs rivaux à New-York et en Nouvelle-Angleterre.

Même lorsque cette tactique éprouvée du « diviser - pour - régner » n'aboutissait pas entièrement, elle fournissait au F.B.I. des occasions propices pour « neutraliser » des militants noirs en les faisant arrêter et poursuivre pour des délits commis à l'instigation de ses propres agents. Car même si les charges s'avéraient sans fondement au moment du procès — ce fut souvent le cas, — le F.B.I. n'en était pas moins arrivé à ses fins, puisque les militants en cause étaient obligés de renoncer à l'activisme politique — parfois pendant des années — et de se vouer exclusivement à la sauvegarde de leur liberté personnelle au prix de batailles judiciaires interminables et coûteuses qui suffisaient à absorber la totalité des modestes ressources financières du mouvement noir.

Dans la seule ville de New-York, vingt et un activistes noirs furent poursuivis sous l'accusation de *s'être* constitués en « *association de malfaiteurs* » pour préparer d'hypothétiques attentats à la bombe (qui avaient en fait été conçus et proposés par un provocateur infiltré). Leur caution fut fixée au montant astronomique de 100 000 dollars pour chacun d'entre eux — soit un total de 2 100 000 dollars.

Ericka Huggins (dont le mari avait été tué à Los Angeles dans le cadre de l'opération Cointelpro) et Bobby Seale, cofondateur et président du B.P.P., furent inculpés et jugés à New-Haven, dans le Connecticut, sous l'accusation de complicité de meurtre après l'assassinat d'un militant local du parti. Il était pourtant établi qu'au moment du crime ils se trouvaient en Californie, à près de 5 000 kilomètres de New-Haven.

Bobby Seale et Ericka Huggins (qui est une poétesse réputée) furent tous deux acquittés au terme d'un long procès. Mais des mois durant, la nécessité dans laquelle ils se trouvaient de répondre de ces accusations devant un tribunal de New-Haven les avait tenus physiquement éloignés de leur travail politique en Californie et avait sévèrement ponctionné les caisses du parti.

Les persécutions officielles contre les Panthères noires étaient d'autant plus importantes qu'elles entravaient — conformément aux objectifs définis par le F.B.I. — toute possibilité de rapprochement avec d'autres mouvements noirs radicaux.

En 1968, Stokely Carmichael, président du Comité de coordination des étudiants non violents (S.N.C.C.), organisation implantée principalement dans le sud et l'est des Etats-Unis, rencontra les dirigeants des Panthères noires et annonça la fusion du S.N.C.C. et du B.P.P., dont les points forts étaient l'ouest et le centre. Une organisation radicale noire de dimensions nationales aurait pu naître de cette fusion, mais sur ces entrefaites la police arrêta simultanément Bobby Seale et Stokely Carmichael, qui furent tout deux inculpés de complicité d'assassinat. Ils devaient être ultérieurement lavés l'un comme l'autre de ces accusations, mais entre-temps le F.B.I. s'était activement employé à faire naître des soupçons entre les deux groupes noirs.

Des agents du F.B.I., qui se faisaient passer pour des Panthères noires, soumirent à un harcèlement en règle la mère de Stokely Carmichael et la convainquirent qu'ils se préparaient à assassiner son fils, si bien qu'à la fin Carmichael décida de rompre son alliance avec le B.P.P. Quelque temps après, il quitta définitivement les Etats-Unis et émigra en Guinée avec sa femme, la chanteuse Myriam Makeba.

Ceux qui ne prirent pas, comme Carmichael ou Cleaver, le chemin de l'exil, furent soumis à des persécutions incessantes qui menaçaient leur existence entière. Remis en liberté au terme d'une gigantesque bataille judiciaire, Huey P. Newton, le cofondateur du B.P.P., fut accusé du meurtre gratuit d'une prostituée mineure, conformément à une autre tactique éprouvée du F.B.I., qui consiste à attribuer aux extrémistes politiques la paternité de délits de droit commun choisis parmi les plus crapuleux. Libéré sous caution, Huey Newton s'enfuit à Cuba.

Le F.B.I. n'était pas parvenu à intimider H. Rap Brown, l'ancien président du S.N.C.C. ni à le contraindre à l'exil. Il fut donc jugé et condamné sous l'inculpation de tentative de meurtre. Rap Brown a finalement recouvré la liberté après un séjour de plusieurs années en prison. A en croire ses amis, « *il ne s'est pas encore remis de ses épreuves* ».

D'autres ne devaient jamais ressortir vivants de prison. George Jackson, auteur des *Frères de Soledad*, livre influent s'il en fut, fut assassiné dans l'enceinte de la prison de San-Quentin, et six autres militants noirs furent ensuite poursuivis et condamnés pour ce crime à la prison à perpétuité — et donc définitivement écartés de l'activisme politique. La tragique tentative du jeune frère de George Jackson, Jonathon, qui trouva la mort les armes à la main en essayant de libérer son frère pendant une audience d'un tribunal californien, fut aussi le prétexte à engager des poursuites pour complicité de meurtre contre Angela Davis, qui ne fut finalement acquittée qu'au terme d'un interminable procès.

« Le bien que nous aurions pu faire »

OU sont-ils aujourd'hui ? Ceux qui ne sont ni morts ni en prison ont néanmoins cessé de jouer un rôle important dans la politique noire américaine.

Eldridge Cleaver a abjuré son radicalisme d'antan et il s'est prononcé en faveur de l'ordre établi. Huey P. Newton vit en exil à La Havane et — tout comme Stokely Carmichael en Afrique — il n'est plus aujourd'hui qu'un fantôme à demi oublié. Bobby Seale a dû se réfugier dans la clandestinité pour échapper aux persécutions du fisc, et il écrit ses Mémoires pour un éditeur de New-York ; des bruits *sans fondement s'efforcent de* jeter le discrédit sur lui — suivant un scénario désormais familier — en affirmant qu'en fait il gagne sa vie en travaillant comme animateur dans des boîtes de nuit minables. Ericka Huggins dirige une petite école expérimentale pour enfants noirs à Oakland, et refuse toute déclaration à la presse. Depuis qu'il est sorti de prison, H. Rap Brown n'a plus aucune activité politique. Angela Davis enseigne toujours à l'université de San-Diego.

L'opération Cointelpro aura coûté la vie à au moins trente et un militants du parti des Panthères noires. Plus de mille autres ont été arrêtés.

Mais son coût réel demeurera à jamais incalculable, car la « révolution noire » ne se limitait pas à une seule organisation politique : c'était aussi une vaste renaissance sociale, culturelle, littéraire et philosophique, d'une importance fondamentale pour les Blancs comme pour les Noirs, et qui, à ses débuts, était énormément prometteuse. C'est cela qui a été anéanti.

« *Notre mouvement était juvénile, naïf et sincère* », a déclaré « Geronimo » Pratt lors d'une interview à la prison de San-Quentin. « *Et le F.B.I. nous a écrasés grâce à son énorme supériorité en moyens, en hommes et en armements.* »

Et il conclua : « *Quand j'ai vu cet hélicoptère apparaître au-dessus de ma maison, à Los Angeles, j'ai enfin compris ce que c'était que d'être un Vietcong... Personne ne saura jamais tout le bien que nous aurions pu faire si on nous en avait laissé la chance.* »

(1) Voir l'article consacré à Eldridge Cleaver, dans *le Monde diplomatique* de février 1977.

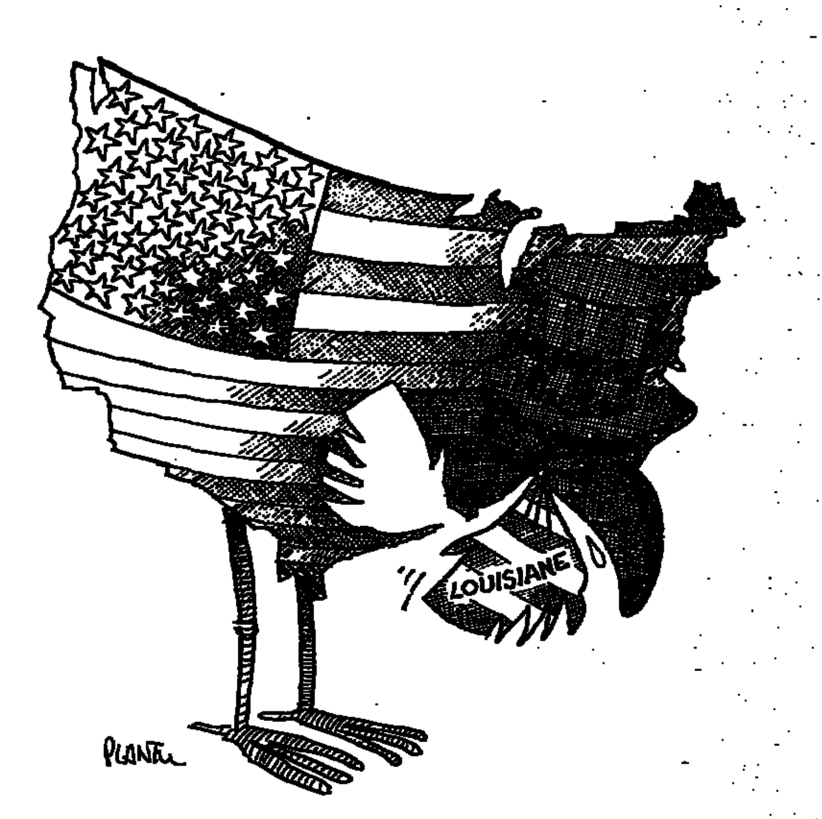
Agriculture et concentration aux États-Unis

LA PRODUCTION TRADITIONNELLE DE CANNE A SUCRE MENACÉE EN LOUISIANE

Deux cultures avaient donné à la Louisiane son image traditionnelle, à la fois économique et sociale, depuis le dix-neuvième siècle : le coton et la canne à sucre.

Le coton connaît une forte régression. Sa production se cantonne dans le nord de l'Etat. A l'ouest de La Fayette, le riz occupe la majeure partie des superficies. A l'est, la canne à sucre est encore reine, mais le soja, le maïs, le riz gagnent sans cesse du terrain. Les petits et moyens cultivateurs (« farmers ») disparaissent rapidement.

Par GEORGES FRELASTRE *



PENDANT plus de trente ans, de 1943 à 1974, les planteurs de canne à sucre américains *(Louisiane, Texas, Floride principalement)* avaient vécu dans une sorte de poumon d'acier, que constituait pour eux le « Sugar Act » (loi sur le sucre). Ce texte, adopté au cours du conflit mondial, visait à protéger à la fois les producteurs, les usines transformatrices et les consommateurs. Son but était de régulariser les prix et les échanges sur le plan national et international. Une superficie maximale d'emblavure était fixée pour les Etats-Unis. Chaque pays étranger se voyait fixer des quotas d'importation sur le marché américain, et envoyait tous les ans des représentants à Washington pour en discuter le montant.

Les syndicats américains déploraient, par contre, le fait que ces dispositions législatives ne prenaient que fort peu en considération les aspects sociaux de la production. Un seul paragraphe évoquait le problème des salaires. Il était simplement dit que le ministre de l'agriculture devait veiller à ce que les rémunérations fussent « raisonnables ». Aucun mécanisme d'ajustement n'étant prévu, cette disposition restait trop générale pour que les salariés puissent s'y appuyer avec chance de succès.

En 1971, sous la présidence de M. Nixon, on constata à quel point ils étaient peu armés. Cette année-là, la récolte avait été excellente, et les employeurs avaient offert en juin une augmentation de 10 cents de l'heure. Le 15 août, M. Nixon décida le gel des prix pour lutter contre l'inflation et la crise économique. Mais le sucre n'était pas compris dans les articles réglementés. Malgré cela, les producteurs prirent prétexte de cette nouvelle politique américaine, firent traîner les choses. Les prix de campagne, annoncés d'habitude officiellement début octobre, ne furent communiqués que le 24 décembre, ce qui permit aux « farmers » de décider que les salaires ne seraient augmentés qu'à partir du 9 janvier 1972. Les syndicats s'adressèrent aux tribunaux et obtinrent finalement gain de cause pour que cette hausse ait un effet rétroactif et s'applique à la campagne 1971. Mais les dispositions du « Sugar Act » étaient en elles-mêmes insuffisantes pour arriver sans combat à ce résultat.

L'abolition du "Sugar Act"

EN 1974, tout ce système de stabilisation fut aboli, et, à partir du 1er janvier 1975, le marché du sucre devint libre. A vrai dire, il ne semble pas que les planteurs aient déployé une grosse activité pour que soit maintenu le « Sugar Act ». Son abandon ne fut décidé que par 35 voix de majorité, et le sénateur de Louisiane, particulièrement influent, Russel Lang, n'avait jamais été fermement sollicité pour s'opposer au changement de législation et bloquer la réforme, comme il l'aurait sans doute pu.

Les producteurs affirmèrent que l'attitude des syndicats les avait conduits à opter pour l'abolition du texte. En effet, les « Unions » exigeaient que des dispositions supplémentaires en faveur des ouvriers y fussent introduites. Il s'agissait d'améliorations modestes, mais les planteurs furent intransigeants. Ils estimèrent qu'il était préférable pour eux de renoncer à la protection « économique » que constituait le « Sugar Act », plutôt que de « lâcher » sur le social.

En fait, il semble bien que les véritables instigateurs de l'abolition aient été les firmes multinationales intéressées par un approvisionnement à bas prix en sucre, matière première de leur production. Et les syndicats de citer notamment Coca-Cola, quelques puissants fabricants de confiserie. Très habilement, ces multinationales exercèrent des pressions indirectes sur les mouvements de consommateurs, les incitant à faire miroiter que l'abolition du « Sugar Act » favoriserait un abaissement du prix du sucre. *« Un président ne peut négliger le poids électoral des ménagères et, en face, les « farmers », peu nombreux, sont désarmés »,* constate M. Landry, gros planteur de l'Acadiana.

Mais en même temps, les multinationales, par le jeu d'actions exercées sur le marché mondial, cherchèrent à rassurer les producteurs. De 1962 à 1974, le prix de la tonne de sucre brut avait été assez bas : 11 piastres (1). En 1974, les cours s'affolèrent : 25, puis 30..., puis 64 piastres la tonne, cela pendant la période précédant l'application effective de nouveaux textes (1er janvier 1975), et sous l'effet de manipulations sur le marché international du sucre, les maîtres *du jeu étant sans aucun doute* quelques firmes multinationales. Dès 1976, les prix retombaient à 12 piastres la tonne, 10 piastres en 1977.

« A ce tarif-là, nous sommes perdus, dit M. Landry. *D'abord, en 1974, le gouvernement s'est mis à augmenter l'impôt sur le revenu. Mais, surtout, la flambée des prix pour le matériel que nous employons (tracteurs, charrues, cane cutters) ne s'est pas éteinte, malgré l'écroulement des cours. En 1975, on payait un tracteur 12 500 piastres. En 1974, 21 500 piastres. Sans doute 27 000 ou 28 000 actuellement. D'autres engins valent jusqu'à 70 000 piastres. En 1977, j'estime avoir essuyé une perte de 75 000 piastres. Il faudrait un prix minimum de 17 piastres la tonne pour joindre les deux bouts ».*

Sans le « Sugar Act », la concurrence internationale est beaucoup plus vive. Diverses importations en provenance des pays du tiers-monde pénètrent sur le territoire américain, moins protégé qu'auparavant, malgré quelques dispositions visant à limiter les achats extérieurs. On va jusqu'à accuser Cuba d'y écouler une partie de sa production, en utilisant le Mexique comme intermédiaire rétribué.

Les victimes de la fuite en avant

LA nouvelle politique américaine a eu pour effet de favoriser les gros « farmers ». La concentration a eu tendance à s'accélérer ces dernières années. Sur un effectif d'environ 1 200 planteurs en 1973, 80 en moyenne disparaissent chaque saison. Toute une série de conditions de production jouent à l'encontre des plus faibles, ceux qui exploitent moins de 500 acres (2), et qui accusent l'organisation professionnelle des producteurs de canne, l'American Sugar Cane League, de ne défendre que les puissants.

La dépendance des petits et des moyens s'accentue, et tout d'abord à l'égard des moulins, qui le plus souvent procèdent eux-mêmes, avec leurs propres camions, à l'enlèvement sur place de la récolte. Ces moulins sont, de plus en plus fréquemment, la propriété de plusieurs gros planteurs, qui s'unissent pour les créer. Or, sur le plan technique, ces entreprises ont toute possibilité de gêner ou pénaliser leurs clients les plus modestes. Elles établissent un programme de livraison des cannes, dans lequel priorité est accordée aux approvisionneurs les plus importants. Il faut que les plus modestes attendent leur tour, et, à la limite, on peut même aller jusqu'à refuser leur récolte. Le moulin possède l'entier contrôle de l'analyse de la teneur en sucre et des boues. Il lui est aisé de « truquer » quelque peu ses mesures, en défaveur des plus faibles, et il semble que la pratique soit assez courante... Enfin, une fois coupée, la canne ne résiste pas plus de trois jours. Si un ou plusieurs chargements de petits planteurs restent en souffrance, les conséquences peuvent être dramatiques pour les propriétaires. Là encore, les moulins sont les maîtres de la situation.

Un autre facteur qui contribue à la disparition des petits et moyens exploitants est la mécanisation. La culture de la canne à sucre en Louisiane est la plus mécanisée du monde. Bien que les terres soient très marécageuses, donc que le sol soit mou, les machines sont beaucoup plus aisément utilisables qu'au Mexique, par exemple, parce que les champs sont entièrement plats. Or l'industrie produisant ces engins agricoles est largement contrôlée par les actionnaires des moulins, des raffineries, donc en définitive par les gros planteurs. Une politique de modernisation systématique et accélérée des techniques est menée, et elle exige de fréquents changements d'engins. Au lieu de machines traitant trois rangs à la fois, on passe à des modèles agissant sur cinq rangs à la fois. Ou bien on envisage (ce qui est le cas à *l'heure actuelle) une technique* sans sillon. Les petits producteurs ne peuvent suivre. Ils n'ont pas encore fini d'amortir un premier achat qu'il leur faut songer à en faire un autre, plus coûteux. Les moulins font pourtant pression pour les y contraindre. Ils exigent brusquement, à la suite de l'acquisition de nouveaux équipements, que leur soient livrées des cannes d'une certaine longueur, différente de celle requise dans le passé, ce qui implique que l'agriculteur change lui-même de machine. C'est une fuite en avant des impératifs techniques, qui permet aux plus puissants des artifices comptables, les autorisant à faire apparaître, grâce à des amortissements élevés, des déficits chroniques au bilan, donc à échapper à l'impôt, alors que ces facilités, qui impliquent une envergure d'entreprise considérable, sont interdites aux petites exploitations.

Les engins utilisés pour la canne à sucre ne peuvent servir qu'à cet usage, et toute reconversion est impossible pour le planteur en difficulté, alors que, pour le riz et le soja, les machines sont interchangeables, ce qui donne une plus grande souplesse au système.

Les « farmers » en difficulté peuvent difficilement songer à s'agrandir. Ils ont besoin de leurs capitaux pour acheter un parc de matériel, et ils disposent de peu de fonds pour acquérir des terres dont la valeur n'a cessé de monter au cours de ces dernières années, passant de 650 piastres l'acre en 1968, à environ 2 000 en 1978, sans parler des prix offerts lorsqu'elles sont convoitées par l'industrie pour y implanter des usines, ou par des promoteurs de logements (70 000 piastres l'acre parfois). Il est toutefois possible de louer des surfaces cultivables (45 piastres par an l'acre ou 20 à 25 % de la valeur de la récolte). Il est tentant pour le petit producteur, lorsqu'il est lui-même sollicité, d'accepter l'offre et de céder son terrain. Endetté, ayant épuisé ses possibilités d'hypothéquer, il lui faut songer à cesser son activité et vendre au plus offrant, soit comme surface à bâtir, soit à un voisin agriculteur qui a les moyens de s'agrandir, parce que plus puissant.

Le "Cane Curtain"

OR, sur le plan économique, ces concentrations ne se justifient pas en ce sens qu'il est prouvé que les meilleurs rendements sont obtenus sur les exploitations de 500 acres (seuil à partir duquel on peut utiliser de façon rentable des machines) à 1 000 acres environ (3). Ainsi ce processus conduit à éliminer en fait les producteurs les plus efficaces. L'agriculteur retient de moins en moins d'actifs. A Loreauville, au cours des quinze dernières années, sur six cents enfants sortis de la High School, six sont restés dans ce secteur.

Dans la nouvelle législation concernant la culture de la canne à sucre, les dispositions relatives aux problèmes sociaux sont encore plus succinctes que dans le « Sugar Act ». Or ces problèmes existent et l'opinion américaine en est consciente. La presse a souligné récemment le complexe que faisait naître, chez les ouvriers des plantations (dont 95 % sont des Noirs), le « Cane Curtain ». Lorsque les cannes à sucre montent, les « cases » des travailleurs disparaissent derrière un rideau végétal, ce qui donnerait aux habitants un sentiment d'infériorité né d'une impression d'intense isolement.

La condition des salariés est très variable d'une plantation à l'autre. Au-dessous de 500 acres, les « farmers » se « débrouillent » avec des membres de leur famille, sans faire appel à une main-d'œuvre extérieure. Au-delà, on comptait qu'il fallait un ouvrier pour 100 acres, proportion abaissée actuellement à un pour 120 acres en raison des progrès de la mécanisation. Il arrive de constater que les petites et moyennes plantations paient mieux leurs employés que certaines grandes exploitations. Pourtant, celles-ci affirment qu'elles ne peuvent augmenter les salaires parce que cette hausse mettrait en difficulté les plus faibles. Bien que les exemples tendent à devenir rares, on rencontre encore quelques situations très paternalistes, peu éloignées des conditions du péonage. Le patron trie le courrier, surveille les visites que reçoit son personnel, ou bien contraint en fait celui-ci à vivre une économie sans monnaie. Il signe des bons pour aller chez le médecin, le dentiste. L'ouvrier ne paie rien, ni ses soins, ni ses loyer, gaz, électricité, et tout cela lui est retenu sur sa feuille de paie. Dans bien des cas, il ne lui reste aucun argent liquide à toucher, et même il peut devoir à l'employeur. Les logements fournis étaient parfois des taudis. En 1970, 95 % n'avaient pas l'eau courante. A la suite d'une vigoureuse campagne de revendication, cette proportion était tombée à 17 % en 1974, mais la condition des ouvriers agricoles reste nettement en deçà du niveau de vie moyen du reste de la population.

Le problème des salaires paraît être d'une importance primordiale pour les employeurs, dans ce secteur de la canne à sucre, et les discussions avec les syndicats sont âpres. Il existe aux Etats-Unis un salaire minimum général, fixé en 1978 à 2,65 dollars de l'heure, et un salaire minimum agricole dont le montant est inférieur. Il a été admis que les ouvriers de la canne à sucre devaient être rémunérés sur une base supérieure à celle constituée par le salaire minimum agricole. Mais dès qu'il s'agit de discuter de façon plus précise, les rapports employeurs-ouvriers s'enveniment. Les patrons affirment que les cours effondrés de la canne ne leur permettent que des concessions minimes. Les salariés les accusent de déloyauté en accumulant les obstacles lorsqu'il s'agit de négocier, en refusant de payer les heures pendant lesquelles les délégués s'absentent pour assister aux réunions de conciliation, par exemple.

Le gouvernement fédéral a essayé par divers moyens de peser sur les décisions patronales, mais s'est heurté à la même opposition. Des prêts peuvent être accordés à certains planteurs, en passant par le canal des moulins, mais la condition préalable est que les employeurs acceptent d'appliquer un taux de salaire horaire minimum de 3 dollars. A une exception près, les producteurs louisianais ont préféré renoncer à ces crédits plutôt que d'accepter cette concession. Il en fut de même à l'occasion d'ouragans. Ceux-ci ne sont pas trop nocifs lorsqu'ils se produisent quand la tige de la canne n'est pas encore très haute. En effet, il est fréquent qu'au cours de la tornade, le vent souffle d'abord dans un sens, puis dans l'autre. Les jeunes roseaux sont souples, et s'adaptent sans se rompre. Au contraire, s'ils sont plus grands, une fois couchés par le premier vent, ils se cabrent lorsque le second tend à les redresser. Les planteurs sont alors dédommagés, comme ce fut le cas en 1971. Le gouvernement accepta de verser l'indemnité, mais à condition que les négociations en cours sur les augmentations de salaires aboutissent. Les gros exploitants pouvaient attendre, et ils résistèrent, au détriment des petits qui comptaient sur l'aide fédérale, « gelée » pendant six mois.

Une unité syndicale s'est plusieurs fois ébauchée pour obtenir une meilleure rémunération des ouvriers. Les « teamsters » (4) s'entendirent avec le mouvement Chavez (5), et le front commun reçut l'appui de diverses Eglises, dont l'Eglise catholique. Les milieux patronaux ont alors tenté de rompre l'entente et, pour éviter d'avoir affaire à Chavez, ont préféré rechercher un accord avec les « teamsters » et leur chef, Fitz Simmons, qui disposent de moyens financiers considérables et dont les méthodes sont souvent douteuses.

D'autre part, au cours de ces dernières années, de nombreux réfugiés vietnamiens arrivèrent en Louisiane, et se firent de suite remarquer par leurs qualités au travail. Les salaires qui leur furent consentis furent beaucoup plus élevés que ceux accordés aux ouvriers noirs. Les logements fournis furent de meilleure qualité. Cette discrimination se justifiait sans doute en partie pour des raisons de productivité, mais elle s'explique aussi vraisemblablement par des raisons tactiques. On a créé ainsi une animosité à l'encontre des nouveaux arrivants, et empeche un front ouvrier plus puissant de se former.

Un problème difficile

L'AVENIR de la canne à sucre en Louisiane est chargé de menaces. Dans de nombreux cas, les moulins n'ont pas fini de payer aux planteurs leurs livraisons de 1977. Et la mévente favorise le maintien de cours écroulés. L'intransigeance patronale à l'égard des revendications ouvrières s'explique en grande partie par ces difficultés. Le président Carter sent l'impérieux besoin de trouver des solutions au conflit, mais celles-ci devront tenir compte des intérêts des deux parties en présence.

Un compromis n'est pas aisé à trouver, car une question de fond se pose. La canne à sucre est-elle vraiment une culture adéquate à ce climat semi-tropical ? Cette production n'y a jamais tellement paru à son aise. Elle donne une récolte par an, et cela pendant trois ans, parce que les étés sont courts. Dans les régions tropicales, on arrive à faire jusqu'à trois récoltes par an, pendant cinq ans, et avec des cannes à plus forte teneur en sucre. Le tiers-monde est donc bien fondé sur le plan technique à demander que cette culture soit son apanage... Même au dix-neuvième siècle, en Louisiane, les résultats obtenus étaient déjà marginaux.

Les planteurs ont eu recours à la mécanisation. Ils ont durci leurs positions sur le plan social. Ils se sont adressés à l'Etat pour les protéger. Le « Sugar Act » avait, pour eux, beaucoup plus d'importance qu'ils ne le croyaient. La crise qu'ils subissent actuellement remet en cause l'opportunité même de continuer à cultiver la canne à sucre en Louisiane.

(*) Maître de conférences associé à la faculté des sciences économiques de Clermont-Ferrand.

---

(1) Le dollar est appelé piastre dans le français parlé par les Cajuns de Louisiane.

(2) Un acre égale 42 ares.

(3) Sur les méfaits du gigantisme dans le système agricole aux Etats-Unis, voir l'article de Michael Perelman : « Le modèle est-il vraiment si efficace ? » dans le dossier sur l'Agrobusiness en Amérique latine paru dans le numéro de septembre 1978 du *Monde diplomatique*.

(4) Littéralement les « conducteurs d'attelage », devenus syndicat des transporteurs routiers. Ce mouvement syndical a considérablement grandi, et recrute chez les fonctionnaires et dans un grand nombre de secteurs.

(5) Cesar Chavez, d'origine mexicaine, dirige le Syndicat des ouvriers agricoles unis qui lutte pour la défense des droits des travailleurs dans le Sud. (Cf. le reportage de Pierre Dommergues : « Les Chicanos, ou la fierté retrouvée » dans *Le Monde diplomatique* d'avril 1974).





L'IRAN DU REFUS

Les mises en garde lancées par Moscou contre une éventuelle intervention des Etats-Unis en Iran peuvent créer une confusion. Car les Etats-Unis interviennent déjà, et de manière décisive, dans un pays stratégique où travaillent quelques milliers de ces spécialistes que Michael Klare appelle à juste titre des « mercenaires en col blanc ». Pour ne pas renouveler la tragique expérience commencée au Vietnam à l'époque de Kennedy, le Pentagone limite strictement les envois de « conseillers militaires ». Mais tout pays riche *qui achète des armements modernes accueille* du même coup des experts de très haut niveau indispensables au maniement d'équipements très sophistiqués. Ces experts sont des civils, mais pour la plupart anciens militaires. Ils sont liés par contrat non avec le gouvernement de Washington mais avec des firmes privées. Il reste que les ventes d'armes sont impossibles sans accord gouvernemental.

Outre ces équipements militaires, des investissements massifs ont développé en Iran une économie *extravertie qu'analysent ici* Behrouz Montazami et Khosrow Naraghi. L'influence des leaders religieux ne suffit pas à tout expliquer : les immeubles choisis comme cibles par les manifestants *suffisent* à *dire* leur violente réaction devant ce double choc avec une présence physique et avec un modèle économique étrangers à leurs traditions nationales.

LA « CROISSANCE MIRACULEUSE » ET LE BOULEVERSEMENT

« ... Ainsi notre société bénéficie actuellement d'extraordinaires possibilités matérielles et spirituelles qui lui sont offertes dans les meilleures conditions. Et si l'on veut saisir le sens et l'étendue de cette réussite, il nous suffit de réfléchir à la situation de notre société au cours des cinquante dernières années, ou même depuis une quinzaine ou une vingtaine d'années. Cette réflexion nous démontrera que la force étonnante de l'ordre monarchique iranien et la dignité spirituelle du commandement de cette monarchie, ainsi que la solidarité inébranlable du chah et du peuple, ont permis la réalisation d'un miracle qu'aucun autre pays ou société n'a pu réussir d'une façon aussi saine et humaine. »

MOHAMMED REZA CHAH PALHEVI.
(Citation extraite de Vers la grande civilisation, *la Bibliothèque Pahlevy, Téhéran, 1977, p. 316.)*

Par BEHROUZ MONTAZAMI et KHOSROW NARAGHI *

EN dépit d'une « *croissance miraculeuse* » qui, grâce à la « *révolution blanche* », a conduit l'Iran vers une « *grande civilisation industrielle* », de larges couches de la population, dont le chah disait qu'elle lui était unie par une « *solidarité inébranlable* », se dressent contre le souverain. Non pas uniquement pour des motifs religieux, si importants soient-ils : le mouvement populaire a aussi des causes économiques. Le caractère spécifique de ce mouvement peut être précisé si on tente de cerner son véritable contenu de classe : de quelles couches sociales proviennent d'une part les fonds de financement de l'industrialisation, d'autre part la force de travail indispensable pour valoriser le capital ainsi engagé ?

Au cours de l'année qui suit le coup d'Etat de 1953, la rente pétrolière ne représente que 15 % des ressources externes du pays. Elle a atteint 70 % en 1962-1963, véritable époque charnière dans la phase du développement. Au cours de cette même période (1954-1955 - 1962-1963), les revenus de l'Etat se chiffrent à quelque 13 556 millions de dollars (1 dollar = 75 rials), soit en moyenne 55,7 % du total des ressources externes du pays. Dans le même temps, la part des prêts et capitaux étrangers (423,1 millions de dollars) représente 17,4 % des ressources externes, le reste (655,7 millions de dollars) étant constitué par les exportations non pétrolières. Le capital privé étranger, pour sa part, s'oriente principalement vers le secteur bancaire, où il prend des participations dans sept des quatorze banques créées entre 1956 et 1959.

* Economistes iraniens résidant en France.

En ce qui concerne les *sources internes*, la transformation du capital commercial en fonds de valorisation de la force de travail a largement ignoré les activités traditionnelles du bazar. Pour ne donner qu'un exemple, il convient de rappeler que, *dans* de très nombreux cas, les importateurs de biens de consommation (surtout de biens durables) ont obtenu, presque toujours par décrets, les licences de fabrication de ces mêmes produits. Ce privilège s'est doublé, au cours des années 60, de diverses mesures protectionnistes destinées à assurer la survie du capital ainsi engagé. Quant à la contribution de la fortune d'origine foncière accumulée avant la réforme agraire, il est difficile de l'évaluer avec précision. Il est toutefois indéniable qu'elle s'est manifestée par une infiltration dans la couche des nouvelles « *élites industrielles* ». Les capitaux constitués par les bons remis aux anciens propriétaires au moment *de la réforme agraire se sont orientés* surtout vers les investissements immobiliers et le rachat des actifs industriels de l'Etat pour un montant *évalué à 543 millions* de rials, soit un peu plus de 36 millions de francs (1). Sur un autre plan, les disponibilités créées en 1957 par la dévaluation du *rial devaient être* entièrement consacrées aux investissements privés sous forme de crédits d'un montant de 583 millions de rials, soit environ *38 millions de francs* (2).

A ces différents apports sont venus s'ajouter ceux des nouveaux affairistes dont l'ascension a été favorisée par *le gonflement du secteur bancaire, et* ceux des profiteurs qui ont reçu des retombées de la croissance ou qui, jusque dans l'entourage royal, se sont *associés aux capitaux étrangers*.

Avec l'augmentation accélérée de la rente pétrolière, l'appareil de l'Etat s'est trouvé de plus en plus impliqué *dans la formation du capital. La part* de l'Etat passe de 31,4 % en 1961 à 41,2 % en 1975 dans la formation du capital industriel, et de 41 % à 70 % *dans la construction. En outre*, l'abondance de devises facilite des transferts de technologie (une technologie parfois peu sophistiquée) qui, à l'abri du *protectionnisme, permettent un* contrôle et une polarisation du marché intérieur, sans considération des critères concurrentiels.

Dans un premier temps, l'augmentation de la rente pétrolière a rendu à peu près inutile l'intervention du capital étranger pour le financement *des projets de* développement industriel. Mais cette intervention ne tarda pas à devenir indispensable, pour des raisons technologiques, du fait de la *diversification* des modes d'intégration au marché mondial. C'est ainsi que les investissements étrangers, qui ne représentaient que 164 millions de rials en 1961 (75 rials = 1 dollar), passent à 1 495 millions en 1968 pour atteindre 3 743 millions en 1975 (3).

Le schéma d'ensemble fait ainsi apparaître une réduction de la part relative de l'industrie traditionnelle et du bazar qui, naguère, étaient au centre des flux de biens de consommation. Du coup, dès le début des années 60, une grande majorité de *bazari*, qui considéraient les années 1950-1954 comme une période faste, voyaient les années suivantes comme les plus sombres qu'ils aient jamais *connues (4). Or la période « faste »* correspond paradoxalement à celle de l'économie dite « sans pétrole », caractérisée par la politique des « *portes fermées* » du temps de Mossadegh. *De* fait, on avait alors assisté à un redémarrage de l'industrie traditionnelle en relation étroite aussi bien avec le *bazar qu'avec la demande populaire* (textile, thé, etc.). Il en résultait une poussée des exportations dans le but de se procurer, pour assurer les besoins *de l'importation, les devises que n'as*suraient plus les exportations de pétrole.

Après le coup d'Etat de 1953, la réintégration de l'économie pétrolière iranienne dans le marché mondial et la politique des « *portes ouvertes* » devaient entraîner une modification des courants d'échange, dépassant de plus en plus largement les capacités organisationnelles du bazar. Les débuts d'une industrie de substitution aux importations devaient par la suite aggraver les difficultés du bazar, exclu des *nouveaux circuits commerciaux* mis en place pour satisfaire aux besoins des nouvelles industries. L'importation traditionnelle de biens de consommation cédait alors le pas aux importations de biens d'équipement, et les mesures de contingentement ou de taxation adoptées pour protéger les industries naissantes pénalisaient lourdement les activités traditionnelles du bazar.

Cette marginalisation économique du bazar est directement liée à l'affaiblissement simultané des réseaux de financement des « caisses cléricales » : celles-ci, à la discrétion des chefs religieux réputés pour leur intégrité morale, perçoivent et redistribuent les diverses formes d'impôts et d'aumônes islamiques, en application du verset coranique : « *Les aumônes doivent être employées pour la sauvegarde des pauvres (...), pour ceux qui sont résignés à la volonté de Dieu, pour la rédemption des captifs, pour le secours des endettés, pour Dieu et aussi pour les voyageurs* » (5). Aujourd'hui, l'afflux d'argent dans ces caisses contrôlées par les ayatollah progressistes ou combattants témoigne de l'ampleur de la lutte de la bourgeoisie traditionnelle contre une nouvelle classe liée à l'intérêt des firmes multinationales. *Mais*, dans la première phase de l'industrialisation, l'affaiblissement du bazar, qui historiquement a vécu en symbiose avec les *institutions religieuses* (financement des caisses cléricales, encadrement juridico-religieux de la vie contractuelle), a considérablement réduit les effets socio-économiques de la redistribution qu'elles assuraient.

Plusieurs millions de villageois poussés vers les villes

LA réforme agraire lancée en 1962 devait dégager une force de travail dont avait besoin la nouvelle politique d'industrialisation. Les confusions idéologiques du discours qui accompagnait la réforme agraire, réalisée par étapes, contribuèrent efficacement, dans un premier temps, à une « *méprise de conscience* » dans la paysannerie. C'est ainsi qu'on assimila (de manière erronée) le « nassagh » agricole — le droit coutumier des villageois à leur travail et à son produit — à la notion de propriété privative, ceci dans la volonté de débarrasser les villages d'une couche sociale très répandue, les « Khoch-Nechine » (travailleurs journaliers : charpentiers, barbiers, forgerons, épiciers, tailleurs etc.). Seuls les ayants-droit au « nassagh » et qui avaient cultivé la terre pendant deux années consécutives avant la réforme agraire eurent, en effet, le droit d'occuper leurs parcelles. Eléments actifs et indispensables à la reproduction de la micro-société villageoise, les « Khoch-Nechine » se trouvaient ainsi éliminés d'office. Ils se virent considérés comme des éléments « *parasitaires* », ce que démentait la vie communautaire villageoise depuis les temps les plus reculés. En fait, cette politique tendait à justifier une valorisation du capital en vue d'une industrialisation qui avait besoin de main-d'œuvre. De fait, le morcellement des terres *jadis* labourées par rotation annuelle grâce à des groupes de travail coopératif (les « Boneh ») provoqua un surplus de population campagnarde qui n'avait d'autre débouché que dans les industries naissantes. Devant les récalcitrants, il fallut cependant recourir à une coercition extra-économique, et les gendarmes furent parfois invités à intervenir (6). Au bout du compte, c'est un contingent d'un million de ménages villageois ne bénéficiant pas de la réforme agraire qui fut détaché des réseaux communautaires ruraux et qui alla chercher une autre activité dans les centres urbains.

Dans le même temps, l'introduction de la propriété parcellaire privée rendit possible l' « expropriation légale » des cultivateurs isolés, soit par la mise en place de sociétés agro-industrielles et de sociétés agricoles par actions, soit par le rachat par les anciens propriétaires des parts de quelque cinq cent mille ayants-droit à la réforme (7).

Le développement inégal des forces productives dans les différentes unités agricoles entraîna une différenciation des prix relatifs, enlevant aux unités parcellaires toute incitation au progrès technologique et provoquant une diminution de la productivité du travail. Cependant, le mouvement coopératif — officiellement lancé pour remplacer le système de crédit traditionnel fondé sur les avances en nature accordées par le propriétaire nominal — fut loin d'atteindre son but : bien au contraire, le capital usuraire trouva plus de facilité pour ronger les maigres ressources du cultivateur parcellaire. Bien que les échecs de l'agriculture iranienne soient largement connus (8), il faut rappeler que les approvisionnements alimentaires sont aujourd'hui dangereusement dépendants de la rente pétrolière. Alors qu'en 1959 les importations de blé étaient de l'ordre de 12 188 tonnes, elles dépassaient en 1975 le seuil du million de tonnes. La situation n'est pas moins inquiétante en ce qui concerne le riz, la viande, les fruits, tous produits massivement importés (9).

(Lire la suite page 12.)

(1) « Land Reform and Agribusiness in Iran », *Merip Reports*, n° 43.

(2) *The Iranian Industrial Elite*, par A. Enayat, exemplaire ronéotypé, université de Téhéran.

(3) Banque centrale, 1970, et *Annuaire statistique de l'Iran*, 1976.

(4) *Les entrepreneurs du Bazar de Téhéran*, Institut d'études et de recherches sociales, exemplaire ronéotypé, université de Téhéran, 1960-1961.

(5) Atef El-Sayed, *La notion de justice dans la législation fiscale musulmane*, thèse soutenue à l'université de Caen, 1959-1960. Voir aussi l'article Bayt al-mal, dans l'*Encyclopédie islamique*, éditions Maisonneuve, Paris, 1960.

(6) *Comptes rendus des réunions du Conseil supérieur de l'économie*, tome 3, *1968-1969* (1347-1348), p. 12, éditeur M. G.H. Nikpey, Téhéran.

(7) *Merip Reports*, op. cit.

(8) Thierry A. Brun a traité plus longuement *de cet aspect* dans un article publié dans notre numéro de juillet sous le titre : « Les échecs du développement à l'occidentale ont aggravé les difficultés du régime ». Autres articles récents sur la situation en Iran parus dans *le Monde diplomatique* : « L'opposition interne face au chah et à la domination étrangère » (Ahmed Faroughy, juillet 1978) ; « L'armée iranienne, garante de la dépendance » (Ahmed Faroughy, octobre 1978), et, en mai 1975, un reportage de Marcel Barang intitulé « L'Iran, renaissance d'un empire ».

(9) *La politique de fixation des prix des produits agricoles*, document interne Organisation du plan et du budget, 1976.

Un nouveau type d'intervention

LES « MERCENAIRES EN COL BLANC »

Par MICHAEL T. KLARE *

* Directeur du projet sur le militarisme et le désarmement de l'Institute for Policy Studies de Washington, auteur de *War without End : American Planning for the Next Vietnams* (Knopf, New-York, 1972).

DANS l'imagination populaire, le « mercenaire » est un soldat professionnel qui offre ses services à toute puissance ou à toute organisation qui peut les lui payer. Cette espèce a encore un bel avenir, en Afrique notamment, mais un type nouveau est en train de supplanter l'ancien : celui du « combattant civil » qui vend ses connaissances techniques au lieu de vendre ses talents guerriers et auquel l'attaché-case tient lieu de mitraillette. Ces « mercenaires en col blanc », qui passent leur vie devant des consoles d'ordinateurs et des écrans-radar, sont appelés à jouer un rôle important dans les conflits futurs du tiers-monde.

En l'espace de quelques années, les « mercenaires en col blanc » sont devenus indispensables aux organismes militaires des pays en voie de développement. Alors que beaucoup de ces Etats, en particulier les émirats pétroliers du Proche-Orient, ont le désir et les moyens de mettre sur pied des forces armées modernes, ils ne disposent pas de la main-d'œuvre qualifiée indispensable à l'entretien et au fonctionnement de l'armement de pointe acheté aux pays industrialisés. Ils ont dû, par conséquent, importer de l'étranger des ingénieurs et des techniciens. Ces experts travaillent généralement pour le compte de multinationales ou d'importants fabricants d'armes qui consentent à inclure dans leurs contrats les services techniques d' « après-vente ».

D'après le département d'Etat, quelque onze mille trois cents Américains, « personnel sous contrat civil » (tel est l'euphémisme officiellement employé) travaillaient à l'étranger pour des programmes militaires au début de 1978, soit trois fois plus qu'en 1975 (1). Bien que nous ne possédions pas de chiffres sur le nombre d'Européens employés au même type de travail, on sait que leur effectif s'est sensiblement accru. La Grande-Bretagne et *la France, par exemple, ont signé d'importants* contrats pour la fabrication d'armements avec l'Organisation arabe industrielle (O.A.I.), contrats qui prévoyaient l'envoi d'un très grand *nombre de techniciens civils en* Egypte, en Arabie Saoudite et dans d'autres pays de l'O.A.I. Cette demande croissante d'experts militaires étrangers est également attestée par l'afflux d'offres d'emplois publiées dans la presse militaire spécialisée, telle l'annonce suivante du Flight International :

SULTANAT D'OMAN
RECRUTEMENT DE L'ARMEE DE L'AIR

L'armée de l'air du sultanat d'Oman signale qu'un certain nombre de postes de CONTROLEURS AERIENS, du grade de lieutenant, sont disponibles. Les candidats doivent être des contrôleurs expérimentés, possédant une expérience récente dans le domaine du contrôle aérien militaire. Une expérience dans le contrôle d'avions de combat en opération d'interception serait appréciée.

On trouve des annonces semblables dans la rubrique « offres d'emploi » de bien des journaux d'aéronautique européens ou nord-américains. La vente des services techniques militaires peut être fort lucrative. Selon l'Agence pour l'aide à la défence et à la sécurité (Defense Security Assistance Agency), les ventes américaines de tels services, dans le cadre du Programme des ventes militaires à l'étranger (« Foreign Military Sales » : F.M.S.), ont rapporté entre février 1975 et juillet 1977 la bagatelle de 2,45 milliards de dollars (2). Il convient d'y ajouter un gros milliard pour les ventes réalisées par des firmes américaines en dehors du programme des F.M.S. De son côté, la BAC (British Aircraft Corporation) a signé un contrat d'assistance technique de quatre ans avec l'armée de l'air de l'Arabie Saoudite, le plus gros contrat d'exportation jamais conclu, semble-t-il, par la Grande-Bretagne (3).

La vente des services techniques militaires peut créer d'assez graves problèmes aux nations qui y sont impliquées. Même lorsque les spécialistes en question sont décrits comme « personnels civils » de firmes privées, ils sont considérés, des deux côtés, comme les représentants officieux d'un gouvernement. Tel est tout particulièrement le cas lorsque la compagnie en question est nationalisée (comme la BAC) ou lorsque le contrat « après-vente » a été passé de gouvernement à gouvernement (comme la plupart des programmes américains).

Au fur et à mesure qu'augmentent ces opérations, elles prennent inévitablement le caractère d'un engagement militaire formel. Il y a, par exemple, actuellement environ vingt-cinq mille techniciens militaires américains en Iran, soit à peu près le nombre de « conseillers » militaires en poste au Sud-Vietnam en 1965. Du fait que les « mercenaires en col blanc » occupent souvent des postes-clés au sein de l'appareil militaire iranien, ils seraient presque automatiquement impliqués dans tout conflit intéressant les forces iraniennes.

Un marché en expansion

JUSQU'A une époque récente, les ventes d'armes consistaient principalement en livraisons de matériel conventionnel par les pays avancés à leurs amis et alliés les plus proches. De telles transactions découlaient d'accords de défense (OTAN, pacte de Varsovie) et dépendaient rarement de considérations économiques. Comme la grande partie *de ces armements étaient cédés à bas prix* ou gratuitement, les destinataires se contentaient du matériel le moins sophistiqué.

Mais une mutation spectaculaire intervient lorsque des nations du tiers-monde — particulièrement celles qui regorgent de pétrodollars — cherchent à remplacer leurs stocks d'armes par du matériel du modèle le plus avancé. *Comme les puissances industrielles* sont désireuses de récupérer en partie leurs dépenses d'importation de pétrole, les clients les plus riches ont pu ainsi satisfaire leur appétit d'armements sophistiqués. L'Iran, par exemple, possède aujourd'hui un budget militaire comparable à celui de la Grande-Bretagne et a acheté à l'Ouest les armes les plus perfectionnées, dont les F-4 et les F-14 américains, les tanks anglais Chieftain et les missiles français Exocet.

L'Arabie Saoudite, qui ne possédait jusqu'à présent qu'une armée de l'air négligeable, bâtie autour de quelques vieux Lightning britanniques, cherche aujourd'hui à acquérir l'avion de combat le plus perfectionné, l'Eagle F-15, pour se trouver sur un pied d'égalité avec Israël, l'Irak et l'Iran.

Au Proche-Orient, en Afrique, en Asie, en Amérique latine, cette course aux armements a abouti à un transfert du potentiel militaire des nations industrialisées vers le tiers-monde. Selon l'Agence américaine pour le contrôle des armes et le désarmement (*Arms Control and* Disarmament Agency), les pays en voie de développement ont, entre 1971 et 1975, acheté aux quatre principaux exportateurs d'armes (*France, Grande-Bretagne, Etats-Unis* et U.R.S.S.) 10 325 tanks, 10 435 camions blindés, 4 968 avions dont 2 253 appareils supersoniques, 386 navires de guerre et 15 145 missiles téléguidés (4).

Même pour une armée moderne et bien entraînée, l'acquisition d'armements sur une telle échelle poserait d'énormes problèmes d'intégration et d'absorption. Avant qu'aucun de ces engins puisse devenir opérationnel, des bases nouvelles et une infrastructure de soutien doivent être construites, des programmes d'entraînement mis en route, du personnel d'entretien et de réparation recruté, un réseau logistique créé, de nouvelles structures de commandement instituées. Pour la plupart des pays du tiers-monde, ces tâches sont tout simplement insurmontables sans aide extérieure. L'Iran, par exemple, qui a passé pour plus de 10 milliards de dollars de commandes de matériel aux Etats-Unis entre 1970 et 1975, a dû faire appel au plus grand spécialiste en logistique du Pentagone, Erich von Marbod, pour démêler ce que le journaliste Jack Anderson a appelé « la pire embrouille militaire qu'ait jamais connue *l'histoire en temps de paix* ».

(Lire la suite page 12.)

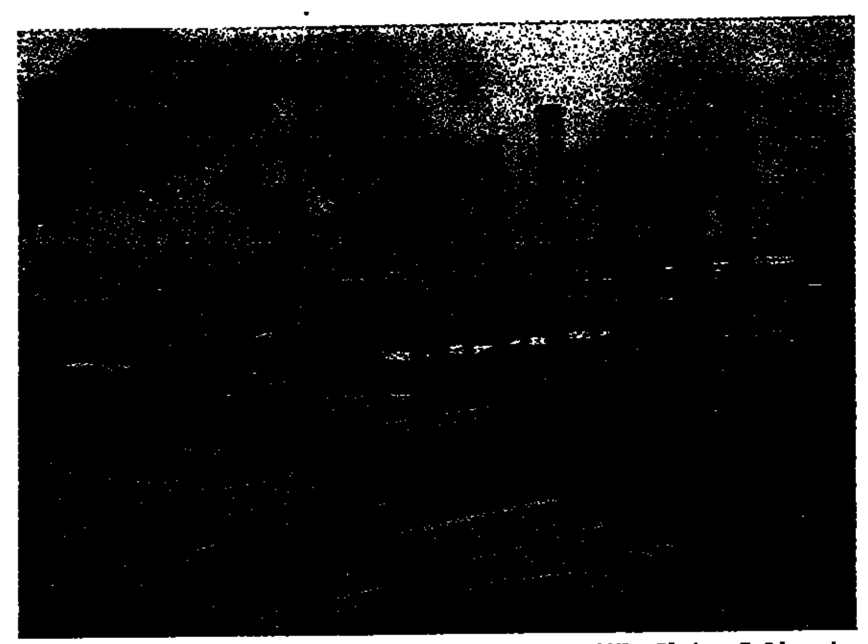
(1) Rapport fourni par le département d'Etat à la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants en application de la section trente-six de la loi de 1976 sur le contrôle *des exportations d'armements (exclut les programmes* de guerre au Vietnam).

(2) « Equipes pour l'assistance technique et l'instruction à l'étranger du 15 février 1975 au 25 juillet 1977 ». Rapport fourni par l'Agence pour l'aide à la *défense* et à la *sécurité* (Defense Security Assistance Agency) au sénateur James Abourezk.

(3) *The Economist*, 24 septembre 1977.

(4) Agence américaine pour le contrôle des armes et le désarmement, *World Military Expenditures and Arms Transfers*, Washington, 1977, p. 81.

L'IRAN DU REFUS



(Atlas Photo – C. Lénars.)

LES OPTIONS ECONOMIQUES POURRONT-ELLES ETRE INDEFINIMENT AJOURNEES ?

(Suite de la page 11)

Au total, l'un des objectifs de la réforme agraire, la création d'une offre de travail assez souple, a été largement atteint. Sur la base 100 pour 1961, l'indice de l'emploi agricole n'atteint que 102 en 1971. A la même date, l'indice approche de 147 pour l'industrie pétrolière, de 154 pour les services et de 178 pour le secteur industriel et minier dont les effectifs se sont accrus de un million cent dix-neuf mille travailleurs (10).

D'un autre côté, l'immobilier, où la spéculation permettait des taux de *salaire relativement élevés pour un* travail en général peu qualifié, se gonfla d'une véritable armée de travailleurs saisonniers, avec un pied dans leur village d'origine, l'autre dans les taudis qui surgissaient aux abords des chantiers d'immeubles de luxe. Des convois de centaines de nomades sous contrat collectif saisonnier transhumaient ainsi dans les deux sens entre la campagne et les chantiers. Le taux d'urbanisation passa ainsi de 31,2 % en 1956 à 41,9 % en 1972.

Un marché intérieur trop étroit

UN examen de l'industrie iranienne fait apparaître le principal creuset où « *l'argent a mijoté* » pendant deux décennies : il s'agit du secteur des biens de consommation durables et de ses inductions en amont. Certes la fébrilité affairiste déclenchée par le branle-bas pétrolier a trouvé des domaines plus riches et plus dociles que l'industrie, mais c'est bien là que s'est effectué l'enrichissement par l'exploitation directe du surtravail, que l'on retrouve aux racines du mécontentement populaire actuel.

Avec une accumulation en équipements souvent rudimentaires, on a crié à la croissance. Or l'investissement en capital par poste d'emploi arrive en queue de liste, aux côtes des industries traditionnelles (textile, confection, alimentation), pour trois branches d'activités réputées « modernes » : 630 000 rials (42 000 F) pour la construction automobile, 350 000 rials (23 300 F) pour les équipements ménagers (inclus dans les industries dites métalliques), et 270 000 rials (18 000 F) pour les appareils électriques (englobant postes de radio et de télévision). Or cette situation ne s'explique nullement par une forte intensité du travail, la part du coût de la main-d'œuvre dans la valeur ajoutée se situant aux alentours de 10 %. Dérisoire mobilisation en capital fixe et en capital variable, salaires modestes, mais chiffres d'affaires proportionnellement élevé : dans la seule année 1971, l'Iran National, le plus grand constructeur d'automobiles iranien, avait réalisé l'équivalent de deux fois son capital fixe (11).

Une telle structure industrielle ne saurait compter sur les revenus qu'elle distribue pour étendre et diversifier son propre marché. Sans doute l'Etat a-t-il un moment songé à augmenter les taux de salaire dans les branches à productivité élevée. Mais, en raison de l'importante offre de travail découlant de la réforme agraire, cette intervention de l'Etat parvint tout au plus à entraver une homogénéisation des salaires vers le bas. De même, les résultats de la campagne dite de « *participation des ouvriers aux bénéfices des entreprises* » sont restés dérisoires : la redistribution annuelle ainsi réalisée n'a pas dépassé le seuil de 3 000 rials (environ 200 F) par an, et encore n'a-t-elle touché que moins de 50 % des ouvriers (en 1971, les pôles urbains comptaient en gros un million deux cent mille ouvriers, soit 14,7 % de la population active). Lancée à grand tapage, la campagne en faveur du « *bien-être ouvrier* » n'a en tout cas pas permis à la demande ouvrière d'atteindre un seuil suffisant pour créer un véritable rendement d'échelle.

Certes, les secteurs apparemment les plus dynamiques offraient des salaires sensiblement plus élevés que la moyenne. Par exemple, en 1972, l'industrie pharmaceutique, avec un salaire mensuel moyen de 6 576 rials, et l'industrie automobile, avec un salaire mensuel moyen de 7 064 rials, devançaient nettement l'alimentation (4 233 rials) et le textile (5 436 rials). Mais, à la même époque, si l'ouvrier de l'alimentation devait mobiliser *cinq années* de salaire pour acheter une voiture, l'ouvrier de l'automobile devait quand même en mobiliser trois (12). Or, à eux seuls, les trois secteurs de l'alimentation, du textile et de la confection représentaient ensemble 60 % de l'emploi industriel urbain en 1972. Il n'est donc pas étonnant qu'en 1973 on ait calculé que 70 % des travailleurs iraniens se situaient au-dessous du seuil de 240 rials par jour, seuil minimum (évalué officiellement) indispensable à la simple reproduction de la force de travail (13).

A cet égard, la composition de la consommation populaire est fort révélatrice de la situation économico-sociale. En 1972, un ménage urbain ne percevait en moyenne que 9 162 rials par mois ; les dépenses alimentaires absorbaient 43,6 % de ce revenu, tandis que les dépenses non alimentaires recouvraient à 70 % les stricts besoins de subsistance (logement, habillement, combustible, santé, transport) (14).

Concentration économique et inflation

DANS le même temps, l'examen des taux de profit laisse rêveur. En effet, ils sont fixés en multipliant le coût unitaire par un taux fixe, que détermine le pouvoir de négociation de l'industriel face aux technocrates du ministère de l'économie. Aucune autre intervention n'est possible. On se trouve en réalité en présence d'un marché de vendeurs organisé en oligopole, bénéficiant d'un protectionnisme outrancier qui utilise à la fois la taxation des produits importés (un produit étranger concurrentiel d'un produit national peut être frappé d'un droit de douane, appelé taxe sur les bénéfices commerciaux, pouvant aller jusqu'à 500 %), le contingentement pur et *simple ou la limitation autoritaire* du nombre de fabricants. Aussi n'est-il pas surprenant de relever des taux de profit allant de 40 % à plus de 100 % du capital accumulé. Dans la seule industrie automobile, le montant total du profit réalisé en 1972 s'élevait à deux fois et demie la masse totale des rémunérations salariales dans ce secteur, soit 2 148 millions de rials contre 868 (15).

La tendance à la concentration des revenus est encore accentuée par le profil aristocratique des « *élites industrielles* ». En 1972, cinquante-six familles seulement possédaient des participations dans cent soixante-dix-sept des trois cent soixante-quatre plus grands établissements industriels et assuraient la direction de 39 % d'entre eux (il s'agit d'entreprises engageant un capital de 200 millions de rials, soit environ 15 millions de F). En outre, soixante-douze autres familles étaient représentées dans quatre-vingt huit autres firmes, toujours parmi les *plus grandes. Au total, cent vingt-huit* familles et la Banque du développement industriel et minier (banque privée à participation étrangère) avaient des participations dans 73 % des trois cent soixante-neuf firmes précitées (16).

Cette concentration rend à peu près impossible d'établir entre la production et la demande populaire un rapport organique favorisant l'élargissement de l'offre, la mise à profit des économies d'échelle, l'augmentation de la productivité et du taux des salaires.

En outre, la pression inflationniste est devenue difficilement supportable. Les fluctuations des taux de change au plan international se répercutent, directement et massivement, sur le coût des biens intermédiaires et des capitaux importés et, par voie de conséquence, sur les prix unitaires. L'hémorragie de devises qui en résulte devient de plus en plus critique. Alors qu'en 1959 les importations de biens intermédiaires, de biens capitaux et de biens de consommation étaient respectivement de 20,5, de 8,6 et de 12,5 milliards de rials, elles ont atteint 295,2, 92,9 et 57,5 milliards en 1974. Le coût de la vie, qui avait augmenté de 18,7 % entre 1960 et 1970, a enregistré une hausse de 59 % entre 1970 et 1976 pour bondir encore de 30 % au cours de la seule année 1976. S'ajoutant aux causes structurelles déjà évoquées et à la ruine de l'agriculture traditionnelle, l'augmentation de la masse monétaire a aggravé la poussée inflationniste. Dans la période qui va de 1970 à 1975, pour une augmentation du P.N.B. de 359 %, la masse monétaire *s'est gonflée de 458,4 %. Cette disproportion* n'a rien de surprenant si l'on veut bien considérer, à titre d'exemple, qu'en 1976 une part importante (31 %) du P.N.B. échappait aux circuits d'échanges internes et se dirigeait vers l'extérieur sous forme de devises destinées à l'achat de biens, d'armements et de services, et au paiement des intérêts de la dette extérieure.

Peut-on remédier à cette situation ? Par exemple en augmentant la production nationale de pièces détachées, de produits que l'on substituerait aux importations ? Mais, en raison d'un pouvoir d'achat très faible, le marché intérieur est trop étriqué et ne peut pas assurer des débouchés suffisants à des biens d'équipement ou à des pièces de rechange pour qu'il soient produits à un coût de revient inférieur à celui des mêmes produits importés. Une solution a été cherchée dans des interventions de la Banque de développement industriel et minier, qui participe dans certains cas, avec les producteurs de produits finis, à la fabrication de leurs pièces détachées, jadis importées ; le seul résultat a été non seulement une plus rapide augmentation du prix de revient du produit fini, mais encore une centralisation plus poussée du capital. Une intervention de l'Etat a aussi été envisagée pour l'industrie mécanique, la sidérurgie et la pétrochimie, mais l'articulation de ces secteurs avec la consommation est beaucoup trop lâche pour que l'on puisse en attendre, et avant longtemps, autre chose qu'une dépendance technologique plus accentuée.

La survie de ces industries de substitution des importations dépend beaucoup de ce qu'il est convenu d'appeler la « *troisième demande* » — celle qui se situe entre la demande des privilégiés et la demande populaire. Elle provient, pour une part importante, des retombées de la rente pétrolière et du gonflement du tertiaire, mais aussi de l'apport direct ou indirect de l'Etat. En effet, aux revenus distribués par une administration étatique de plus en plus imposante s'ajoutent les effets de toute une série de mesures d'incitation conçues pour diriger vers la consommation les revenus futurs au sens large : par exemple, l'octroi massif du crédit bancaire à la consommation, ou l'encouragement des achats à tempérament pour les employés du secteur public auxquels on accorde des crédits déductibles de leur traitement mensuel. Les Iraniens se reconnaissent moins dans la « *grande civilisation* » qui leur était promise que dans ce qu'ils appellent volontiers la « *civilisation de l'achat à crédit* ».

La vague de grèves et de revendications récemment déclenchée en Iran a fait tomber le masque populiste dont le régime voulait se parer. Mais, en même temps, elle place l'opposition devant les difficiles perspectives d'une ère libérale dont personne aujourd'hui ne nie qu'il soit nécessaire et urgent de l'instaurer, alors que toutes les tendances contestataires réclament une plus grande justice sociale et le respect d'une indépendance nationale qu'il conviendrait de fonder sur des bases solides.

Or, à cet égard, aucune des forces de l'opposition n'a été en mesure de présenter un programme clair et cohérent. Cela signifierait-il que l'opposition a peur de faire éclater au grand jour ses profondes contradictions dès lors qu'elle envisagerait des propositions concrètes ? Avant même de restaurer l'agriculture, comment augmenter les revenus des couches populaires *tout en évitant* une explosion inflationniste ? Comment préserver la croissance industrielle et l'indépendance économique lorsqu'on connaît l'actuelle situation de dépendance technologique ?

Pour l'instant, les discours entendus soutiennent que la bataille est d'abord politique. Soit. Mais les options économiques ne peuvent pas être indéfiniment ajournées. Demain, un gouvernement d'inspiration religieuse ne pourra pas se définir uniquement par rapport à la richesse foncière et commerciale, avec laquelle les milieux religieux ont des liens traditionnels, sans prendre position à l'égard du capital industriel, qu'ils semblent méconnaître. En avançant qu'un « *gouvernement islamique* » mettrait fin à l'exploitation de l'homme, certains théoriciens musulmans paraissent négliger le fait qu'un immense pays comme l'Iran, avec son potentiel économique et sa situation géopolitique, ne pourra être dirigé en l'absence d'un appareil d'Etat à l'intérieur duquel s'exercerait nécessairement une domination de classe. Quant à la gauche — qu'elle soit pro-soviétique ou pro-chinoise, — le problème est de savoir si elle sera en mesure de se démarquer du paternalisme des « *grands frères* » et de leurs conceptions du socialisme.

La détermination affichée par le peuple iranien dans la lutte en cours laisse présager en tout cas qu'il n'acceptera pas facilement un « *choix de société* » qui serait fait à son insu.

BEHROUZ MONTAZAMI et KHOSROW NARAGHI.

(10) *Le revenu national de l'Iran*, Banque centrale, 1972.
(11) Chiffres du ministère de l'économie. Office de fixation des prix.
(12) Idem.
(13) Rapports présentés au séminaire organisé en 1973 par le Comité du bien-être social, Organisation du plan.
(14) « Le budget du ménage urbain », Organisation du plan et du budget, 1972.
(15) Office de fixation des prix, op. cit.
(16) A. Enayat, op. cit.

(Suite de la page 11)

Le travail de von Marbod, selon le Pentagone, était de contrôler et de canaliser un flot de matériel militaire déversé chaque jour par tonnes et en vrac sur les quais iraniens et souvent laissé sur place faute d'un personnel d'intendance et de logistique qualifié. « Des montagnes de munitions s'accumulaient dans les ports ; avions, hélicoptères et autres armes sophistiquées attendaient des semaines dans des caisses avant d'être assemblés » (5). Ces armes une fois déballées, de nouveaux problèmes se posent : plus perfectionnées que celles qui étaient fournies au tiers-monde il y a cinq ou dix ans, elles demandent infiniment plus de savoir-faire pour leur entretien et leur fonctionnement. Les appareils les plus automatisés — telles les bombes à tête chercheuse, mises en service pendant la guerre du Vietnam — doivent être entretenus régulièrement par des spécialistes. La plupart des systèmes d'armement aériens sont construits avec des dispositifs de contrôle automatisés qu'il faut faire réviser, tester, entretenir en permanence. Plus les armes sont perfectionnées, plus l'entretien exige l'intervention de spécialistes. Des sources du Pentagone, par exemple, indiquent que le maintien en état d'une escadrille de F-15 (dix-huit avions environ) exige la présence de deux cent soixante-dix techniciens qualifiés. Ainsi l'Arabie Saoudite, qui va acheter soixante F-15, dans le cadre des accords trilatéraux récemment approuvés par le Congrès américain, devra trouver quelque huit cents techniciens pour les maintenir en état de vol (6). Comme elle ne peut — pas plus que les autres pays du tiers-monde — faire face à cette tâche avec son propre personnel, elle devra recruter à l'extérieur ses techniciens de F-15.

Bien entendu, aucun pays ne souhaite rester indéfiniment dépendant d'un personnel militaire étranger, mais la demande en personnel qualifié dépasse largement la capacité de formation professionnelle des écoles locales. Comme le remarquait la Commission sénatoriale des affaires étrangères dans son rapport de 1976 sur les ventes militaires américaines à l'Iran, « de l'avis général du personnel américain engagé dans les programmes iraniens, il est peu probable que l'Iran puisse entrer en guerre dans les cinq ou dix ans à venir, avec sa panoplie actuelle ou potentielle d'armes sophistiquées (...) sans une aide américaine quotidienne (7).

Un tel soutien fut, à l'origine, fourni par le personnel militaire régulier attaché aux missions militaires et aux groupes de « conseillers » à l'étranger. Les Etats-Unis entretiennent quelque trois mille cinq cents militaires à l'étranger chargés d'aider les pays concernés à se familiariser avec les armements qu'ils leur fournissent ; la France a envoyé en Afrique un millier d'officiers, dans le cadre de l'Assistance militaire technique (A.M.T.) (8). Mais, progressivement, ces fonctions de soutien tendent à être remplies par du personnel civil « sous contrat », au service des firmes d'armement. L'achat n'a souvent lieu qu'à la condition qu'un tel service sera assuré. Ainsi les engagements de Northrop dans son programme Peace Hawk de 2,8 milliards de dollars en Arabie Saoudite comportent la livraison de cent dix chasseurs F-5E et F-5F, la construction d'une infrastructure de bases et d'aires d'entretien, la formation de pilotes et de mécaniciens saoudiens, l'organisation de la logistique et les travaux d'entretien et de réparation sur place. Pour faire face à ces tâches, la firme Northrop employait au milieu de 1978 sur les bases saoudiennes un contigent de mille cent trente quatre Américains « sous contrat », tandis que l'armée de l'air américaine avait un autre détachement de soixante-dix spécialistes pour assurer la réalisation intégrale du programme (9).

D'autres firmes ont des contrats d'aide technique dans le cadre d'importants accords d'armement :

— Grumman emploie quelque mille techniciens américains en Iran pour assurer l'entretien technique des quatre-vingts Tomcats F-14, vendus au Chah en 1974 pour la somme de 2 milliards de dollars. L'équipe Grumman, qui comprend des ingénieurs et des instructeurs militaires, doit séjourner en Iran aussi longtemps que le F-14 y restera en service, c'est-à-dire probablement jusque vers l'an 2000 (10).

— Bell Helicopter (filiale de la Compagnie Textron) a un contrat de 400 millions de dollars avec l'armée iranienne pour former des mécaniciens d'hélicoptère et pour organiser, diriger et gérer le programme de fournitures et d'entretien des centaines d'hélicoptères militaires Bell AH-IJ et le Model-214, livrés au cours de ces dernières années (11).

— British Aircraft Corporation (qui fait partie de la société récemment nationalisée British Aerospace) assure la formation de base de tous les pilotes de l'armée de l'air saoudienne et du personnel au sol, l'entraînement plus spécialisé sur les avions de combat BAC Lightning, l'entretien de toute la flotte aérienne saoudienne (fournie ou non par la Grande-Bretagne), plus des services médicaux et d'ingénierie (12).

Les projets d'aide technique peuvent être extrêmement intéressants pour les sociétés concernées, surtout lorsqu'elle sont seules à fournir un service hautement spécialisé. Les contrats peuvent se prolonger indéfiniment, dans la mesure où beaucoup de ces pays acquièrent des armes plus vite qu'ils ne forment les spécialistes nécessaires. De plus, de nombreuses études indiquent que certains pays ont pris l'habitude d'utiliser les techniciens étrangers pour effectuer le travail spécialisé et tendent ainsi à prolonger les contrats de service même lorsqu'il était prévu au départ que tous les étrangers seraient progressivement remplacés par des indigènes. Dans un rapport relatif aux programmes saoudiens, la Commission des comptes de la nation (General Accounting Office, G.A.O.) affirme que « l'expérience a montré que la dépendance à l'égard de l'aide fournie se prolonge bien au-delà de la période fixée par le contrat » (13). L'Iran continue à utiliser des techniciens américains pour l'entretien des avions F-4 achetés il y a dix ans et à embaucher toujours plus d'Américains pour le service des F-5E, des F-14 et des F-16 actuellement livrés.

Ces projets peuvent être financièrement avantageux pour les techniciens et les spécialistes intéressés. En 1975, les mille membres de la Vinnell Corporation employés comme instructeurs en Arabie Saoudite percevaient 1 800 dollars par mois, bénéficiaient d'un logement gratuit et touchaient une prime de 2 400 dollars une fois le programme réalisé (ces salaires ont vraisemblablement augmenté depuis, pour tenir compte de l'inflation et de la chute du dollar). Les cadres et les techniciens hautement qualifiés peuvent naturellement espérer recevoir beaucoup plus. La plupart des contrats exigent des techniciens confirmés ou des militaires en retraite ayant une solide expérience du combat. A la tête de sa mission de conseillers, la firme T.R.W. plaça le général Maurice A. Cristadoro Jr, ancien commandant de l'U.S. Air Force Systems Command (14). Si ces pays restent stables, des mercenaires en col blanc de haut rang, comme Cristadoro, se voient assurés d'un emploi de longue durée et d'un salaire deux ou trois fois supérieur à celui qu'ils percevraient en fin de carrière au Pentagone.

Mise en place d'une infrastructure de combat

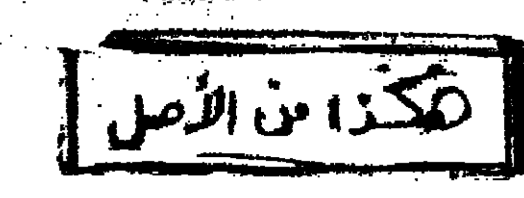
CERTAINES sociétés fournissent en outre des services spécialisés qui vont bien au-delà du simple entretien d'armes sophistiquées. Ces prestations comprennent le repérage radar, le contrôle du trafic aérien, les communications, l'informatisation du système de renseignement. Elles sont essentielles au fonctionnement d'une armée moderne de technologie élevée.

Par exemple, lorsque le chah d'Iran décida de créer une brigade de cavalerie aéroportée, équipée des armes et hélicoptères américains dernier modèle, il s'assura, pour superviser cette entreprise, les services du général Delk M. Oden, ancien commandant de l'U.S. Aviation Center de Fort Rucker (Alabama). A son tour, le général Oden recruta un groupe de mille cinq cents Américains — anciens militaires pour la plupart — pour entraîner les officiers, pilotes et soldats iraniens aux opérations de cavalerie aéroportée (15). Tous ces Américains sont des salariés de Bell Helicopter International, ramification de Bell Helicopter (qui fabrique les Cobra AH-IJ et les hélicoptères de transport de troupes modèle 214 dont est dotée la brigade).

Autre exemple, le projet Ibex. Par une transaction insolite, en dehors des circuits habituels de ventes d'armes, le gouvernement iranien a chargé Rockwell International de concevoir, mettre en place et faire fonctionner un système électronique très élaboré de collecte de renseignements. Ce projet, connu sous le nom d'Ibex, suppose l'utilisation d'un avion américain EC-130 spécialement équipé pour capter les signaux électroniques émanant d'organismes militaires étrangers et les transmettre à une série de stations au sol, où les signaux sont enregistrés, décodés et analysés. Selon Aviation Week, Rockwell a recruté une équipe spéciale Ibex — dans laquelle se trouvent d'anciens membres de la C.I.A. et de la National Security Agency — chargée de former une centaine d'Iraniens aux finesses de la cryptographie. D'autres Américains seraient affectés à des installations « sûres, d'accès contrôlé, sans fenêtres », conçues pour abriter tout le matériel du plan Ibex en Iran (16). Le contrat Rockwell prévoit bien que le personnel iranien prendra dans un proche avenir la responsabilité des opérations. La plupart des experts pensent toutefois qu'il faudra beaucoup de temps avant que les Iraniens puissent maîtriser les connaissances techniques nécessaires.

De nombreux « mercenaires en col blanc » participent aux programmes de production d'armes récemment lancés par certains pays du tiers-monde — Iran, Arabie Saoudite, Egypte, Turquie, Indonésie, Philippines — qui souhaitent, on le sait, implanter sur leur propre sol des usines d'armement modernes afin de réduire leur dépendance à l'égard des fournisseurs étrangers. Cependant, ces nations ne possèdent pas l'infrastructure technologique nécessaire et doivent s'adresser à des pays développés (17). Des firmes européennes et américaines ont donc passé d'énormes contrats *pour la conception, la réalisation et la gestion*

(5) *The Washington Post*, 25 septembre 1975.
(6) *The New York Times*, 1er novembre 1977.
(7) Commission des affaires étrangères du Sénat des Etats-Unis, *U.S. Military Sales to Iran*, 1976, p. X.
(8) Source américaine : déjà citée dans la note 1. Source française : « La Coopération militaire franco-africaine », *Europe Outremer*, avril-mai 1977, pp. 29-48.
(9) Président de la Commission des comptes de la nation (Comptroller General of the U.S.), *Perspectives on Military Sales to Saudi Arabia*, Washington, General Accounting Office, 1977, p. 24.
(10) *Aviation Week and Space Technology*, 1er décembre 1975, p. 56.
(11) « Equipes pour l'assistance technique et l'instruction à l'étranger », op. cit.
(12) *The Economist*, 24 sept 1977.
(13) *Perspectives on Military Sales to Saudi Arabia*, p. 19.
(14) *Aviation Week and Space Technology*, 1976, p. 17.
(15) *The Washington Post*, 12 février 1975.
(16) *Aviation Week ans Space Technology*, 10 novembre 1975, p. 16.
(17) Voir Michael T. Klare : « Technologie, dépendance et armements : la multinationalisation des industries de guerre », *le Monde diplomatique*, février 1977, pages 4-5.



L'IRAN DU REFUS

Puissance et ambiguïtés du mouvement religieux

Par CLAUDE VAN ENGELAND *

« *JE vous en prie, dites en Occident que le régime que nous voulons établir ici n'a rien à voir avec la Libye ou l'Arabie Saoudite.* » En insistant ainsi sur les différences entre l'islam sunnite pratiqué surtout dans le monde arabe et l'islam chiite iranien, les opposants au chah veulent montrer qu'au-delà de leurs divergences religieuses les héritiers spirituels de Omar et de Ali se font une conception différente de la gestion de l'Etat. Ali et les chiites n'ont jamais voulu participer à l'exercice du pouvoir temporel, alors que les califes sunnites cumulaient pouvoir religieux et *pouvoir politique. Le roi d'Arabie Saoudite est souverain à la fois temporel et spirituel.* Lors de la conquête arabe au septième siècle, les Iraniens se sont convertis en masse à l'islam, mais ils ont choisi le *côté du chiite Ali, ce qui était une manière* de montrer leur opposition à l'occupant. Le chiisme, disent les Iraniens, porte en lui les germes de l'opposition à tous les *pouvoirs oppresseurs ; il est la religion* du faible face à ceux qui abusent du pouvoir temporel (1).

Du haut de leur *mambar* (l'équivalent de la chaire), les mollahs comparent souvent les victimes des récentes fusillades aux martyrs de la bataille de Kerbela, au cours de laquelle le chiite Hossein fut massacré par les troupes du calife sunnite. Le drame de Kerbela a marqué toute l'évolution de la pensée chiite. Ce qui fait dire aux partisans du chah que le clergé chiite est incapable de se réaliser politiquement autrement que dans l'opposition.

Le mois arabe de Moharram, au cours duquel a lieu la commémoration du martyre *de l'imam Hossein, correspond cette* année à notre mois de décembre. Comme ce fut le cas pendant le Ramadan, au mois d'août dernier, l'opposition risque *d'être stimulée par cette période d'intense* activité religieuse.

Contrairement à la hiérarchie catholique, qui a gardé très peu de contacts *avec les combats politiques populaires,* le clergé iranien vit en véritable symbiose avec les masses musulmanes qui réclament le départ du chah. Sans doute est-ce le résultat de l'absence de haut clergé : les mollahs n'ont au-dessus d'eux que les ayatollahs. « *Nous sommes l'équivalent de vos cardinaux* », nous disait l'ayatollah Djalili, de Kermanshah. Mais des cardinaux qui mènent une vie d'une surprenante simplicité et qui ne prennent aucune décision sans s'être concertés avec les mollahs et sans avoir pris l'avis de la population. L'ayatollah Sadoughi, un des plus fermes adversaires du chah, habite au cœur d'un quartier populaire accolé au bazar de Yazd. Dans sa maison, les jeunes passent des heures à discuter politique et religion avec lui et les mollahs de la région. C'est cette autogestion qui fait la puissance du mouvement religieux. Mais elle est aussi sa *faiblesse. L'absence* d'un « pape » et de structures de décision organisées empêche toute unité sur un programme d'action précis. Dans chaque ville, *les ayatollahs publient leurs* communiqués sans vraiment tenir compte de ce que disent leurs collègues. Seuls les trois ayatollahs de Ghoum — Shariat *Madari*, Masrashi et Golpaygani — se sont mis d'accord pour signer ensemble leurs elamiehs (proclamations). Cette structure éclatée de la hiérarchie religieuse rend aussi plus difficile la tâche du pouvoir politique. Lorsqu'il devint (pour peu de temps) premier ministre au mois d'août dernier, M. Djaffar Sharif-Emani a essayé de négocier avec l'ayatollah Shariat Madari. Au même moment, d'autres ayatollahs, Ruollah Khomeiny en tête, annonçaient qu'ils ne se sentiraient pas engagés *par les éventuels résultats de ces discussions.*

Le chah et, avant lui, son père ont voulu réduire l'influence du clergé chiite dans la vie sociale, économique et politique *du pays. Mais ils sont tombés dans l'éternel* piège des luttes entre pouvoir spirituel et pouvoir temporel. Plus les Pahlavis ont emprisonné de mollahs récalcitrants, *plus ils ont renforcé dans l'opinion populaire* l'idée que les luttes politiques et religieuses sont indissociables. « *Reza chah était un ingrat,* disent ironiquement les étudiants en théologie, *parce que ce sont les chefs religieux de Ghoum qui lui ont offert la couronne alors qu'il se serait contenté d'un titre de président de la République !* » Déjà, les ayatollahs se méfiaient du modernisme d'un pouvoir républicain.

Il y a quinze ans, le clergé était encore très déconsidéré auprès de beaucoup d'intellectuels. « *J'ai vu un akound chepechou* » (un curé sac à poux), disait-on en faisant allusion à l'aspect physique de bon nombre de vieux mollahs. Mais, *ces dernières années, sont sortis des* universités coraniques de jeunes mollahs dont la formation est souvent supérieure à celle des cadres du régime. Et si les *ayatollahs de l'ancienne génération occupent* encore le devant de la scène politique, c'est que leur prestige auprès du peuple les met à l'abri de la répression politique. *Les options de base du mouvement* sont souvent prises par les jeunes qui encadrent leurs aînés. C'est sur ces nouveaux venus que l'ayatollah Khomeiny compte pour former le fer de lance idéologique de la République islamique, dont il préconise l'instauration. Le régime en est conscient : de tous les opposants arrêtés au lendemain de la proclamation de la loi martiale, seuls quelques-uns restent encore en prison, parmi lesquels Mohammad Moffateh, un jeune mollah teherani dont les discours, pendant le Ramadan à la mosquée Djobah, ont été suivis avec passion par des milliers de jeunes intellectuels.

Persécutions religieuses, rajeunissement *du clergé et « matérialisme sans âme »* d'une société affairiste ont provoqué une renaissance de la pratique religieuse dans toutes les classes sociales. Même certains *hauts fonctionnaires, qui, dans* l'euphorie du boom économique et de l'occidentalisation, s'étaient détournés de l'islam, ont jeûné cette année pendant le Ramadan.

Et les foules qui crient dans les rues : « *Nous voulons un gouvernement musulman* », réclament une intervention directe du clergé dans la gestion de l'Etat : « *Tous les politiciens de ces cinquante dernières années nous ont trahi ! Même sous Mossadegh, la corruption n'avait pas disparu. Seuls les mollahs sauront rester indifférents à l'argent, eux seuls garderont le contact avec le peuple.* » Mais les structures de la République islamique proposée par l'ayatollah Khomeiny restent très floues. Ruollah Khomeiny entend-il devenir président de la République ou bien se bornerait-il, comme il semble le souhaiter, à jouer un rôle de leader spirituel ?

Divergences à propos de la monarchie

IL y a aussi des divergences au sein même du clergé. L'ayatollah Shariat Madari *réclame depuis le début de la crise* l'application de la *Constitution* de 1906 avec son complément de 1907, qui laisse le pouvoir aux laïcs et ne donne aux religieux qu'un droit de regard sur les textes votés par le Parlement. L'ayatollah Shariat Madari a annoncé publiquement qu'il se ralliait aux thèses de l'ayatollah Khomeiny sur la personne du chah, mais il n'a pas dit clairement qu'il acceptait le principe d'une République islamique. Bien qu'il exècre l'actuel souverain, la disparition éventuelle du principe *monarchique l'inquiète. Sa conviction* est partagée par beaucoup d'Iraniens, qui considèrent que la monarchie joue un rôle unificateur et que l'élection d'un *président de* la République rallumerait les rivalités entre les différentes composantes de l'ensemble iranien.

Le drame de l'ayatollah Chariat Madari et des autres opposants modérés provient de l'intransigeance du souverain, qui empêche toute solution de compromis et fait ainsi le jeu de l'opposition la plus *extrémiste. L'application des règles islamiques* à la gestion de l'Etat sera aussi difficile. Par exemple, l'organisation du secteur du crédit. Le dimanche 5 novembre, *des étudiants et des jeunes venus* du bas de la ville ont saccagé les principaux bâtiments commerciaux du centre de Téhéran : agences de voyages, magasins de produits occidentaux et, surtout, banques. En province aussi, depuis un an, les banques sont l'objet de la vindicte populaire.

Le secteur bancaire iranien est presque entièrement privé et ne subit aucun véritable contrôle de la part des pouvoirs publics. Il existe un nombre incroyable *de sociétés de crédit qui pratiquent des* taux d'intérêt que l'inflation de ces dernières années a fait monter en flèche. Beaucoup d'agriculteurs ont été étranglés par des prêteurs sans scrupule, et la cherté du crédit hypothécaire limite à la classe possédante l'accès à la propriété immobilière.

Les musulmans exigent la suppression des taux d'intérêt « *parce que l'islam interdit de gagner de l'argent sur un prêt* ». Si le régime futur voulait pratiquer le « *crédit gratuit* », il devrait retirer tout le secteur financier des mains du capital privé et s'engager sur la voie d'une certaine socialisation de l'économie. Ce *qui risquerait de mécontenter les commerçants* des bazars, grands supports financiers du clergé mais aussi fervents partisans du libéralisme économique.

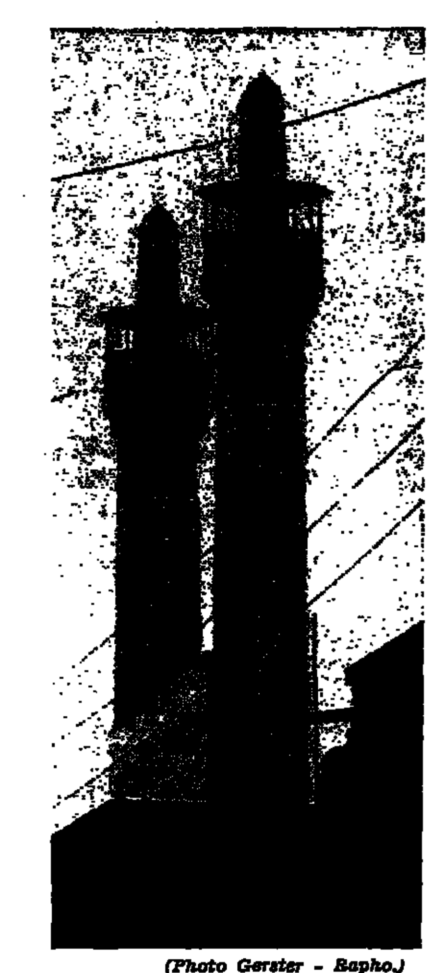
L'ambiguïté de l'opposition islamique tient à une certaine confusion des éléments religieux et socio-économiques. Ces derniers temps, beaucoup de femmes se *sont remises à porter le tchador, ce grand* drap noir que l'on pose sur la tête et qui sert à cacher le visage. Pour ces femmes, le *tchador* est une affirmation publique de leur foi musulmane mais aussi la démonstration de leur volonté de porter un costume national qui se différencie du vêtement occidental prôné par le régime et qui apparaît comme un symbole de toute la politique industrielle de ces dernières *décennies : « Reza chah a ordonné aux femmes d'enlever leur tchador parce que c'était plus pratique pour travailler dans les usines* », dit une étudiante qui se refuse à porter des vêtements « *importés d'Europe ou d'Extrême-Orient* ». Le retour en force du *tchador* a d'ailleurs sauvé de *la faillite des ateliers de tissage qui périclitaient* depuis l'invasion du marché par les vêtements étrangers.

La *révolte* du peuple iranien dépasse le cadre d'un banal soulèvement contre un pouvoir tyrannique. Elle est le refus par une nation entière d'un modèle de développement social et économique qui lui a été imposé de l'extérieur. Les Iraniens rejettent le capitalisme occidental, qui, exporté dans le tiers-monde, révèle sa brutalité surtout dans un pays où l'Etat consacre toute sa puissance à lutter contre la « subversion » et se montre fort complaisant à l'égard des détenteurs du pouvoir économique. En Iran, il y a belle lurette *que le capitalisme ne travaille plus pour* la croissance de l'économie mais pour les intérêts d'une minorité de dirigeants corrompus : pouvoirs politiques et économiques *se sont superposés.*

Toute une philosophie de la croissance est mise en cause. Les grèves ont même touché les aciéries d'Etat à Ispahan, qui sont depuis dix ans la vitrine publicitaire de la « prospérité sociale » offerte par le régime aux travailleurs. De fait, les ouvriers y gagnent mieux leur vie qu'à l'époque où ils travaillaient la terre. Il n'empêche qu'ils ne se sentent pas heureux dans une société qui leur est étrangère. Ils ne comprennent pas pourquoi ils doivent produire de l'acier alors que la production de riz des campagnes est chaque année plus déficitaire.

« *Je vous promets la grande civilisation* », avait dit le chah. « *L'Iran est le Japon du Proche-Orient* », avaient dit les économistes. Aujourd'hui même, si Mohammad Reza Pahlavi se maintient encore au pouvoir sous la protection de ses généraux, tous ses rêves de croissance économique accélérée se sont effondrés.

Sur une société avec son passé et ses traditions, le chah a voulu greffer un *mode de développement étranger. La* réaction de rejet est violente. Et si les religieux recueillent aujourd'hui les fruits politiques du mécontentement populaire, *c'est parce qu'ils ont réellement soutenu* le peuple iranien dans son combat pour les libertés politiques et pour l'avènement d'une société qui ne soit pas inféodée aux grandes puissances.



(Photo Gerster - Rapho.)

CONTRE UNE MINORITE DE DIRIGEANTS CORROMPUS

* Journaliste à la radio-télévision belge francophone.

(1) Voir « Islam et politique », dans le numéro d'août 1977 du *Monde diplomatique.*

---

de nouvelles usines d'armement à l'étranger. Le plus ambitieux de ces programmes, actuellement en cours de réalisation, est celui de l'Organisation arabe industrielle, mis en place en 1975 par l'Arabie Saoudite, le Qatar, l'Egypte, le Koweït. Ces derniers mois, l'O.A.I. a signé des contrats avec plusieurs sociétés britanniques et françaises pour la production d'une vaste gamme de matériel militaire lourd en Egypte. On peut citer :

— le missile antichar Swingfire, de la British Aerospace, qui sera produit par un groupe nouveau l'Arab-British Dynamics ;

— l'hélicoptère Lynx, de Westland, ainsi que le moteur Gem de Rolls-Royce. Une nouvelle compagnie, l'Arab-British Engine Co, a été créée à Helwan pour produire les moteurs (18) ;

— l'avion d'appui Alpha-Jet de Dassault-Breguet/Dornier. L'O.A.I. espère aussi fabriquer le Mirage-2000 de Dassault ;

— le moteur Larzac de la SNECMA/Turbomeca, utilisé pour l'Alpha-Jet. La SNECMA, Turbomeca et l'O.A.I. ont créé conjointement une société qui doit produire le réacteur M53 de la SNECMA lorsqu'il sera décidé de fabriquer sur place le Mirage-2000 (19).

Tous ces projets supposent *l'intervention* d'un grand nombre d'ingénieurs et de techniciens pour former et assister le personnel égyptien, et cela pour une longue période.

En cas de conflit...

EN plaçant leur personnel à des postes-clés de l'organisation militaire, certaines grandes puissances pourraient être entraînées dans des conflits qui, sans cela, seraient restés purement locaux.

Ces techniciens s'occupent, en effet, dans le pays d'accueil, de tâches essentielles au centre nerveux de la machine de guerre qui figurerait parmi les premières cibles en cas de conflit. Dans une telle hypothèse, la Maison Blanche serait soumise à de fortes pressions en faveur d'une action résolue pour protéger les ressortissants américains et leurs familles (qui accompagnent généralement les « mercenaires en col blanc » dans leurs missions de longue durée).

En l'absence d'engagement direct dans un conflit local, la présence des étrangers peut provoquer des tensions dans les relations internationales. Cet aspect du problème a été explicitement reconnu par la commission des affaires étrangères du Sénat dans son étude sur la vente d'armes à l'Iran : « Les Etats-Unis, ayant vendu à l'Iran une grande quantité d'armes perfectionnées, se sont engagés à un soutien massif et accru dans la prise en charge de ce matériel, c'est-à-dire l'obligation tacite et néanmoins réelle de former des cadres iraniens et de fournir le soutien logistique de ce matériel pour toute la durée prévue de son fonctionnement. » Les Etats-Unis, toujours selon ce rapport, ne peuvent donc pas se permettre « d'abandonner, de réduire considérablement, ni même de modifier les programmes d'armement sans créer une crise grave dans les relations américano-iraniennes ». En raison de l'importance de la présence américaine, ne pas rapatrier les techniciens américains en cas d'attaque lancée par l'Iran contre l'un de ses voisins serait interprété par tous les intéressés comme « un soutien implicite de son action », conduisant vraisemblablement à des représailles contre les Etats-Unis (20). Ce serait également vrai, évidemment, pour les programmes français et britanniques en Afrique et au Proche-Orient.

Reste l'épineux problème du racisme, ce que le département d'Etat appelle les « conflits interculturels ». Sentiment d'infériorité dans la population du pays hôte, à l'égard de laquelle les techniciens étrangers éprouvent parfois un certain mépris : la combinaison de ces deux attitudes forme un cocktail explosif.

Une illustration en fut donnée lors de l'incident qui se produisit à Ispahan (Iran) en 1970 : cent-quarante pilotes-instructeurs américains de la compagnie Bell Helicopter furent mis à pied après avoir déclenché une grève pour protester contre des conditions de travail qu'ils jugeaient intolérables. Ils critiquaient l'absence d'infrastructures pour leurs loisirs (la plupart des employés de la Bell, des célibataires, se sentaient mal à l'aise au sein d'une communauté musulmane traditionnelle et orthodoxe) mais critiquaient aussi le mauvais niveau des élèves pilotes iraniens : deux instructeurs américains accompagnant des pilotes iraniens avaient été tués en vol dans une collision qui, selon les Américains, aurait pu être évitée si leurs élèves avaient été suffisamment expérimentés. Par ailleurs, l'exubérance et le solide penchant pour la boisson des Américains étaient vus d'un très mauvais œil par les Iraniens. Ces derniers condamnèrent la grève et demandèrent aux instructeurs grévistes de quitter le pays. La Bell parvint à réembaucher certains de ses employés licenciés, et fit un gros effort pour l'infrastructure de loisirs, mais cet incident altéra les relations américano-iraniennes et, selon la compagnie, retarda d'au moins un an, ses programmes de formation (21).

Si de telles tensions « interculturelles » semblent pouvoir être atténuées par une meilleure organisation, un autre problème semble, lui, plus *difficile à résoudre. C'est celui des* droits de l'homme, et du soutien accordé à des gouvernements autoritaires dans certains pays. Bien des armes ont été utilisées, en Iran par exemple, pour réprimer les manifestations *étudiantes ou religieuses, et le soutien continu* des Etats-Unis à l'armée iranienne ne peut être vu par l'opposition que comme une approbation de l'ordre établi. En conséquence, selon les termes du rapport du Sénat, « l'anti-américanisme pourrait devenir un grave problème en cas de changement de gouvernement » (22). Les groupes d'opposition en Iran ont en effet demandé à maintes reprises le départ du personnel militaire étranger et, en septembre 1978, un engin explosif fut lancé sur deux autobus qui ramenaient chez eux des ingénieurs britanniques de retour du travail sur une base iranienne (23).

En dépit des risques et des problèmes soulevés par la coopération militaire à l'étranger, les engagements de cette nature se développent à une vitesse extraordinaire. Le président Carter a ainsi décidé que les programmes d'assistance technique ne tombaient pas sous le coup des nouvelles lois concernant les ventes d'armement (24). Comment expliquer une politique aussi périlleuse ? L'argent est une motivation essentielle, certes, surtout depuis que le coût des importations de pétrole n'a cessé d'augmenter. Mais d'autres considérations sont à prendre en compte. « Plus l'Arabie Saoudite dépendra du personnel technique américain », *nous a confié en privé un membre du département* d'Etat, « mieux nous contrôlerons sa politique militaire ». L'ancien secrétaire d'Etat William P. Rogers ne voulait pas dire autre chose quand il affirmait en 1973 qu'il lui semblait *peu probable que les Saoudiens* prêtent leur aviation (entièrement *fournie* par les Américains) à des pays arabes en guerre contre Israël : « Le prêt de ces avions ne tarderait pas à causer d'immenses problèmes, car ces appareils *ont* besoin de pièces de rechange et d'un entretien que seuls les experts américains sont capables d'assurer » (25). Si Washington a placé des Américains à des postes-clés dans l'infrastructure militaire de ces pays, c'est parce qu'il espère pouvoir exercer un droit de veto sur leurs activités militaires et contrôler toute opération qui tendrait à remettre en question la stratégie globale des Etats-Unis. L'attitude de la France et de la Grande-Bretagne à *l'égard de leurs anciennes colonies* en Afrique et au Proche-Orient relève de la même logique.

Certains observateurs y voient des visées *plus ambiteuses encore : exercer une influence* non seulement sur les opérations militaires, mais aussi sur une gamme plus étendue des affaires politiques. Cette hypothèse se vérifie particulièrement dans le cas de l'Arabie *Saoudite, où les fonctionnires américains ont* été invités à prévoir des plans à long terme pour l'expansion et la modernisation de toutes les forces armées du pays. En proposant une infrastructure moderne, technologiquement avancée, *dépassant les capacités d'encadrement* technique des Saoudiens, les planificateurs américains se sont assuré la dépendance accrue de l'Arabie Saoudite sur le plan de la technologie militaire et sa plus grande sensibilité aux *pressions* politiques. D'autres experts américains ont été chargés de construire pour 17 milliards de dollars de routes, ports, hôpitaux, écoles, installations de télécommunications, etc, ainsi que la fameuse « cité militaire du roi Khaled », camp pour les troupes saoudiennes à construire en plein désert près de Ryad. Coût : 6,5 milliards de dollars (26). La réalisation de ces projets, notait en 1977 la Commission des comptes de la nation déjà citée, « augmente la durée probable de l'assistance américaine ». Ainsi semble assurées « une présence et une influence américaines permanentes en Arabie Saoudite », ce qui « pourrait être essentiel pour les *objectifs* de la sécurité américaine » (27).

Bien que la commission n'ait pas précisé de quels objectifs de sécurité il s'agit, il n'est pas difficile de mesurer les avantages qui résulteraient de l'exercice d'une telle influence sur les activités militaires d'une nation. Ce moyen de pression pourrait être utilisé pour décourager des aventures militaires hasardeuses ou indésirables, pour dicter les termes d'un cessez-le-feu en cas de conflit ou pour s'opposer au renversement du gouvernement en place.

Mais, comme toute forme d'ingérence, ce type particulier de coopération *technique* peut susciter l'hostilité d'une partie du public à l'égard des gouvernements en place.

Compte tenu des risques qui naissent de *cette présence croissante de « mercenaires en col blanc »* à l'étranger, les instances nationales et internationales seront un jour conduites à lier ce problème à celui *de* la restriction des ventes d'armement. Le Congrès *des États-Unis, qui a imposé des restrictions* assez sévères sur les ventes d'équipements militaires à l'étranger, n'en a introduit aucune sur la vente des services. Or le commerce de tels services comporte, de toute évidence, autant *de* risques que le commerce des armes lui-même, et l'un ne peut exister sans l'autre. Espérer trouver une solution rapide à tous ces problèmes ne serait pas réaliste, mais on peut souhaiter qu'une prise de conscience *internationale* conduise les responsables des pays concernés à mesurer les risques aussi bien que les avantages de ces transactions.

MICHAEL T. KLARE.

(18) *Flight International*, 24 juin 1978, p. 1928 ; *Milavnews*, septembre 1977, p. 5.
(19) *Aviation Week and Space Technology*, 14 août 1978, p. 9.
(20) *U.S. Military Sales to Iran*, p. X.
(21) *The New York Times*, 8 septembre 1975.
(22) *U.S. Military Sales to Iran*, p. X.
(23) *The Washington Post*, 9 septembre 1978.
(24) Voir Michael T. Klare : « M. Carter et la limitation des livraisons d'armes à l'étranger », *le Monde diplomatique*, novembre 1977, pp. 1 et 4.
(25) Loi de 1973 sur la coopération et le développement mutuels, auditions du 93e Congrès, 1re session 1973, p. 262. Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants (Mutual Development and Cooperation Act of 1973).
(26) *The Washington Post*, 11 mai 1978.
(27) *Perspectives on Military Sales to Saudi Arabia*, p. 10.

La Chine

LES NOUVELLES VOIES DU DÉVELOPPEMENT

Par PATRICK TISSIER *

A LA fin du premier semestre 1978, les résultats économiques de la République populaire de Chine paraissent bons, en particulier dans le domaine industriel ; la croissance de l'économie s'engage à un rythme élevé (voir le tableau ci-dessous).

Les résultats agricoles sont beaucoup moins bons à cause d'une sécheresse persistante, ce qui entraîne des importations massives de céréales pour la deuxième année consécutive (plus de 10 millions de tonnes livrées entre janvier 1977 et août 1978).

La direction chinoise a élaboré (voir *le Monde diplomatique*, mars 1978) un programme de développement en dix ans (1976-1985) synthétisé dans deux objectifs : 60 millions de tonnes d'acier en 1985 (26 millions en 1977) et 400 millions de tonnes de céréales (243 millions selon la F.A.O., ou 285 millions selon les sources américaines en 1977). Ce programme constitue une étape décisive dans la réalisation des quatre modernisations de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale et des sciences et techniques demandées par Chou En-lai en 1975 et rappelées au XI[e] congrès du parti communiste (août 1977) pour faire de la Chine une grande puissance avant la fin du siècle. La réalisation de ces objectifs exige un assainissement général de l'économie visant à accélérer le rythme de développement (le président Hua Kuo-feng prévoit une hausse annuelle de 4-5 % de la production agricole et de 10 % de la production industrielle de 1978 à 1985). Ce choix, accompagné d'une lutte politique intense (1), entraîne une liquidation progressive des caractères originaux de la *« voie chinoise de développement »*. Les conférences économiques qui se sont succédé cette année, en particulier pendant l'été, marquent un tournant considérable de la politique économique chinoise.

A la priorité accordée au travail politique, la conférence nationale sur les finances et le commerce, tenue en juin-juillet 1978, a clairement substitué des méthodes purement économiques, légitimées par l'existence de *« lois économiques objectives »* dites *« indépendantes de la volonté humaine »*.

Dès lors, le travail financier et commercial est appelé à jouer un rôle décisif dans le développement économique. L'*« extension de la sphère des échanges »*, présentée comme le *« résultat du développement de la spécialisation du travail et de la coopération entre les différentes branches »*, a simplement été constatée lors de cette conférence, et aucune interrogation n'a porté sur la nature et les conséquences de cet approfondissement de la division du travail. Cette thèse de l'extension des rapports marchands a permis au président Hua Kuo-feng de réclamer des *« exigences plus strictes pour le calcul et le contrôle économiques »* ; ce qui implique, dans sa logique, une bonne utilisation de la loi de la valeur pour *« obtenir les meilleurs résultats au moindre coût »*. Le ton est donné : la rentabilité est le critère central pour juger de la marche de chaque unité de production ou de services. Ainsi il soulignait l'importance du critère du profit et du rétablissement de l'autonomie des entreprises, réclamant des *« méthodes de gestion scientifiques et avancées »* ; entendons non seulement des méthodes utiles comme la comptabilité, mais aussi des méthodes purement capitalistes fondées sur la recherche de la rentabilité et de la productivité du travail maximales (c'est pourquoi de nombreux étudiants chinois vont venir étudier la gestion dans les universités occidentales) (2).

Les départements financiers et commerciaux sont invités à favoriser la création de bases de céréales marchandes (3), de fermes d'Etat mécanisées, de bases de cultures industrielles, d'élevage et de pisciculture. Tout en rappelant la nécessité d'une autosuffisance alimentaire des provinces, la politique actuelle s'efforce de constituer des pôles locaux de développement dans le cadre des six grandes régions économiques (4) ; à cet effet, les fonds d'Etat et le matériel moderne seront accordés en priorité à certaines localités. Cette nouvelle approche repose sur une spécialisation relative des régions selon leurs dotations naturelles.

L'établissement d'ensembles agricoles et industriels intégrés non seulement au niveau des provinces mais aussi des districts, voire des communes, n'est plus recherché. L'interprétation du mot d'ordre central *« prendre les céréales pour axe »* a été révisée : désormais, il s'applique à la situation d'ensemble du pays et ne signifie plus que chaque unité rurale doive prendre les cultures céréalières comme tâche principale, quelles que soient les conditions locales. Cette orientation est choisie au nom de l'efficacité économique, et les conséquences de cette stratégie nouvelle n'ont pas été discutées dans les récentes conférences. Des bases sont déjà popularisées : la ligue (5) de Payennaoerh de Mongolie-Intérieure a décidé de transformer 402 000 hectares de terre arable et 670 000 hectares de terre vierge près du fleuve Jaune en zone de céréales marchandes. Dans le Kirin, dont le centre est déjà une des douze bases de céréales marchandes du pays, vingt-huit districts sont choisis ; ils comprennent 60 % de la population de la province et 75 % de la terre cultivée, et produisent 80 % de la production provinciale de céréales ; les autorités du Kirin leur ont alloué les quatre mille tracteurs fournis par l'Etat. Dans le même esprit, des bases de cultures sucrières sont programmées sur 134 000 hectares du Heilongkiang, du Sinkiang, du Kouangtong et du Yunnan, où il est prévu d'édifier cent « districts de base ».

Dans tous ces cas, les déséquilibres régionaux inhérents à de tels choix ne sont pas examinés. Situation d'autant plus grave que ces déséquilibres sont déjà extrêmement profonds ; *le Monde* du 28 septembre 1978 en a donné un exemple saisissant pour le Koueitcheou : dans les villages montagneux de cette province, la ration individuelle de céréales est de 2 kg par mois, alors que, dans une ville comme Canton, chacun reçoit des bons pour 15 kg de céréales par mois. Un adulte de ces villages pauvres gagne environ 4,50 yuans par mois, alors que le salaire ouvrier moyen dans les villes dépasse 60 yuans ; écart considérable, même si le paysan peut couvrir une partie de ses besoins alimentaires grâce à son lopin et à quelques animaux.

LA CROISSANCE DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL
(en pourcentages)

	1976	1977	Premier semestre 1978 par rapport à la même période de 1977
Valeur de la production industrielle	4 %	14 %	24 %
Charbon	3,5 %	10,2 %	19,7 %
Pétrole brut	10 %	8 %	11 %
Acier	—20 %	13 %	67 %
Acier laminé			60 %
Electricité	9 %	9,8 %	17,7 %
Exportations		8,2 %	28 %
Importations		7,3 %	60 %

D'autre part, les départements financiers sont appelés à jouer un rôle déterminant pour encourager la rentabilité et l'accumulation de fonds. Comme l'a demandé M. Hou Kiao-mou, président de l'Académie des sciences sociales, il faut revenir à la situation d'avant la révolution culturelle quand *« nos banques d'Etat, par le biais du crédit et de l'affectation de fonds, stimulaient et supervisaient les entreprises d'une manière efficace »* (6). Les entreprises ayant accompli le meilleur travail de gestion recevront des récompenses matérielles ; désormais, le système de responsabilité économique s'applique non seulement aux individus, mais aussi aux unités de toutes sortes. Une préférence semble accordée aux relations entre l'Etat et les entreprises, alors qu'auparavant les relations Etat-provinces étaient privilégiées (7). La centralisation renforcée de la planification s'accompagne de l'établissement de rapports contractuels entre toutes les unités (non seulement entre les compagnies industrielles, les grandes usines, mais aussi entre les communes, les ateliers, les brigades et même les équipes de production), réduisant ainsi le champ de la gestion administrative. La conception financière de l'accumulation explique le regain d'activité de la banque qui ne se contente plus de collecter l'épargne urbaine et rurale, de distribuer les fonds salariaux et une partie des investissements dans la construction de base.

Le travail économique, occupant une place de plus en plus importante, réclame un grand nombre d'experts. Or la majorité des cadres se trouvent dans le parti ; aussi celui-ci tend-il à devenir une organisation de spécialistes, ce qui est accentué par la décision prise cet été d'absorber dans le parti un grand nombre de scientifiques et de techniciens.

Changements profonds dans l'agriculture

AU cours de la conférence agricole la plus importante de l'été, consacrée aux travaux d'infrastructure (du 22 juillet au 1[er] août), le vice-premier ministre Li Sien-nien a présenté un vaste programme en cinq points :

— une augmentation importante des investissements de l'Etat et des autorités locales dans l'agriculture ; il faut suivre l'exemple du Kiangsou : 70 % des recettes de la province et 80-90 % des recettes des préfectures et districts sont dépensées dans l'agriculture ;

— une élévation des crédits agricoles avec la réapparition de la banque agricole (dont il n'était plus question depuis 1963) chargée, entre autres, de mieux mobiliser l'épargne rurale ; l'Etat va, par ailleurs, offrir des prêts spéciaux à long terme et à faible taux d'intérêt ;

— la réduction de l'écart entre les prix des produits agricoles et industriels ;

— l'amélioration de la qualité des produits industriels destinés à l'agriculture (à lier aux normes strictes imposées aux usines) ;

— le développement des entreprises communales, mais avec une orientation radicalement nouvelle : ces unités doivent être incluses dans des rapports de sous-traitance avec l'industrie urbaine et ne plus chercher à être relativement complètes. Il est significatif que, depuis quelques mois, la politique de développement des *« cinq petites »* industries (énergie, acier, engrais, matériel, ciment) dans des districts ne soit plus mentionnée (8). Tout en étant peu taxée par l'Etat, l'industrie rurale est soumise au contrôle renforcé des autorités centrales et locales ; sa production, son approvisionnement et la commercialisation de ses produits seront rigoureusement planifiés.

Dans le domaine de la mécanisation agricole, les changements sont particulièrement nets. Cette industrie est totalement réorganisée grâce à une centralisation du matériel (et, parallèlement, une perte de pouvoir économique des communes et brigades de production), une spécialisation des usines et ateliers, l'obligation faite aux entreprises d'être rentables (c'est une application de la stratégie des pôles de développement). La standardisation est menée à grande allure ; il est vrai que beaucoup de tracteurs sont de mauvaise qualité en raison de leur obsolescence, de leur sur-utilisation (leur taux d'utilisation est quatre fois celui du Japon) et de leur mauvais entretien, alors que le pays est sous-équipé : 10 % de la terre labourée avec tracteurs, un motoculteur pour quatre cents foyers (au Japon, 80 % des familles paysannes en ont un). Il est nécessaire de remédier à ces failles, mais les mesures prises aujourd'hui éliminent les traits originaux du développement chinois : les réformes de Mao Tse-toung étaient animées par l'idée que chaque paysan doit maîtriser techniquement son matériel, que l'industrialisation ne doit pas entraîner une urbanisation croissante, l'exode rural, la centralisation excessive et, en fin de compte, la réduction du travailleur à l'état d'automate. Actuellement, la nouvelle direction s'inspire des voies empruntées par d'autres pays : parallèlement au regroupement des stations de machines des communes au niveau des districts, il est prévu un fort accroissement des stations de machines agricoles d'Etat ; dans l'article précédemment cité, M. Hou Kiao-mou propose de prendre exemple sur la gestion et le mode de production agricoles des Etats-Unis. Reprenant la politique d'avant la révolution culturelle, les dirigeants demandent d'établir un district mécanisé modèle dans chaque province, celui-ci constituant un pôle local. Enfin, les opérateurs du matériel, dès lors distincts des paysans, sont spécialement formés et passent un test de qualification. Une mesure semblable a été une source de différenciation sociale profonde dans les campagnes soviétiques à l'époque stalinienne.

En janvier 1978, le vice-premier ministre Yu Tsieou-li (qui est aussi président de la commission du plan d'Etat) a prévu une augmentation de 70 % du nombre de tracteurs (surtout ceux de plus de 15 CV) pendant les deux années à venir (le nombre des motoculteurs n'augmentant que de 36 %) ; or, la plupart des gros tracteurs ne peuvent être pleinement utilisés que dans les grandes fermes d'Etat concentrées dans le nord-est et le nord-ouest. Quant aux unités collectives rurales, elles se procureront du matériel en augmentant leurs fonds propres, d'où la campagne actuelle pour développer leur industrie, diversifier leur économie en accordant une plus large place aux cultures de rapport (coton, légumes) et alléger les charges pesant sur les paysans, qui sont invités à se consacrer aussi à leurs lopins et à mener des activités familiales (à lier à l'essor des foires rurales).

Enfin se poursuit un assainissement de la gestion communale, notamment de la *« gestion du travail »* pour éviter tout gaspillage de la main-d'œuvre ; cela doit être entendu dans le sens de la recherche d'une plus grande productivité : accomplir la même quantité de travail ou davantage avec la moitié de la force de travail utilisée précédemment. Pour ce faire, il faut employer la main-d'œuvre rationnellement et de manière unifiée, renforcer la direction organisationnelle, insister sur l'efficience, multiplier les systèmes de primes. Aussi, comme l'a demandé le séminaire des économistes chinois dont a rendu compte l'agence Chine nouvelle le 17 octobre 1978, l'exemple de la brigade de Tatchai en ce qui concerne le mode de rémunération (qui accorde une large place au facteur politique) doit se limiter... à Tatchai, les intervenants marquant leur préférence pour le système des quotas de production fixes et de calcul des points-travail sur la base du travail accompli.

Remise en ordre dans l'industrie

L'INDUSTRIE légère offre un bon exemple des réorganisations en cours ; dans les villes grandes et moyennes, sont établies des compagnies industrielles spécialisées. L'objectif est une plus grande spécialisation de la production et une plus forte concentration. Cela implique une structure de plus en plus hiérarchisée du pouvoir et, par là même, une perte du contrôle des ouvriers sur leur production (contrôle plus ou moins direct qui a existé à la fin des années 60 et au début des années 70). Une gestion unifiée des entreprises d'importance nationale est établie, tout en cherchant une auto-suffisance des provinces en produits d'usage courant là où les matières premières sont disponibles. La stratégie des pôles de développement se retrouve ici, car il faut prendre appui sur les anciennes usines côtières et les unités intérieures les plus importantes pour stimuler la production.

Même évolution dans l'industrie mécanique : en janvier dernier, les usines « complètes », grandes ou petites, ont été remises en cause. Cette réorganisation a commencé dans les industries de l'automobile et du matériel agricole selon une spécialisation par province et une coopération interprovinciale. Chaque province ne produit plus la totalité de l'équipement dont elle a besoin ; la centralisation de la production se traduit par la constitution de grandes usines chargées du gros matériel standardisé et l'établissement de petites usines spécialisées dans les pièces détachées. La municipalité de Pékin a déjà placé cent quarante-quatre usines de matériel, préalablement gérées par des districts, sous la direction du département municipal de l'industrie mécanique et les a organisées en neuf corporations et onze usines générales. Une réorganisation analogue s'est produite à Changhaï. Une corporation est établie pour le nord-ouest ; dans le nord, un approfondissement considérable de la division du travail a été décidé : Tientsin et le Hopei pour les châssis de tracteurs, Pékin pour les moteurs, pompes et robinets à huile, le Chansi pour les engrenages, le Chansi et la Mongolie-Intérieure pour les accessoires.

Ces réformes industrielles s'accompagnent d'une série de bouleversements dans l'organisation du travail. Les directeurs d'usine retrouvent tout leur pouvoir, et le comité du parti s'engage toujours plus dans le travail économique. A l'exemple des autres pays « socialistes », l'initiative ouvrière est canalisée dans des organes soigneusement contrôlés, pendant que sont lancés des appels à l'ordre et à la discipline. Le vice-premier ministre Teng Hsiao-ping a été clair sur ce point dans son discours du 11 octobre au IX[e] congrès de la Fédération des syndicats de Chine : *« Les entreprises doivent pratiquer le système de responsabilité des directeurs sous la conduite du comité du parti, et instituer un puissant organisme directeur chargé de la production. Le syndicat, de son côté, a pour mission d'éduquer ses membres pour qu'ils soutiennent cette direction administrative hautement centralisée et préservent la grande autorité de cet organisme directeur »* (9).

Il faut aussi renforcer le niveau technique des ouvriers, tâche urgente puisque environ les deux tiers d'entre eux ont commencé à travailler après 1968 et que beaucoup n'ont pas reçu de formation technique ; en outre, la plupart des ingénieurs et techniciens ont des connaissances datant des années 50 et du début des années 60. Désormais, des examens permettront de définir la qualification professionnelle de chacun, et le résultat de l'examen deviendra l'un des critères de qualification et d'augmentation des salaires ; des plans de formation (contrats ouvriers expérimentés-apprentis ; stages d'études pour les nouveaux) seront élaborés dans les usines ; des primes récompenseront les ouvriers pour leurs innovations techniques. Les ingénieurs et techniciens doivent retrouver leur position dominante dans l'organisation du travail industriel et, pour ce faire, sont prévus la révision des critères de classement d'échelons, l'établissement d'un système de responsabilité technique et la remise en vigueur du poste d'ingénieur en chef dans l'usine.

Une réforme salariale est prévue, à la suite du rétablissement du système de fixation des échelons de salaires selon la compétence professionnelle et le rendement personnel, du système de promotion professionnelle grâce à des examens techniques. Les salaires ne seront plus limités à huit échelons, et les travailleurs les plus compétents connaîtront une promotion rapide en sautant des échelons. L'échelle des salaires ne sera plus déterminée par branche, mais en fonction du travail effectif des ouvriers. Cette mesure renforce une gestion véritablement étatique de la main-d'œuvre industrielle.

La plupart de ces mesures sont synthétisées dans la décision en trente points sur l'industrie d'avril 1978 qui s'inscrit dans la continuité de la décision en soixante-dix points de 1961 (critiquée et abolie de fait pendant la révolution culturelle) et de celle en vingt points préparées sous les auspices du vice-premier ministre Teng-Hsiao-ping et critiquée par les « quatre » en 1976 (10).

La Chine ne peut pas réaliser son ambitieux programme à un rythme accéléré sans recourir de manière croissante au commerce extérieur. Selon les nouvelles orientations, les entreprises sont autorisées à importer techniques et équipements en payant avec leur production ; des régions et des usines se spécialisent dans la production pour l'exportation. Ainsi l'économie chinoise s'insère toujours plus profondément dans la division internationale capitaliste du travail. De surcroît, les échanges extérieurs doivent jouer un rôle régulateur pour permettre des ajustements sur le marché intérieur.

Compter sur ... le commerce extérieur

L'AGENCE Chine nouvelle du 8 juillet 1978 indiquait : *« Plusieurs pays ayant des ressources naturelles insuffisantes et une technologie arriérée ont choisi de rattraper leurs déficiences en développant le commerce extérieur. En conséquence, ils ont réussi à développer plus rapidement leur économie nationale et à faire prospérer leur marché intérieur. (...) Tous les pays, à moins qu'ils ne choisissent de rester arriérés, doivent commercer avec d'autres pays pour aider à satisfaire leurs besoins mutuels grâce au commerce extérieur... »* La direction actuelle opte ainsi pour une spécialisation internationale selon la dotation en ressources de chaque pays, exposant une conception réputée neutre des *« gains du commerce extérieur »*. Des prêts croissants sont accordés à l'industrie d'exportation. A la fin de 1977, les comités révolutionnaires locaux pouvaient conserver 15-20 % de leurs recettes d'exportation ; ce chiffre passa à 20-30 % en janvier 1978, et la gamme des produits à exporter a été étendue. Le même mois, le gouvernement doubla le montant de devises étrangères alloué à chaque entreprise autorisée à acheter des produits étrangers. Plus de 2 000 usines ont reçu des prêts bancaires en devises fortes, annonçait l'agence Chine nouvelle le 19 septembre dernier.

La Chine paraît s'inspirer des exemples de stimulation des exportations fournis par de nombreux pays d'Asie du Sud-Est, ces derniers fournissant avant tout une main-d'œuvre à bon marché et les pays capitalistes développés les équipements et les capitaux. La presse chinoise affirme : *« Les facteurs importants du développement économique rapide et réussi de certains pays, après la seconde guerre mondiale, furent l'accroissement vigoureux du commerce extérieur, l'exportation de grandes quantités de produits partout où* (cela était) *possible et l'importation de technologie avancée et de grandes quantités d'équipement. »* (agence Chine nouvelle, 8 juillet 1978) (11). Rien n'est dit sur la dépendance inhérente à cette voie (avec, avant tout, endettement croissant envers les pays les plus riches) et sur ses conséquences à l'intérieur du pays.

Cette orientation implique inévitablement le recours à des emprunts auprès de pays étrangers ; ainsi la Chine entre progressivement dans ce véritable « cercle infernal », malgré la réticence verbale des dirigeants qui ont toujours préféré les paiements différés. Comment pourraient-ils se passer des crédits étrangers ? Pendant la période 1973-1977, les importations d'usines complètes et de matériel se sont montées à 2,78 milliards de dollars (dont près de la moitié pour la seule année 1973) ; pendant le premier semestre 1978, plus de 5 milliards de dollars d'engagements financiers ont été passés pour ce type d'importations ; à la fin de l'année, les contrats pourraient atteindre le chiffre de 20 milliards de dollars (12). Il n'est plus suffisant de recourir aux méthodes indirectes actuelles, car les emprunts inter-bancaires sont à court terme et les crédits de fournisseurs sont liés à un projet précis. On note déjà deux dépôts de banques britanniques pour aider au financement des accords passés avec la Grande-Bretagne, et l'intention de faire un premier emprunt sur le marché international des capitaux (*le Monde* du 3 octobre 1978).

La Chine du Sud prend les mesures les plus audacieuses pour se procurer des devises (inviter les paysans à attraper des tortues pour les vendre en France, organiser des visites touristiques pour les résidents de Hongkong, etc.) ; surtout, des entreprises conjointes travaillant pour l'exportation sont établies par les autorités provinciales et les Chinois d'outre-mer, de Hongkong et de Macao. La région de la gare frontière de Schum-Chun va devenir un lieu d'entreprises conjointes d'exportation ou une zone de transformation en vue de l'exportation.

La société japonaise Itoman a passé un contrat avec la Corporation natio-

* Université de Paris-X.

(1) Cette lutte politique a commencé en octobre 1976 avec l'élimination de la « bande des quatre », expression désignant quatre dirigeants du parti communiste, Kiang Tsing, Tchang Tchouen-kiao, Yao Wen-yuan et Wang Hong-wen.

(2) Le discours du président Hua Kuo-feng à cette conférence a été traduit dans *Pékin Information*, n° 30, du 31 juillet 1978.

(3) Les céréales marchandes sont celles livrées à l'Etat ainsi que celles vendues par les communes, une fois leurs besoins couverts.

(4) Les six grandes régions ont été indiquées par le vice-premier ministre Yu Tsieou-li dans son discours à la conférence sur l'industrie, le 4 mai 1977. Ce sont les suivantes : 1) Pékin, Tientsin, Hopei, Chansi, Mongolie-Intérieure ; 2) Liaoning, Kirin, Heilong-kiang ; 3) Chensi, Kansou, Tsinghai, Ninghsia, Sinkiang ; 4) Changhai Chantong, Kiangsou, Anhouei, Tchekiang, Foukien, Kiangsi ; 5) Honan, Houpei, Hounan, Kouangtong, Kouangsi ; 6) Setchouan, Koueitcheou, Yunnan, Tibet.

(5) La « ligue » est une unité administrative particulière à la Mongolie.

(6) *Quotidien du peuple* du 6 octobre 1978, dont des extraits ont été publiés dans les *Cahiers de la Chine nouvelle*, n° 2996, du 30 octobre 1978.

(7) Pour Souen Yé-fang, l'économiste le plus critiqué pendant la révolution culturelle et aujourd'hui réhabilité, les rapports Etat-entreprises sont aujourd'hui décisifs. Il réitère sa proposition de 1963 : les fonds d'amortissement doivent être détenus dans leur intégralité par les entreprises qui seront chargées de les gérer (agence Tanyoug, 13 août 1978). Il a écrit un article très important sur le « profit socialiste » dans *Etudes économiques*, n° 9, de 1978, demandant de calculer le taux de profit non sur la base des coûts, mais sur celle de l'ensemble des fonds utilisés : « *Chaque entreprise doit remettre un profit à l'Etat en fonction des fonds qu'elle utilise* (et) *en accord avec le taux de profit moyen courant dans la société.* » Il s'agit de ne plus considérer simplement les fonds circulants et la dépréciation des actifs fixes dans le calcul du profit mais d'y ajouter une très grande partie des fonds fixes (Souen ne donne pas d'indication plus précise).

(8) Pour une analyse détaillée de cette politique de développement, cf. P. Tissier, *La Chine : transformations rurales et développement socialiste*, Maspero, 1976, pages 59-123.

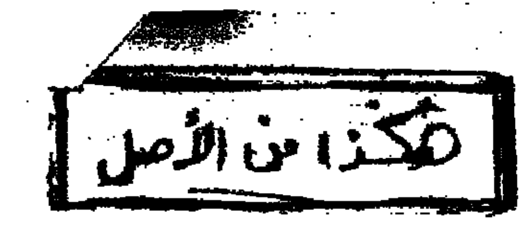
(9) Le texte intégral de ce discours a été traduit dans *Pékin information*, n° 42, du 23 octobre 1978.

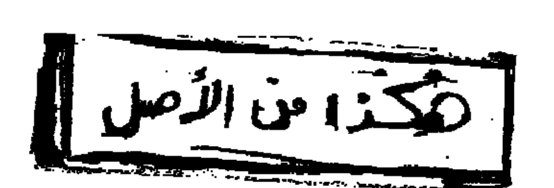
(10) Sur les soixante-dix points, voir *Documents of Chinese Communist Party Central Committee, septembre 1956-avril 1969*, Hongkong, 1971, vol. 1, p. 689 ; sur les vingt points, voir « *A propos de Deng Xiao-ping* », Association des amitiés franco-chinoises, p. 44.

(11) Sur le mode de développement des pays d'Asie du Sud-Est, cf. le dossier du *Monde* du 26 juillet 1978, « le Bond en avant de l'industrie asiatique », et « Une Nouvelle division internationale du travail : mythe ou réalité ? », de P. Tissier, *Communisme*, n° 2, quatrième trimestre 1978 (nouvelle série).

(12) *Far Eastern Economic Review* du 6 octobre 1978.







des ambitions

nale textile d'export-import de Chine pour produire conjointement des textiles dès le début de 1979 ; Itoman fournira du matériel et des experts et importera les produits fabriqués à Changhaï par une main-d'œuvre à bon marché. A la fin d'août, la municipalité de Tientsin s'est déclarée favorable à la transformation et au montage d'articles dans les usines de la région au profit de clients étrangers fournissant les matières premières, les pièces ou les dessins. La société Asian International Electronics de Hongkong a conclu un accord pour le montage à Pékin, avec des composants importés, de cassettes, de chaînes hi-fi et de télévisions couleur.

D'autre part, les Chinois d'outre-mer ont retrouvé la plupart de leurs privilèges antérieurs à 1966 : ils récupèrent leurs villas ; les coupons industriels de rationnement sont supprimés dans leur cas et des magasins de détail sont rouverts exclusivement à leur usage. Surtout, ils sont invités à investir en actions d'entreprises dans le cadre des « corporations d'investissement » du sud de la Chine.

Enfin, la Banque de Chine et douze autres banques chinoises ont décidé d'offrir les mêmes services que les autres institutions financières de Hongkong. Souvent, des sociétés ayant la garantie de ces banques s'associent à des unités étrangères pour entreprendre diverses activités communes ; par exemple, Kin Kwong Investment Corporation et Sun Company, deux sociétés soutenues par la Banque de Chine et la Nanyang Commercial Bank, se sont *associées à deux sociétés de Hongkong*, la Hongkong Land et Jardine Matheson, pour fonder des sociétés immobilières. Les investissements contrôlés par Pékin à Hongkong, *estimés* à 2 milliards de dollars au début de 1978, ont poursuivi leur ascension avec l'achat d'un hôtel de plus de 15 millions de dollars à Happy Valley par l'agence Chine *nouvelle*, d'un terrain de plus de 110 000 mètres carrés pour l'établissement du plus grand chantier de construction de Hongkong, etc.

Ainsi, la Chine s'engage non seulement dans une dépendance technologique croissante envers les pays les plus industrialisés, mais même aussi des activités identiques à celles du capital financier international et dans le même but : rechercher les activités les plus rentables.

Tout en restant une *forme spécifique* de capitalisme d'Etat, la Chine s'inspire du développement d'autres pays comme le Japon et la Corée du Sud. *Certes, elle* va connaître une forte croissance, mais cette évolution fera inévitablement du travailleur (qui n'est pas propriétaire des moyens de *production, qui n'est pas « maître des usines »*, malgré le discours idéologique de la direction) un simple rouage d'une société centralisée et hiérarchisée. *Il sera un « consommateur »* comme en Occident, mais de quelle parcelle de pouvoir disposera-t-il ?

Si certaines mesures sont justifiées pour éviter le mécontentement croissant de la population — dont les intérêts matériels ont été négligés des années *durant*, — la *nouvelle* direction fait l'apologie du système existant, le présentant comme la véritable édification du socialisme, et ne cherche *pas à en souligner les contradictions* (différenciation sociale croissante, faiblesse du pouvoir d'achat et nécessité d'une forte élévation de la demande intérieure, maintien du niveau de l'emploi malgré l'introduction de techniques étrangères, mise en avant des intellectuels, dépendance envers l'extérieur, etc.). Nier le caractère contradictoire du développement, c'est adhérer à un déterminisme économique pur et simple. Alors que Mao Tse-toung demandait de ne jamais *privilégier* unilatéralement un des termes de la contradiction entre le politique et l'économique, actuellement la priorité absolue est accordée à l'économique et l'idée de *« mettre la politique au poste de commandement »* est devenue un mot d'ordre vide de contenu. Les *dirigeants* actuels lui préfèrent le slogan suivant : *« La politique est l'expression concentrée de l'économie »* (13). Une fois de plus, la construction du socialisme est ramenée à une énorme accumulation de marchandises.

PATRICK TISSIER.

(13) Mot d'ordre emprunté à Lénine et interprété au pied de la lettre par la direction actuelle : un développement économique rapide prouve la justesse de la ligne politique.



LA CHARNIÈRE

Par XAVIER LUCCIONI

VOILA *donc Mao Tse-toung ouvertement* sur la touche (1). La situation en est clarifiée. Car il fallait être dur d'oreille pour ne pas entendre aussi, dans les invectives contre la « bande des quatre » *(2)*, la critique du *numéro un* de la révolution culturelle et naïf pour estimer *qu'une telle* époque de bouleversements n'aurait pas ligué contre celui qui l'orchestrait une large fraction de gens parmi les intellectuels mais, également, dans tous les rouages du parti. Bref, les garagistes de la rue Wang Futsing (3) n'ont fait que calligraphier en gros ce *qui s'entendait en Chine depuis deux ans*, et se murmurait depuis plus longtemps encore : Mao s'est trompé.

Ce qui est évidemment nouveau, c'est moins cette affirmation que les raisons qui incitent à mettre ainsi les points sur les i. Pourquoi une telle offensive ? Quel *intérêt trouve-t-on à relancer* le *conflit* après douze années de chambardements qui ont profondément désorienté la population ? Comment comprendre ces coups de boutoir contre la statue du Commandeur par ceux qui auraient pu simplement attendre que le temps en eût graduellement *estompé l'ombre portée ? Sans doute* la trouvent-ils trop vaste, alors que le temps est décidément compté...

Alors, trois hypothèses. La première verrait dans cette contestation de l'« infaillibilité maoïste » une clarification nécessaire, d'ailleurs autrefois *réclamée* par *Mao Tse-toung (4) : à tout prendre, ces dazibaos* n'engageraient que le *« point de vue de leurs auteurs »* dans l'outrance d'une expression retrouvée après que le débat eut été si longtemps occulté. Pourtant, si l'évolution vers le droit de parole est éminemment souhaitable et réclamée (5), *dans l'état actuel des forces et des* conceptions politiques en Chine il ne peut seulement s'agir de cela : le contenu des affiches compte autant que le fait qu'elles demeurent affichées ; cette contestation en cache évidemment une autre. Laquelle ?

Seconde hypothèse : l'indispensable libéralisation *débaucherait sur un vaste* règlement de comptes à l'égard de Mao, de la *révolution* culturelle, de tous ceux qui en sont le produit et, dans certaines sphères, du régime lui-même (6). Ainsi paraîtrait au grand jour l'intense ressentiment d'une partie de la population qui a *la conviction d'avoir été flouée*, obligée dans ses engagements, contrainte de jouer le jeu de la révolution culturelle et de faire acte d'allégeance en agitant, dix fois par jour, le « petit livre rouge », ou en criant à pleins poumons et en toutes occasions : *« Mao duxi wan sui ! Mao duxi wan sui* (7) — à *moins* que de s'exposer au zèle de ces thuriféraires qui condamnaient avec la plus grande rigueur le plus petit mouvement de doute. Deux fois victime, et seul dirigeant vivant à avoir tenu tête à Mao Tse-toung — personne en Chine ne s'y est trompé, — M. Teng Hsiao-*ping est logiquement devenu le symbole* incarné de cette *résistance*. Entend-il, poussé par l'âge ou la rancœur, changer d'urgence les verdicts imposés par l'histoire officielle en ramenant Mao à une dimension plus modeste ?

Ces deux explications sont probables. *Mais insuffisantes*. Car l'affrontement actuel ne peut être seulement *réduit* à une affirmation du droit de contester Mao ou à une affaire de personnes, tant il semble focalisé — troisième *hypothèse* — sur la certitude, entretenue par tout un courant, que la ligne de développement prônée par Mao après 1958 est non seulement caduque mais qu'elle s'est aussi révélée inadéquate depuis vingt ans. Il est temps de *« se conformer aux lois économiques pour accélérer les quatre modernisations »*, affirme en ce sens M. Hou Kiao-mou, président de l'Académie des sciences sociales, dans un discours prononcé en juillet dernier et depuis abondamment publié (8). *Que dit-il ?* En substance que la gestion chinoise a jusqu'ici été aberrante et qu'en manière de management des entreprises *« le prolétariat peut et doit apprendre auprès de la bourgeoisie (...) La croissance de la productivité était de 8,7 % et celle des salaires de 7,4 % au cours du premier plan quinquennal (9) (...) Mais, après 1958, elle dépendait dans une grande mesure du nombre croissant d'ouvriers et d'employés (...) Si le rythme annuel de la croissance de la productivité s'était maintenu à 8,7 %, la productivité dans l'industrie, dans la construction de base et dans les transports et communications aurait été, en 1957, trois fois celle d'aujourd'hui »*.

En clair : que de temps perdu ! La voie économique suivie en Chine depuis que Mao a lancé ses retentissantes initiatives (10) est donc, selon M. Hou, qui passe pour très proche de M. Teng Hsiao-ping, parfaitement inadaptée : il faut en changer, et de toute urgence. Et tant pis pour ceux qui n'en sont pas convaincus, semble signifier l'attitude de l'actuel premier vice-ministre : il faudra qu'ils se mettent au pas, quels que soient leurs titres, quelles que soient leurs fonctions.

Il est évident que cette *« rectification de l'histoire »* a de quoi toucher *le président* Hua Kuo-feng et tous les dirigeants qui, de près ou de loin, ont été concernés par les décisions des deux dernières années à propos de M. Teng Hsiao-ping.

L'archétype du « cadre-girouette »

A COMMENCER par l'ex-maire de Pékin, M. Wu Teh, *déchu de ses fonctions* municipales (11) dans la première quinzaine d'octobre. Il est vrai sans regrets pour ses concitoyens. Car si les sondages d'opinion existaient en Chine, et s'ils pouvaient être publiés dans *le Quotidien du peuple*, personne ne douterait *aujourd'hui à l'étranger de sa profonde* impopularité — au point qu'il est désigné dans les conversations privées comme *« Wu Teh, wu teh »* ; jeu de mots qui signifie : *« Wu Teh, le sans-moralité »* (12). Il est vrai que cet homme énigmatique, qui, en dépit de tous les bouleversements, *avait su se maintenir en première ligne*, était devenu dans l'opinion l'incarnation d'un personnage pourtant typique de la tradition politique chinoise : *le rallié*. Celui qui dit « oui » aujourd'hui à ce qu'il dénonçait la veille, puis condamnera demain, avec la même véhémence pour peu que *le vent ait tourné. Bref*, l'archétype de ces *« cadres-girouettes »* (13) qui restent en place, mais s'adaptent exactement aux variations du temps. A l'issue de l'émeute du 5 avril 1976, sur la place Tien-An-Men, c'est à lui que revint d'en dénoncer le caractère *« contre-révolutionnaire »*, puis d'en déclencher la *répression* par les milices ouvrières — avec l'assistance de la garnison locale, alors placée sous le commandement du général Chen Si-lien, autre personnage récemment démis (14). Six mois plus tard, tout a changé : Mao est mort et les « quatre » arrêtés ; le 23 octobre est organisée une manifestation monstre au cours de laquelle M. Wu Teh va prononcer le premier réquisitoire public de ce qui n'est désormais plus que *« la bande des quatre », non sans préciser qu'« il faut poursuivre la critique de Teng Hsiao-ping »*.

Cette attitude, apparemment de duplicité, *lui vaudra* d'être *violemment* pris à partie par les *dazibaos* qui, en janvier 1977, viendront marquer le premier anniversaire de la disparition de Chou En-lai en réclamant le retour de M. Teng Hsiao-*ping et*, outre la *« punition »* du maire de Pékin, celle de M. Chen Si-lien, de Mme Wou Kouei-sien (15) et de quelques autres dirigeants impliqués dans la répression *des événements* d'avril. *Pour* M. Wu *Teh, c'est cependant cet engagement* sans discrétion dans la critique de M. Teng Hsiao-ping qui expliquera son maintien en poste lors du *retour* officiel de ce dernier, en juillet 1977 (16). Retour qui n'avait pu se réaliser que dans un délicat compromis dont, finalement, le maire de Pékin constituait *l'élément le plus repérable* : n'était-il point destiné à signifier que ceux qui se ralliaient à la nouvelle politique pouvaient bénéficier d'un traitement de faveur ? Il est vrai que le mot d'ordre était alors à la concorde. Il importait, en tout cas, que ce retour de M. Teng Hsiao-ping s'effectuât sans *paraître un triomphe*, et qu'il ne compromît pas la prééminence, désormais confirmée, du président Hua Kuo-feng à la direction du parti et de l'Etat. Car, bien évidemment, si cette décision impliquait une appréciation plus nuancée sur la nature des manifestations *d'avril sur la place Tien-An-Men*, elle concernait surtout celle affichée sur M. Teng Hsiao-ping un an auparavant, le 7 avril 1976, démis de toutes ses fonctions par une décision unanime du bureau politique *« sur proposition du président Mao »*.

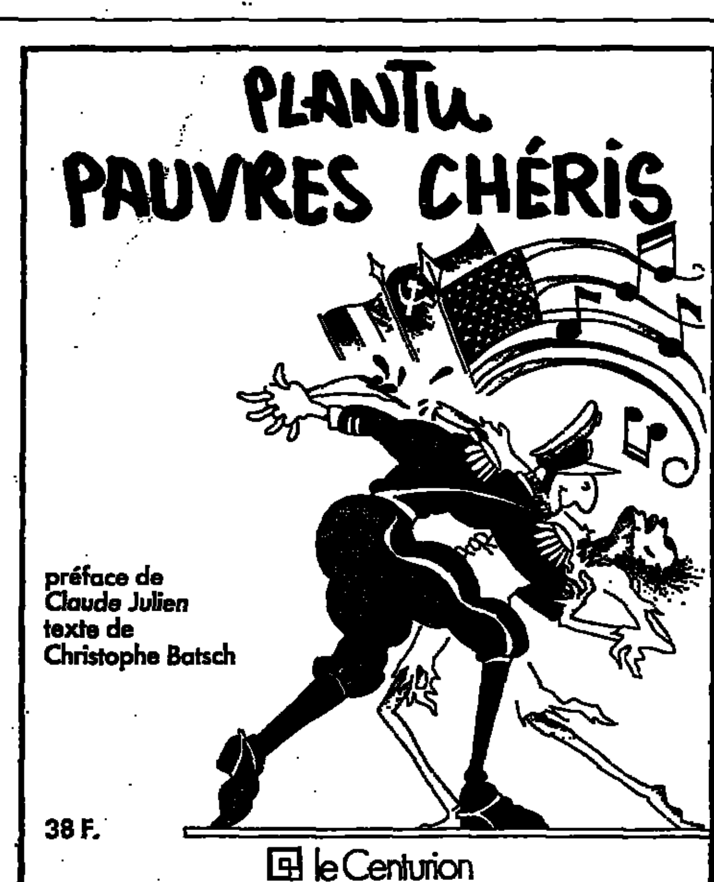
Secouer l'immobilisme

C'EST cette ambiguïté qui continue manifestement d'empoisonner les relations dans l'actuelle équipe dirigeante. Certes, la *presse affirmait* que les « quatre » avaient abusé de la santé déclinante du vieux président pour s'acharner contre M. Teng Hsiao-ping. Mais cette thèse *d'« incapacité pour fait de vieillesse »* — d'ailleurs vidée de contenu par les attaques actuelles — infirme aussi la désignation de *M. Hua Kuo-feng comme* successeur. *« Avec toi aux affaires, je suis tranquille »*, lui aurait griffonné le président, sur un papier dont le fac-similé fut *largement communiqué à la population* dès octobre 1976 afin de « légitimer » son accession à la tête du parti. Certes, la calligraphie hésitante et l'imprécision des conditions dans laquelle celle-ci fut accordée avaient de quoi rendre sceptique, mais principalement parmi les intellectuels, non au sein des larges masses ; l'ambiguïté réglait provisoirement l'épineuse question des relations entre Mao et les dirigeants qui venaient d'être brutalement démis, et celle de son appréciation sur M. Teng Hsiao-ping.

Mao s'était-il trompé en l'écartant ? Ou *avait-il été trompé ?* Fort évasive, *la* version officielle a jusqu'à *présent* choisi de répondre par omission, notamment lorsque, devant le XI[e] Congrès (17), M. Hua Kuo-feng *déclarait* en août 1977 : *« Le 7 avril* (1976), *sur proposition du président Mao et avec l'approbation du bureau politique du comité central, fut décidée la nomination du premier vice-président du comité central du P.C.C. et du premier ministre. C'est une décision qui revêt une importance capitale »* Il entend démentir l'idée que Mao n'ait pu disposer de toutes ses capacités, tant il est difficile d'admettre qu'il eut, dans la même *réunion*, l'instant de lucidité pour désigner M. Hua Kuo-feng et le moment de torpeur pour condamner M. Teng Hsiao-ping. Il demeure que cette appréciation de Mao Tse-toung reste le point focal du différend actuel.

(Lire la suite page 16.)

(1) *Le Monde*, 21 novembre 1978.
(2) Wang Hong-wen, Tchang Tchouen-kiao, Kiang Tsing, Yao Wen-yuan, destitués de leurs fonctions le 7 octobre 1976.
(3) *Le Monde*, 21 novembre 1978.
(4) Dans une interview accordée au journaliste américain Edgard Snow en 1970, Mao déplorait le culte dont il avait été l'objet pendant la révolution culturelle.
(5) Voir l'insistance actuelle sur le thème de la démocratie.
(6) Notamment par la contestation récente de la « dictature du prolétariat ». *le Monde*, 22 novembre 1978.
(7) *« Vive le président Mao ! » (qu'il vive mille ans)* : fond sonore de la révolution culturelle.
(8) *Renmin Ribao* du 7 octobre 1978, Chine nouvelle du 30 octobre 1978, *Pékin information* n[os] 45, 46, 47 (1978).
(9) 1953-1957.
(10) En particulier le « grand bond en avant », en 1958, qui bouscule radicalement dans les faits les orientations du deuxième plan quinquennal.
(11) *Le Monde*, 18 octobre 1978.
(12) Teh signifie *« moralité »* et wu *« n'a pas »*. Mais, s'agissant du patronyme, la prononciation est semblable avec un caractère différent.
(13) *Geng feng zhuan gan bu* : « cadres qui tournent avec le vent ».
(14) *Le Matin*, 17 octobre 1978.
(15) Qui, depuis, a discrètement quitté le bureau politique.
(16) A l'issue de la troisième session du X[e] Congrès, en juillet 1977.
(17) *Pékin Information*, n° 35 (1977).



La Chine des ambitions

(Suite de la page 15)

Revenir sur le verdict des incidents de la place Tien-An-Men ne peut donc se limiter à une réhabilitation des manifestants (18) tant il concerne les derniers avis de Mao Tse-toung et, bien évidemment, la désignation de son successeur. En réalité, tout commença lors des séances des 18 et 21 janvier 1976, et surtout du 2 février (19) lorsque, après la mort de Chou En-lai, le bureau politique se réunit pour désigner un nouveau premier ministre. Rappelons les faits : depuis novembre 1975, deux courants sont opposés dans le parti. Avec chacun leur numéro un : Tchiang Tchouen-kiao d'un côté et Teng Hsiao-ping à l'opposé. Choisir l'un plutôt que l'autre eût risqué de déséquilibrer le rapport des forces au sommet et de précipiter le pays dans l'affrontement ; tel semble avoir été le calcul de Mao. L'ennui est qu'il paraît qu'une majorité se soit déjà constituée au bureau politique, à une voix près... en faveur de M. Teng Hsiao-ping. Et que Mao ait alors choisi de trancher... en imposant M. Hua Kuo-feng comme premier ministre par intérim, jusqu'à un nouvel événement, il est vrai. Une décision dont néanmoins les formes s'affranchissaient des règles normales de nomination dans le parti. Au point que, irrité, le vieux maréchal Ye Kien-ying aurait, si l'on se réfère à une source bien informée, quitté la séance en protestant contre un acte *« contraire aux principes de la Commune de Paris »*. Lorsque les *dazibaos* attaquent aujourd'hui l'*« absolutime »*, ils font certainement allusion à cela.

L'offensive contre Mao Tse-toung comporte donc tout à la fois la contestation du modèle et le harcèlement de ses filiations. Or l'on pouvait encore récemment estimer que l'actuelle coalition reposait sur le thème des « quatre modernisations », devenu le leitmotiv de la « nouvelle période ». Mais les différends concernent la manière d'y parvenir. Pour le courant de M. Teng Hsiao-ping, ce projet requiert en effet une mobilisation en grand de toutes les énergies et une refonte complète des critères de gestion. Il ne suffit pas que le sommet multiplie les décisions, précipite depuis deux ans conférence sur conférence, dépêche des milliers de *missi dominici* vers les provinces et l'étranger, il faut également une adhésion de tous. Or, après tant d'années de tumulte, la base aspire à somnoler. Beaucoup de cadres d'exécution confondent unité, stabilité, critique des « quatre » et immobilisme. La propension au conservatisme, qui, quoi qu'il puisse paraître, imprègne l'édifice chinois, restreint considérablement la volonté agissante manifestée à son faîte. Ce qui impose une unité à ce sommet, car y percevoir des contradictions renforce à la base les réflexes de réserve. De nombreux cadres et techniciens, soigneusement instruits par les multiples variations de fortune politique au cours des décennies passées, préfèrent attendre et demeurent dans une prudente expectative. Et puis, quel que puisse être le prestige de M. Teng Hsiao-ping, son âge inquiète (20) : après lui, que se passera-t-il ? Ses initiatives seront-elles poursuivies ?

Il faut donc aller vite et très fort. En ce sens, l'escalade actuelle paraît moins destinée à « briser » M. Hua Kuo-feng qu'à imposer une unité conforme à des conceptions dépoussiérées de l'héritage maoïste. Ce qui impose un certain degré de harcèlement contre ceux qui s'y opposent en appuyant sur le frein.

Lumineux et sinueux

Et puis, dans la hâte actuelle, un élément agit de tout son poids : l'armée. L'A.P.L. chinoise — la plus importante au monde en effectifs — dispose d'un armement totalement désuet. Il existe bien quelques bombes nucléaires, et certainement des fusées, mais aucun moyen conventionnel suffisant pour contrer une attaque ponctuelle à partir de l'U.R.S.S., tel un raid aérien massif sur quelques grands centres de production : un coup très fort, bien ajusté, et suffisamment gradué pour ralentir de quelques années la montée en puissance chinoise, sans risquer de déclencher l'holocauste atomique. Or, si cette armée est, dans l'état actuel de sa définition, organisée contre une invasion — bien improbable — elle est incapable de répondre à une telle opération, sauf par une avalanche de mots. Cette inquiétante vulnérabilité obsède les dirigeants chinois, convaincus d'autre part du caractère inéluctable d'un troisième conflit mondial. Dans cinq ans ? Dans dix ans... vingt ans ? Ils veulent en tout cas être prêts et forcer l'allure.

Or les armements modernes sont terriblement coûteux et réclament un environnement industriel sophistiqué. Le clivage porte aussi sur les moyens d'y parvenir : disons entre une ligne « moderniste » et une ligne « orthodoxe ». Orthodoxe dans la mesure où elle entend demeurer partiellement fidèle à certaines des conceptions maoïstes. Alors que la première postule que Mao a fait son temps et que « bondir en avant » impose maintenant d'en briser le carcan : c'est toute la société chinoise actuelle, dans ses appareils, dans ses partages de responsabilités, notamment par l'accès des spécialistes à la direction des leviers de commande, dans ses conceptions de l'efficacité et des compétences, dans son évaluation des résultats économiques, etc., qu'il faut « moderniser » : telle semble être aussi la signification de la formule *« libérer l'esprit »*, slogan qui hante toutes les récentes déclarations. Le pari est très ambitieux. Et l'audace est apparemment du côté de M. Teng Hsiao-ping, qui n'a guère le choix. Comme l'audace était douze années auparavant dans le camp de Mao Tse-toung. Sur ce point, l'analogie existe et les personnages se ressemblent. Mais les conceptions et les procédés apparaissent radicalement différents.

La plus spectaculaire innovation consiste dans le recours massif à l'étranger pour financer le projet des « quatre modernisations » par l'acceptation de prêts à long terme — ce qui constitue une révision radicale des conceptions en la matière (21) — par la vente de matières premières, par le truchement d'investissements étrangers sur le territoire chinois. Il est encore trop tôt pour apprécier l'ampleur des engagements qui se négocient actuellement. Mais l'apparition de la dimension chinoise sur le marché international fragile peut avoir, selon le *Journal des finances* dans son éditorial du 23 novembre, des conséquences importantes *« de nature à susciter les plus importantes réflexions chez les partenaires de la Chine, qui doivent s'attendre à voir apparaître sans tarder sur le marché mondial les produits des usines qu'ils auront aidé à créer »*. Cette concurrence risque de peser lourd à l'avenir. Il est vrai que les dirigeants chinois s'inquiéteront de ne point déstabiliser économiquement l'Europe, région du monde dont ils jugent la puissance essentielle entre les deux superpuissances. Cependant, le calcul restera délicat et le risque important. Est-il à ce point nécessaire de le prendre ? En fait, tout se passe comme si les initiatives chinoises actuelles consistaient à reculer sur les principes pour sauter plus loin.

Jusqu'où ? Beaucoup d'incertitudes politiques subsisteront, quelle que puisse être l'accélération actuelle, et aussi en raison même de cette course en avant. Il faut attendre un peu pour que soient précisés les contours de cette équipe dirigeante en voie de recomposition. Et, de toute façon, ne point oublier l'histoire chinoise récente. En 1976, les *dazibaos* s'étalaient largement partout, alors contre M. Teng Hsiao-ping, et les mutations au sommet semblaient consommer l'échec de cette tendance. Mais la suite a montré que tout ne se fait pas à Pékin ; le corps social chinois est immense. Une gigantesque « majorité silencieuse » va peser lourd dans les semaines à venir. D'abord constituée dans les campagnes, dont les intérêts à moyen terme peuvent ne pas toujours concorder avec les grands projets actuels, notamment avec les remembrements fonciers et démographiques qu'ils requièrent. Mais aussi dans l'armée, dont certains chefs en province admettent difficilement une redéfinition mécanique qui modifie les effectifs sous leurs ordres. Enfin, et surtout, parmi d'innombrables cadres dont les prérogatives et attributions habituelles risquent d'être sérieusement contestées par les ambitieux projets de M. Teng Hsiao-ping.

Et puis, l'arme nouvelle que constitue la critique de Mao Tse-toung peut sans doute ouvrir des horizons et renforcer des rangs, mais elle demeure si dangereuse à manier qu'elle risque de se retourner contre celui qui s'en empare. *« La voie est sinueuse et l'avenir lumineux »*, affirmait Mao Tse-toung. A trop fortement engager dans une voie lumineuse, le futur peut devenir sinueux. Il est vrai qu'une société n'avance que par ses contradictions, disait aussi Mao. Bref, une époque s'achève et une autre se compose : ce moment en est la charnière. Elle grince ? Bien sûr... Mais ce qui apparaît, au sortir de la révolution culturelle, n'a pas fini de provoquer des surprises.

XAVIER LUCCIONI.

(18) *Le Monde*, 17 novembre 1978.
(19) Rapport politique de M. Hua Kuo-feng devant le XIe Congrès, *Pékin information* n° 35 (1977).
(20) M. Teng Hsiao-ping a soixante-quinze ans.
(21) *Le Monde* : « Les mutations en Chine », 18 novembre 1978.

UN DOGME ÉBRANLÉ

(Suite de la première page)

Une personnalité aussi considérable que l'ex-maire de Pékin, M. Peng Chen, adversaire notoire de Mao et première victime de la révolution culturelle, est dans le lot. Il s'agit là d'un événement politique sensationnel. Il a même fait croire au retour en grâce imminent de M. Liu Shao-chi lui-même, l'ex-président devenu depuis 1966 la suprême incarnation du révisionnisme antimaoïste.

C'est peut-être anticiper sur l'événement, mais il faut dire que la réhabilitation de M. Meng Tai (4) à Anshan et de feu Tsao Ti-sieou, l'ex-maire de Changhai, tire déjà un énorme trait sur la révolution culturelle.

D'autres facteurs sont non moins significatifs, telle l'apparition d'un début de critique ouverte de Lin Piao réclamée par M. Teng Hsiao-ping en juin dernier à la conférence nationale sur le travail politique dans l'armée. Dans le courant du mois de septembre les journaux chinois ont entamé la réfutation du célèbre mot d'ordre du dauphin : *« Chaque parole du président Mao en vaut dix mille des nôtres »*, phrase qu'il lança à l'aube de la révolution culturelle, en mai 1966, lors d'une réunion élargie du bureau politique. Qu'on ne s'y trompe pas ! A travers le mot d'ordre lin-piaoïste, c'est bien le culte de la personnalité de Mao qui est visé. Démarche encore timide, indirecte mais significative.

La sélection est plus que jamais à l'ordre du jour dans le domaine de l'enseignement tandis qu'en matière économique (5) la nouvelle ligne s'affirme avec un maximum d'ampleur. Le *Quotidien du peuple* du 12 septembre expliquait, par exemple, que l'Etat devait laisser aux entreprises la liberté d'organiser leur production. La notion d'intéressement était présentée favorablement avec cette remarque qu'il est normal que les entreprises mieux gérées, et donc bénéficiaires, associent les employés et leurs dirigeants à leurs bons résultats. Autrement dit, ils devraient recevoir une part plus grande des bénéfices sous forme de fonds destinés à alimenter les œuvres sociales et les primes salariales. Jusque-là, la règle était simplement que l'Etat confisquait les profits et compensait les éventuelles pertes. L'article allait jusqu'à affirmer que *« nier les intérêts matériels, c'était nier la révolution »*. En matière agricole, le même éditorial soulignait l'autonomie des communes et des équipes de production — quelques familles. C'était là le renversement d'un courant constant depuis 1958 et consistant à mettre au contraire l'accent sur la collectivisation et sur l'effacement de la notion de propriété. On pense irrésistiblement en lisant ces lignes aux mesures prises dans les années 60 par M. Liu Shao-chi et notamment à la fameuse fixation des quotas de production par famille, qui fut si critiquée ensuite. Bien des choses indiquent que la Chine d'aujourd'hui n'est plus très loin de faire du liu-shaochisme sans Liu Shao-chi.

En matière artistique et littéraire l'influence des partisans de M. Teng Hsiao-ping va naturellement dans le sens du renversement des orientations suivies pendant la révolution culturelle. Le despotisme abrupt et bureaucratique de Mme Chiang Tsing a laissé place désormais à une ouverture toute nouvelle : chefs d'orchestre en visite, expositions de peintures chinoises traditionnelles et étrangères ; tout cela contraste avec la stérilité et la terrible monotonie des années précédentes. L'opéra de Pékin ancien connaît même un début de renouveau tandis que revivent les associations nationales de chanteurs, de danseurs, d'écrivains longtemps tenus pour « révisionnistes ». Des hommes de lettres aussi célèbres que Lao She (6), Tchen Teng-keh, Liu Pai-yu, Ra Kin, Hsia Yen, Yu Ling, Liu Tsing, Mao Dun sont réhabilités, certains, hélas ! à titre posthume.

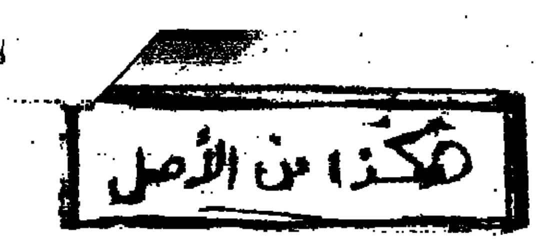
Enfin, Pékin accepterait désormais des investissements étrangers dans des sociétés d'économie mixte. La Chine serait, selon des sources officielles, prête à envisager l'acceptation de crédits gouvernementaux. C'est là un point dont on sait qu'il suscite des divergences dans l'équipe dirigeante. Il est clair en effet que ce genre de coopération, quelles que soient les formules adoptées, entraîne pour un pays des servitudes inéluctables. A cet égard, le gouvernement chinois s'éloigne incontestablement de la politique étrangère suivie du temps de Mao Tse-toung où le principe *« compter sur ses propres forces »* était la règle d'or du régime.

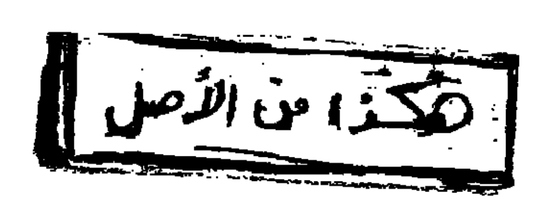
JEAN DAUBIER.

(4) M. Meng Tai, « travailleur d'élite », passa à une époque pour l'incarnation de certaines conceptions liushaochistes de l'économique, trop calquées sur l'U.R.S.S.
(5) Voir ci-contre l'article de Patrick Tissier.
(6) Lao She est un des plus grands écrivains chinois contemporains. Il a écrit notamment *Cœur joyeux, coolie pékinois*. Traîné à divers meetings en juin 1966, et fréquemment battu malgré son grand âge, il périt désespéré. Les circonstances de sa mort furent longtemps tenues dans l'ombre à Pékin ; des versions officieuses controuvées circulèrent même à une époque, afin d'apaiser certains amis étrangers. Les autorités actuelles admettent officiellement *(Pékin Information*, n° 32, 14 août 1978) *« qu'il succomba à la suite de mauvais traitements »*.









PANORAMA IMMOBILIER

PARIS

VIAGERS - F. CRUZ
Appartements, immeubles entiers ou par lots, occupés ou libres
PRIX INDEXATION ET GARANTIES
Paris et Banlieue jusqu'à 100 km
Rens.: 8, rue La Boétie, PARIS 75008 Tél. 266-19-00

à 200 mètres de l'ETOILE
10-12, rue Bay
Petit immeuble de luxe
A VENDRE STUDIOS A 3 PIECES
LIVRAISON DEBUT 79
Appartement témoin Mardi - Jeudi 11 h à 18 h ou tél. 266.92.00

LE MARAIS HOTEL XVIIIe S. DIT DE CHAVIGNY
1 et 3, rue Saint-Claude, Paris 3e
Belle restauration - Appartements du studio au 5/6 pièces
SEGFI Groupe Suez - 17, rue du Dr Lancereaux, 75008 PARIS
Pour tout renseignement 271.72.80 et 325.32.77

PLACE DES VOSGES
Prestige - Elégance - Calme
du studio au 6 pièces
Hôtel du XVIIe siècle restauré par le Groupe bancaire Suez
SEGFI - 17, rue du Dr Lancereaux, 75008 PARIS
Tél. : 271.72.80 - 924.12.22

MARAIS près place des Vosges
4, rue de Birague, 75004 Paris
Propriétaire vend dans immeuble rénové
APPARTEMENTS Living + Chambre
entièrement refaits, tout confort
Visite sur Rendez-vous : 485.92.85 (le matin)

STUDIOS et 2 PIECES tout confort
Directement propriétaire
RAPPORT 12 %
Location et gestion assurées
M. ARNAULT - 18 rue des 3 Frères
75018 Paris - Tél. 252.42.09
Nom ...
Adresse ...
Tél. ...

L'immobilier ne s'improvise pas...
L'expérience est votre meilleure garantie
Paul Garboua Immobilier
12 rue des Pyramides 75001 Paris - Tél.: 261.54.45

A PARIS
près Tour Eiffel
Semaine - quinzaine
mois
flatotel international
MACSON
Renseignements
Tél. 577.54.04

GRENELLE - CHAMP-DE-MARS
106-108, boulevard de Grenelle. Paris XV
IMMEUBLE NEUF - LIVRAISON IMMEDIATE
4 p. 80 m² + balcons 26 m² + parking + cave
4 p. 85 m² + balcons 15 m² + terrasse 37 m² + parking + cave
Bureau de vente s. pl. ts les jrs de 9 h 30 à 13 h — dimanche inclus — Tél. 578.14.27

Dans le calme du vrai 15e. GROULT 117
Bureau de vente ouvert sur place
lundi - mardi - jeudi - vendredi
de 14 h 30 à 18 h 30
samedi de 10 h à 13 h, tél. : 828.75.64.
117, rue de l'Abbé Groult
3 pièces 70 m²
COPEGIF 12 rue de Presbourg Paris 75116 502.13.40

PETIT IMMEUBLE
NEUILLY 5.500 F/m
Habitable immédiatement
720.40.21

INVESTISSEURS
DEFENSE - PONT DE NEUILLY
Studios - 3 pièces - Duplex
Prix moyen 4.676 F/m² - Ferme et définitif - Prêts conventionnés
Livraison immédiate
AFFAIRE et FINANCES - 48, rue de Provence, 75009 Paris - Tél. 280.37.37

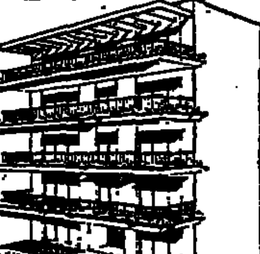
INVESTISSEURS, TROUVEZ MIEUX!



7.000 F moyen le m² à 100 m de l'avenue de Breteuil en plein quartier des ministères.
Que vous soyez investisseur, ou que vous cherchiez un pied à terre la Résidence Buffon : une adresse "rayonnante".
En lisière des 6e, 7e et 15e arrondissements, la situation du Buffon a le privilège de concilier l'élégance des grandes artères tranquilles et l'animation commerciale d'une des rues "gourmandes" de Paris. Montparnasse est à quelques minutes, les Champs-Elysées ne sont pas loin. Deux pas et vous êtes à la station de métro ou à l'arrêt d'autobus.
Cornegi
82/84 Bd des Batignolles 75017 Paris Tél. 293.30.80
résidence BUFFON
18, 24 rue Lecourbe, Paris 15e
BON A DECOUPER
Nom : Adresse : Tél. :

PROVINCE

LES MAISONS DE PORT-EN-DRO
CARNAC PLAGE
Avenue de l'Atlantique 56340 Carnac
Tél. à Paris : (1) 589.77.77
LIVRAISON JUIN 1979
Appartements du studio au 4 pièces (duplex) dans maisons traditionnelles bretonnes mitoyennes à l'Institut de Thalassothérapie. Vue sur mer. Logement-témoin sur place.

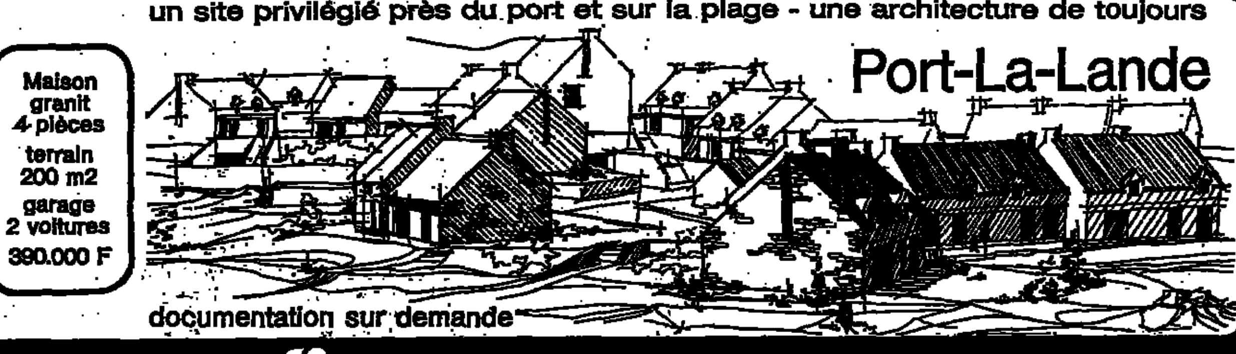


Sur les calmes rives de la Vienne
La Résidence "LE NEPTUNE"
à CHATELLERAULT,
2 heures 30 de Paris
par autoroute
INVESTISSEMENT
Appart. de standing
du 2 pièces au 4 pièces 3500 F m²
Livraison Janvier 1979
Renseignements : Agence Wilson
40, av. Wilson, 86100 CHATELLERAULT
Tél : (49) 21.18.25

Pyr. Oles - Stations thermales et climatiques
AMELIE-LES-BAINS — LES GINESTAS — Appartements 1 à 3 pièces
LE BOULOU — LES ARBOUSIERS — Pavillons 4, 5 pièces
SADEC : 11, Cours L. Escarguel, 66000 PERPIGNAN - Tél. (68) 34.67.76

SAINTE-MAXIME (Golfe de Saint-Tropez)
Studios 2 et 3 pièces
à la résidence
"LES BOSQUETS"
Vue sur mer et collines
Renseignements, vente directe par le promoteur sur place (quartier des Virgiles) et toutes agences.
Réalisation ALPES PROVENCE - Résidences Varoises.
Rue Magali Le Capet
83120 SAINTE-MAXIME
Tél.: (94) 96.15.87

KERJOUANNO LE CROUESTY Bretagne Sud 56640
un site privilégié près du port et sur la plage - une architecture de toujours



documentation sur demande
Réalisé par SACOGIM - 1, place du Cirque - NANTES (40) 48-22-90



en vente chez votre marchand de journaux ou par correspondance contre 8 F en timbres en écrivant à :
M.I. 8, rue de Richelieu 75001 PARIS

Cannes
presqu'île de la Croisette plein Sud
Face à l'île Sainte-Marguerite
sur le port du Mouré Rouge
18 appts d'exception
B.V. : angle bd Gazagnaire et rue du Gros Vieil. 06400 Cannes
Tél.: (16.93) 38.20.16
Port Mouré Rouge

DANS LE JURA
Ski de piste, ski de fond, vacances d'été
Petit immeuble de qualité à 5.000 F le m²
A 100 m des remontées
RESIDENCE LA CHAPELLE - LELEX (AIN)
S.P.P. - 65, rue du Fbg Saint-Honoré, 75008 PARIS
Tél. : 266-92-00



Pensez à la Maurienne (Savoie)
G. CHARVOZ - Sté ERIM,
promoteur local, vous propose 3 programmes
Albiez-le-Vieux (1600-2200)
Saint-Sorlin-d'Arves (1550-2200)
Valloires (1450-2750)
Dans des stations villages, des résidences tout confort avec cave et casier à skis
Livraison juillet 79. Prix fermes. Crédit 80 %
Agence Henry, place de l'Hôtel-de-Ville - 73300 St-Jean-de-Maurienne
Tél. (79) 64-05-10

ENTRE NICE ET MONTE-CARLO

aux restanques sur mer
préparez-vous des matins grandioses

Votre appartement. Il serait situé entre Nice et Monaco. Entre ciel et mer. Face à l'une des plus belles rades du monde : celle de VILLEFRANCHE-SUR-MER. De votre lit, vous pourriez commander l'ouverture des volets pour regarder le soleil se lever sur le CAP-FERRAT... Et quelques voiliers gagner le large. La vue, splendide, ne serait pas votre seul luxe. Vous aimeriez l'espace de la pièce à vivre, prolongée encore par une terrasse fleurie, ou un jardin. Dans cet appartement, il ferait bon vivre. Et bon recevoir. La vie y serait d'ailleurs facilitée à l'extrême par un confort absolu. Aux RESTANQUES-sur-MER, vous seriez en fait en vacances toute l'année. Avec une vaste terrasse pour les petits déjeuners intimes au soleil ou l'apéritif amical des soirées tièdes et parfumées. Avec la mer sous vos yeux. Toujours là et jamais la même. Avec la piscine en contrebas de l'appartement, privilège que vous ne partageriez qu'avec les quelques co-propriétaires de l'immeuble. Avec la végétation odorante et vivace qui reste l'un des charmes de la Côte d'Azur...

Les Restanques existent.
Venez visiter l'appartement décoré.

LES RESTANQUES
Renseignements et ventes sur place :
30, bd du Roi Albert 1er
(Basse Corniche)
RN 559 - 06230 Villefranche-s/mer
Tél. (93) 56.39.49
Réalisation S.E.T.F.E.I.
havas côte d'azur

VAL THORENS
Ski Eté - Hiver
Tous programmes : copropriété - multipropriété
Renseignements : SERITOUR - LA HENIN 73440 VAL THORENS
Tél. : (79) 00.02.33

LA NEIGE DES ALPES - LE SOLEIL DE PROVENCE
Aux ORRES (Hautes-Alpes) - 1650-2770 m
- Station d'hiver (EMBRUN 15 km)
- Station d'été (lac de SERRE-PONÇON, 15 km)

Au cœur de la station
au départ des remontées mécaniques
Choisissez votre résidence grand standing
dans un site exceptionnel
LES ORRIANES
Renseignements et vente :
Cabinet MATHONNET Frères, 4, bd Mal-Foch, GRENOBLE
Tél. : (76) 87-51-08 ou 44-78-54

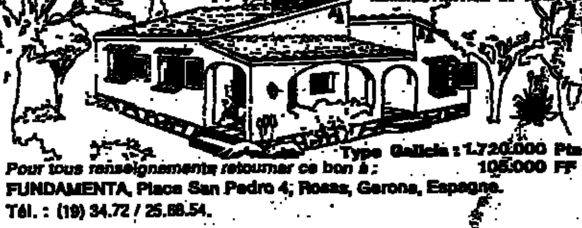
ETRANGER



Suisse
sur Sierre
Le plus grand choix d'appartements et de chalets à vendre ou à louer
Gaston BARRAS - Crans-sur-Sierre - tél. (027) 41.27.02 - telex 38805
Coupon-réponse
Veuillez m'envoyer, sans engagement, votre documentation.
Nom : ____ Prénom : ____
Adresse : ____
Profession : ____ Tél. : ____ M

MARINAS BAHIA DE ROSAS
AMPURIABRAVA
- Studio avec garage 900.000 Ptas / 55.000 FF
- Villas à partir de 1.100.000 Ptas / 68 000 FF
- Terrains à partir de 650.000 Ptas / 40.000 FF
- Villas avec amarre privée sur les canaux F 3 - 3.500.000 Ptas / 215.000 FF
- Possibilité de crédit jusqu'à 80 %.

ADMINISTRATION ET LOCATIONS



Type Galicia : 1.720.000 Ptas 105.000 FF
Pour tous renseignements retourner ce bon à :
FUNDAMENTA, Plaza San Pedro 4, Rosas, Gerona, Espagne.
Tél. : (19) 34.72 / 25.88.54.
Nom : ____
Adresse : ____

A vendre.
Pinède sauvage sur les bords de la Méditerranée.



A 25 km de Palma, sur une colline qui descend jusqu'à la mer, la Cala Moraguès à Puerto de Andraitx, vous propose un nombre limité de terrains de 900 à 1500 m2.
Un voyage, remboursé en cas d'achat, vous permettra de juger du site exceptionnel offert. Téléphoner à Paul Garboua, au 261.54.45.
Paul Garboua Immobilier
12 rue des Pyramides 75001 Paris-261.54.45
...Projets

Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire, le Monde de l'Education. Prochaine parution le 5 janvier 1979. Renseignements MULTIMEDIA, 271-32-55.

Une nouvelle d'Heinrich Böll

Tu vas trop souvent à Heidelberg

(Pour Klaus Staeck (1) qui sait que l'histoire est inventée du début à la fin et que, pourtant, elle est vraie.)

LE soir, alors qu'il était assis en pyjama sur le bord du lit et qu'il attendait les informations de minuit en fumant encore une cigarette, il essaya de retrouver l'instant où ce beau dimanche lui avait échappé. Le matin avait été ensoleillé, frais d'une fraîcheur de mai se prolongeant en juin et, pourtant, la chaleur qui apparaîtrait vers midi était déjà sensible ; lumière et température rappelaient les journées de training passées, pendant lesquelles il s'était entraîné de six à huit, avant le travail.

Une heure et demie durant, il avait fait du vélo, le matin, sur des chemins de traverse entre les faubourgs, les jardins ouvriers, les zones industrielles, le long des champs verts, des frondaisons, des jardins, du grand cimetière jusqu'aux lisières des forêts qui se trouvaient bien au-delà des limites de la ville ; il avait fait de la vitesse sur des routes goudronnées, chronométré accélération, rapidité, piqué des sprints et prouvé qu'il était toujours en bonne forme et que, peut-être, il pouvait à nouveau prendre le risque d'un départ dans une course d'amateurs ; dans les jambes la joie d'avoir surmonté l'épreuve, d'avoir décidé de reprendre régulièrement l'entraînement. Il n'avait pas pu s'y consacrer beaucoup au cours des trois dernières années, la profession, les cours du soir, le besoin de gagner de l'argent, les études. Il lui suffirait d'un nouveau coup de pouce ; pas de problème ; qu'il s'entende demain avec Kronsorgeler ! *Et il n'y avait aucun doute qu'il s'entendrait avec Kronsorgeler.*

APRES l'entraînement : gymnastique sur la tapis de sa turne, douche, linge propre ; puis il était sorti de la ville en voiture pour aller prendre le petit déjeuner chez ses parents : café et toasts, beurre, œufs frais et miel sur la terrasse que père avait ajoutée à la maisonnette ; la jolie jalousie — un cadeau de Karl, et, dans le matin de plus en plus chaud, l'opinion tranquillisante et toute faite des parents : « Maintenant, t'as presque réussi. » « Maintenant, t'as bientôt réussi. » La mère avait dit « bientôt », le père « presque », et toujours ce retour complaisant sur l'angoisse des années passées qu'ils ne s'étaient pas reprochée l'un à l'autre, qu'ils avaient partagée ensemble : voilà qu'il était champion des amateurs du district et électricien, ayant, la veille, réussi l'examen ; l'angoisse dominée commençait à devenir de la fierté comme en ont les vieux. Toujours aussi ces questions qu'ils lui posaient : comment disait-on en espagnol ça ou ça, carottes et auto, reine du ciel et repas du soir (2). Comme ils furent heureux, lorsqu'il décida de rester déjeuner et qu'il les invita à venir mardi, dans sa turne, fêter son succès ! Père se mit au volant de la voiture pour aller acheter de la glace comme dessert et, lui, accepta la tasse de café bien qu'une heure plus tard il dût encore boire du café chez les parents de Carola. Il accepta même un verre de kirsch et parla avec eux de son frère Karl, de sa belle-sœur Hilde, d'Elke et de Klaus, les deux enfants dont ils pensaient tous les trois qu'ils étaient gâtés — avec tout ce bric-à-brac de pantalons, de frusques et de mini-cassettes. Et toujours, entre deux phrases, ce soupir bienveillant : « Maintenant, t'as bientôt, t'as presque réussi ! » Ce « presque », ce « bientôt » l'avaient rendu nerveux. Il avait réussi ! Il ne lui restait qu'à surmonter cet entretien avec Kronsorgeler, qui, depuis toujours, lui avait été favorable. Il avait eu du succès en enseignant l'espagnol à l'université populaire, et l'allemand aux cours du soir réservés aux Espagnols.

Plus tard, il aida le père à laver la voiture, la mère à sarcler les mauvaises herbes ; lorsqu'il prit congé, elle alla lui chercher dans le congélateur des carottes, des branches d'épinard, un sac rempli de cerises conservées au frais dans leur emballage, enveloppa le tout dans un bac réfrigérateur portatif et l'obligea à attendre qu'elle soit allée chercher des tulipes dans le jardin pour la mère de Carola ; entre-temps, le père vérifia l'état des pneus, se fit mettre en marche le moteur, l'écouta avec méfiance, puis s'approcha de la vitre baissée et demanda : « Vas-tu toujours aussi souvent à Heidelberg — et toujours par l'autoroute ? » On aurait pu croire que la question s'adressait à la capacité de rendement de sa vieille auto, passablement brinquebalante, qui devait deux fois, parfois trois fois par semaine, parcourir ces quatre-vingts kilomètres.

« Heidelberg ? Oui, je m'y rends deux ou trois fois par semaine — c'est pas demain que je pourrai me payer une Mercedes.

— Ah oui une Mercedes ! dit le père ; tiens, tu sais, cet homme du gouvernement, du ministère de la culture, je crois, hier il m'a de nouveau demandé d'inspecter sa Mercedes. Il ne veut être servi que par moi. Comment s'appelle-t-il encore ?

— Kronsorgeler ?

— Oui, c'est lui. Un homme très bien — je dirai même sans ironie qu'il est distingué. »

Puis, la mère arriva avec le bouquet de fleurs et dit : « Salue Carola pour nous et, bien sûr, les parents. Nous nous voyons mardi. » Le père s'approcha juste avant qu'il mette le moteur en marche et dit : « Ne va pas si souvent à Heidelberg — avec cette carriole ! »

CAROLA n'était pas encore là lorsqu'il arriva chez les Schulte-Bebrung. Elle avait téléphoné et fait savoir qu'elle n'avait pas encore terminé son rapport, mais qu'elle allait se dépêcher ; on ne devait pas l'attendre pour le café.

La terrasse était plus grande, la jalousie, bien que défraîchie, plus vaste, l'ensemble plus élégant, et même dans l'usure que l'on remarquait à peine du mobilier du jardin, dans l'herbe qui poussait entre les rangées de dalles rouges il y avait quelque chose qui l'excitait, l'irritait comme bien des palabres au cours des manif's d'étudiants ; ce genre de choses et l'habillement constituaient des objets de dispute entre Carola et lui. Elle lui reprochait toujours d'être habillé de manière trop conventionnelle, trop bourgeoise. Il s'entretint de jardins potagers avec la mère de Carola, de sport cycliste avec son père, trouva le café plus mauvais qu'à la maison et essaya de contrôler sa nervosité afin qu'elle ne se transforme pas en irritabilité. C'étaient pourtant des gens vraiment gentils, aux idées avancées, qui l'avaient accepté sans le moindre préjugé, et même de manière officielle en publiant l'annonce de leurs fiançailles ; depuis, il les aimait bien, même la mère de Carola, dont, au début, l'expression favorite — « charmant » — lui tapait sur les nerfs.

Puis, le Dr Schulte-Bebrung — un peu embarrassé, lui sembla-t-il — l'invita à le suivre dans son garage et lui présenta la bicyclette qu'il venait d'acquérir et avec laquelle, le matin, il faisait régulièrement quelques tours autour du parc et du vieux cimetière ; une merveille de vélo. Admiratif, il en fit l'éloge, sans une pointe de jalousie, l'enfourcha pour en faire l'essai tout autour du jardin, expliqua à Schulte-Bebrung le travail des muscles de la jambe (il se souvenait que les vieux messieurs du club souffraient souvent de crampes !) et lorsqu'il en fut descendu et *qu'il eut adossé la bicyclette le long du mur* dans le garage, Schulte-Bebrung lui demanda : « Que crois-tu, combien de temps me faudrait-il pour aller avec cette merveille de vélo, comme tu l'appelles, d'ici disons à Heidelberg ? » *La question apparut comme fortuite*, innocente, d'autant plus que Schulte-Bebrung poursuivit : « En effet, j'ai étudié à Heidelberg, et j'avais aussi, à l'époque, un vélo ; de là-bas jusqu'ici j'avais besoin — et pourtant j'étais en pleine force de l'âge — de deux heures et demie. » Il sourit véritablement sans arrière-pensée, parla de feux de signalisation, d'embouteillages, de circulation automobile, de ce qui n'existait pas encore à l'époque ; en auto, il en avait déjà l'expérience, il lui fallait trente-cinq minutes pour aller au bureau, en vélo seulement trente minutes. « Et en auto, combien de temps mets-tu pour aller à Heidelberg ? » — « Une demi-heure. »

LE fait qu'il ait parlé de voiture montrait qu'il n'avait pas cité Heidelberg tout à fait par hasard ; c'est à ce moment que Carola arriva, toujours aussi gentille, toujours aussi jolie, un peu ébouriffée. L'on voyait bien qu'elle était effectivement morte de fatigue ; il ne savait plus — maintenant qu'il était assis sur le bord du lit, une deuxième cigarette non encore allumée dans la main. — il ne savait plus exactement si sa nervosité s'était déjà transformée en irritabilité et s'il la lui avait transmise ou bien si c'était elle qui avait été nerveuse et irritée — et si, venant d'elle, cela lui était tombé dessus. Bien sûr, elle l'embrassa, mais elle lui murmura en même temps qu'elle ne l'accompagnerait pas aujourd'hui. Puis ils parlèrent de Kronsorgeler, qui avait tellement fait son éloge ; ils parlèrent des postes à pourvoir, des frontières du district, de cyclisme, de tennis, d'espagnol et ils se

Fascinés par le pouvoir, combien d'intellectuels se sont accrochés à l'appareil d'un Etat ou d'un parti ? Heinrich Böll ne s'est pas dérobé devant les grands choix politiques, bien au contraire, mais son engagement sur le fond l'a toujours laissé méfiant devant les instruments de la puissance. Bien mieux, Böll a eu des mots cruels sur « l'intelligence des écrivains et l'imbécillité des hommes politiques », de même qu'il n'a pas hésité à traiter d' « idiots » les évêques allemands. Arrogance d'intellectuel ? C'est bien ce qu'ont dû penser des médiocres placés aux leviers de commande : mais il leur manque précisément cette humilité qui leur permettrait de comprendre les limites et les dangers du pouvoir. Trop sûrs d'eux, alors que l'écrivain digne de ce nom est « inconsolable ». Ce qui le place d'emblée aux côtés des victimes : on l'a bien vu avec l'Honneur perdu de Katharina Blum...

Comme ce récit (ou le film qui en fut tiré), la nouvelle que nous publions ici rejoint le thème constant de ses grands romans (les Enfants des morts, les Deux sacrements, la Grimace, Portrait de groupe avec dame, etc.), l'unique thème qui l'obsède : le problème allemand. Quel « problème » ? Celui-là même que tant de gens — qui ont pourtant assuré à l'œuvre d'Heinrich Böll des tirages énormes — s'efforcent d'esquiver, le poids d'un passé récent qui laisse des traces. Celles-ci risquent-elles de se ranimer ? Cette crainte incite Heinrich Böll à réagir contre « notre habitude de concevoir l'Histoire comme une fatalité inéluctable ».

Parce que la peur, savamment entretenue, peut, partout, redonner vie au monstre froid qui se nourrit de satisfactions de soi, d'ordre et de prospérité, Heinrich Böll refuse toute fatalité et montre le danger.

Dans les revues...

■ Le général Gallois publie, dans les deux derniers numéros de l'APPEL, une importante étude sur le désarmement qui mériterait une plus large diffusion. Exposé salutaire en ce qu'il éclaire avec la plus froide lucidité les illusions ou, pour mieux dire, l'imposture du « désarmement », et même de la prétendue limitation des armements, qui s'exprime, en réalité, par un accroissement accéléré des armements nucléaires et des objectifs susceptibles d'être simultanément détruits. (Octobre et novembre, nos 48 et 49, mensuel, 9 F. - 89, rue de Lille, 75007 Paris.)

■ FAIRE ouvre le dossier des ventes d'armes de la France. Un « choix pour la gauche », — que la gauche semblait avoir tacitement fait pour le cas de sa venue au pouvoir : ne rien changer. Dans le même numéro, de l'histoire : le congrès socialiste de 1946, et de l'actuel, mais qu'abordait déjà Léon Blum à ce congrès : P. Rosanvallon constate que le parti ouvrier en est toujours à viser l'ennemi du dix-neuvième siècle, le capitalisme de Marx et de Zola. (Nº 37, novembre, mensuel, 15 F. - 48, rue Sainte-Anne, Paris-1er.)

■ Nathaniel Davis était secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires africaines lorsque, en 1975, les Etats-Unis prirent la décision de soutenir le F.N.L.A. et l'UNITA contre le M.P.L.A. en Angola. Aujourd'hui, il raconte, dans FOREIGN AFFAIRS, comment fut prise cette décision qui l'incita à présenter sa démission, et comment se mit en place l'aide américaine aux deux mouvements pro-occidentaux par l'intermédiaire du Zaïre de Mobutu. Une mise en question, aussi, du rôle prééminent qui revient souvent au chef du département d'Etat dans la formulation de la politique étrangère américaine. Au même sommaire, des articles sur l'idéologie sioniste et la réalité israélienne (Nahoum Goldmann), la crise du Zaïre (Crawford Young) ou encore la politique étrangère chinoise (Chalmers Johnson). (Vol. 57, nº 1, automne 1978, trimestriel, 3 dollars. - 58 East 68th Street, New York N.Y. 10021.)

■ Autre revue américaine de politique étrangère, FOREIGN POLICY consacre, de son côté, plusieurs articles aux relations avec l'U.R.S.S. Sous le titre « Vivre avec la surpuissance soviétique », trois auteurs envisagent le problème en termes de stratégie (Seyom Brown), de détente (Dimitri K. Simes) et d'échanges économiques ou technologiques en relation avec la diplomatie (Samuel P. Huntington). (Nº 32, automne 1978, trimestriel, 3 dollars. - 11 Dupont Circle, N.W., Washington D.C. 20 036.)

■ Le Pacte amazonien, facteur d'intégration ou moyen de domination ? Autour de cette question centrale, NUKVA SOCIEDAD publie une série d'articles parmi lesquels on lira avec intérêt ceux de J. P. Carrasco sur l' « Amazonie et la géopolitique du Brésil » et de J. M. Campuzano sur « les Multinationales en Amazonie ». (Nº 37, juillet-août 1978, trimestriel, abonnement annuel : 10 dollars des Etats-Unis. - Apartado 61 712, Charao, Caracas 106, Venezuela.)

■ EL ALEPH consacre une importante partie de sa dernière livraison à la présentation du grand poète latino-américain Jorge Artel, dont elle publie des déclarations ainsi que deux émouvants poèmes sur le Chili. (Nº 26, septembre 1978 - Trimestriel (prix non indiqué). - Apartado aereo 1080, Manizales, Colombie.)

■ Dans l'hebdomadaire ALTERNATIVA : un texte intéressant sur « Somoza et les multinationales » où l'on apprend que le directeur nicaraguayen est soutenu, entre autres, par les sociétés du milliardaire Howard Hughes, et par... Nestlé. (Nº 185, 30 octobre 1978, hebdomadaire, 25 dollars. - Carrera 16 nº 38 14 Bogota, Colombie.)

■ Le dernier numéro reçu d'ANALISE SOCIAL propose notamment un intéressant panorama critique de la réforme agraire portugaise et des mouvements paysans (A. de Vale Estrela), et une étude sur l'agriculture portugaise dans la perspective d'une éventuelle intégration dans le Marché commun (R. Roque Amaro). (Nº 54, juin, trimestriel, 90 escudos. - Rua do Quelhas 6, Lisboa 2 6.)

■ CONNAISSANCE DE LA R.D.A. publie un second « spécial littérature » avec des textes inédits de Volker Braun, Cl. Wroblewsky et Kl. Schlesinger. Un deuxième « Dossier littérature » et des chroniques. (Nº 7, bisannuel, abonnement : 35 F. - Université de Paris-VIII, U.E.R. d'allemand, route de la Tourelle, 75571 Paris Cedex 12.)

■ Le JOURNAL OF PALESTINE STUDIES publie une interview de Richard Falk sur la politique américaine au Proche-Orient. L'auteur ne croit pas à la possibilité pour Washington de pousser très loin ses pressions sur Israël, pour des raisons de politique intérieure essentiellement. D'autre part, Sabri Jiryis, directeur du Centre de recherche de l'O.L.P. à Beyrouth, s'applique à décrire cet autre « front du refus » qui impose sa ligne dure au gouvernement israélien : une analyse qui remonte aux origines du sionisme en tenant compte des facteurs extérieurs qui, aujourd'hui, favorisent des décisions allant dans le sens de l'intransigeance. (Vol. VIII, nº 1, automne 1978, trimestriel, 4 dollars ou 7 livres libanaises. - P.O. Box 19449 Washington D.C. 20036 ou P.O. Box 11-7164, Beyrouth.)

■ L'ARCHE a recueilli deux interviews après Camp David. Pour Raymond Aron, la paix est un « processus irréversible », et il en donne ses raisons. Le général Buis, qui connaît bien la région, est interrogé sur les conséquences stratégiques de l'accord, qu'il estime bonnes. Mais quand on lui dit : « Au fond, vous ne croyez pas à la paix », il répond : « Pas tellement. » (Novembre, mensuel, 7 F. - 14, rue Georges-Berger, Paris-17e.)

■ C'est aussi aux « suites de Camp David » qu'ESOPE consacre un de ses dossiers « Fantastique négociation » qui va réaliser « l'improbable ». ESOPE croit donc à « un avenir de paix ». En annexe à ses commentaires, il publie le texte des accords. Autres dossiers : la crise sino-vietnamienne ; et l'élection de Jean Paul II, dont le « défi » ne peut être rien d'autre que « le défi de l'Evangile ». (Octobre - novembre, mensuel, 10 F. - 12, rue du 4-Septembre, Paris-2e.)

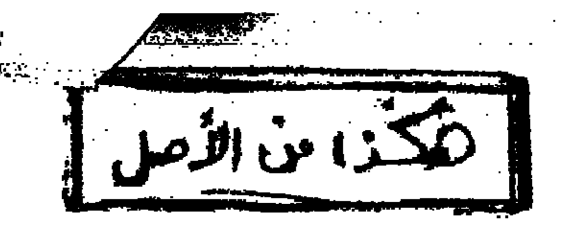
■ Poursuivant sa série d'articles sur la corne de l'Afrique, la REVUE FRANÇAISE D'ETUDES POLITIQUES AFRICAINES publie trois articles d'Hubert Deschamps sur les peuples et les frontières de cette zone. Philippe Leymarie présente, quant à lui, les débuts difficiles de la nouvelle République de Somalie, et Robert Cornevin analyse la politique extérieure du Soudan du président Nemeiry. (Nº 154, octobre, mensuel, 20 F. - 32, rue de l'Echiquier, Paris-10e.)

■ La naissance d'une société industrielle en Côte-d'Ivoire, son articulation sur les secteurs traditionnels de l'économie font l'objet d'une intéressante recherche de la part de P. Anyang Nyongo dans AFRICA DEVELOPMENT, revue publiée à Dakar par le Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique. Au même sommaire : le développement rural au Malawi, par Alifeyo Chilivumbo. (Vol. III, nº 2, avril-juin, trimestriel, 17,50 F.F. - CODESRIA, B.P. 3304, Dakar.)

■ Dans les NOTES DU G.E.R.E.I., publication du Groupe d'étude des relations économiques internationales — dépendant de l'INRA, — une étude consacrée aux Caboclos du Maranhão, « ruraux marginalisés au Brésil » : Martine Doublers, chercheur à l'INRA, y consigne le résultat de ses recherches auprès de cette population vouée à l'agriculture de subsistance, mais qui se laisse gagner peu à peu par les pratiques de l'économie moderne. (88-78, nº 7, six numéros par an, abonnement annuel : 100 F. - 6, passage Tenaille, 75014 Paris.)

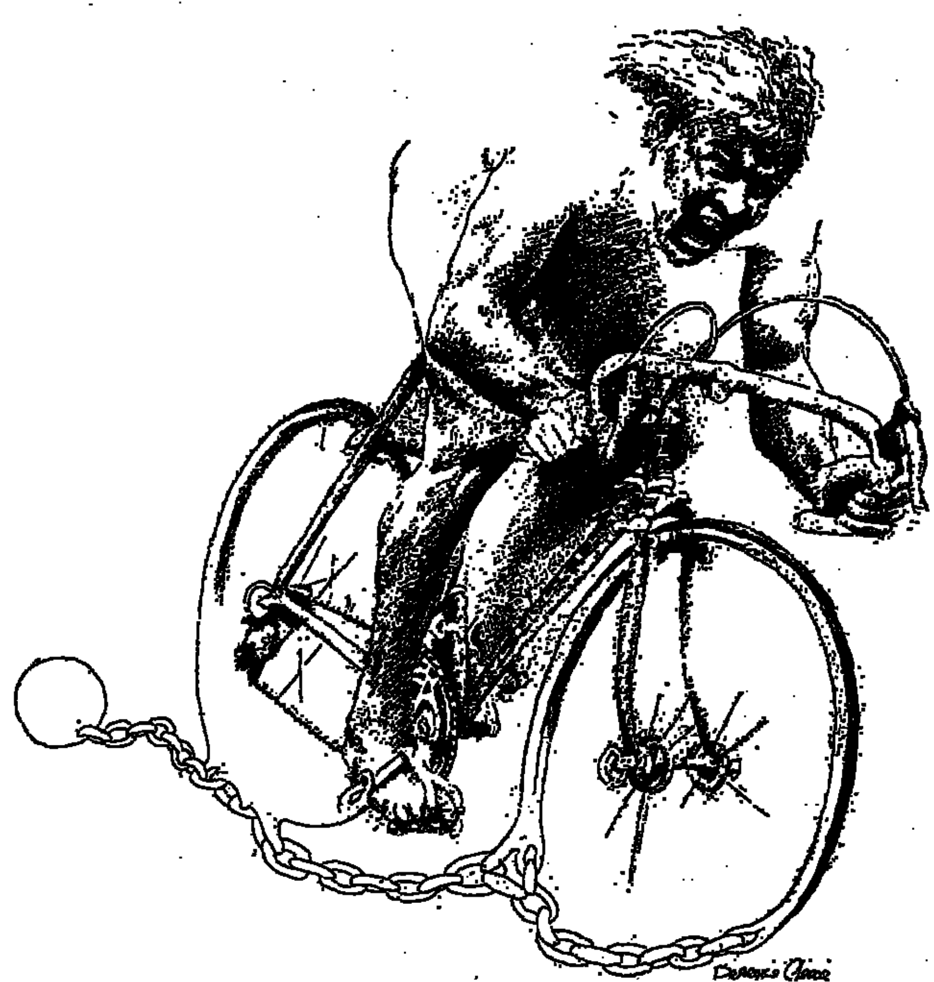
Calendrier des fêtes nationales

16-31 DECEMBRE	
16 BANGLADESH	Fête nationale
16 BAHREIN	Fête nationale
18 NIGER	Fête de l'indépendance
28 NEPAL	Fête nationale
1er-15 JANVIER	
1er CAMEROUN	Fête de l'indépendance
1er CUBA	Fête de l'indépendance
1er HAITI	Fête de l'indépendance
1er SAMOA OCCIDENT.	Fête de l'indépendance
1er SOUDAN	Fête de l'indépendance
4 BIRMANIE	Fête de l'indépendance



demandèrent s'il obtiendrait la note un ou seulement un deux. Elle-même n'avait obtenu un trois que de justesse (3).

Lorsqu'il fut invité à rester dîner, il prétexta qu'il était fatigué et qu'il avait encore du travail; personne n'insista pour le retenir. *Sur la terrasse l'air devint rapidement* frais. Il aida à rentrer les chaises et la vaisselle à l'intérieur de la maison, et, lorsque Carola le raccompagna jusqu'à la voiture, elle *l'avait tout d'un coup* embrassé fougueusement, l'avait enlacé, s'était appuyée contre lui en lui disant : « Tu sais que je t'aime, que je t'aime beaucoup, et je sais que tu es un type très *bien*; tu n'as qu'un défaut, un petit défaut : tu vas trop souvent



(Dessin de Bérénice Cleeve.)

à Heidelberg. » Elle avait couru rapidement jusqu'à la maison, fait signe de la main, souri, envoyé des baisers; dans le rétroviseur il put voir qu'elle était encore debout sur le seuil de la porte et qu'elle agitait vivement la main.

IL ne pouvait s'agir de jalousie. Elle savait bien qu'il allait chez Diego et Teresa pour les aider à traduire des offres d'emploi, à remplir des formulaires et des questionnaires, qu'il rédigeait des demandes d'emploi, les dactylographiait. Tout cela pour la police des étrangers, les services sociaux, le syndicat, l'université, le bureau du travail. Il s'agissait d'obtenir des places à l'école et au jardin d'enfants, des bourses, des secours financiers, des vêtements, des séjours en maison de repos. Elle savait bien ce qu'il *faisait à Heidelberg, elle l'avait même* accompagné quelquefois, elle avait tapé à la machine avec zèle et fait preuve de connaissances étonnantes en matière de langage administratif. *Elle avait même quelquefois* emmené Teresa au cinéma et au café, et obtenu de son père l'argent pour un fonds d'entraide aux Chiliens.

Au lieu de rentrer chez lui, il avait été à Heidelberg, mais n'y avait pas trouvé Diego et Teresa, ni Raoul, l'ami de Diego. Au retour, il avait été pris dans un *bouchon; vers neuf heures, il était passé chez son frère* Karl, qui avait été lui chercher de la bière dans le réfrigérateur tandis que Hilde lui avait fait cuire des œufs *sur le plat. Ils avaient regardé ensemble* à la télévision un reportage sur le Tour de Suisse, où Eddy Merckx n'avait pas brillé. Lorsqu'il s'en était allé, Hilde lui avait *donné un sac de papier rempli de vieux vêtements d'enfants*, pour « ce beau et gentil Chilien et pour sa femme ».

L'heure des informations était enfin arrivée, mais il ne les écouta que d'une oreille; il pensa aux carottes, aux épinards et aux cerises qu'il devait ranger dans le congélateur. Il se décida à allumer sa deuxième cigarette. Quelque part — en Irlande ? — il y avait eu des élections; un éboulement de terrain. Quelqu'un — était-ce vraiment le président de la République fédérale ? — avait dit quelque chose de très convaincant à propos de cravates. Quelqu'un avait démenti quelque chose. Les cours en Bourse grimpaient. Idi Amin restait introuvable.

Il ne fuma pas la seconde cigarette jusqu'au bout, l'écrasa dans un pot de yaourt qu'il n'avait mangé qu'à moitié. Il était réellement mort de fatigue et il s'endormit très vite, bien que le mot Heidelberg tambourinât dans sa tête.

IL déjeuna de manière frugale : du pain et du lait, rangea sa chambre, prit une douche et s'habilla avec soin; lorsqu'il noua sa cravate, il pensa au président de la République fédérale — ou bien s'était-il agi du chancelier fédéral ? Il prit place sur le banc devant l'antichambre de Kronsorgeler, un quart d'heure trop tôt. A côté de lui, un gros bonhomme était assis, habillé à la mode, élégant et négligé à la fois. Il le connaissait pour l'avoir rencontré aux cours de pédagogie, mais il ignorait son nom. Le gros bonhomme lui murmura à l'oreille : « Je suis communiste, toi aussi ?

— Non, dit-il, *non vraiment pas, faut pas m'en vouloir !* »

Le gros bonhomme ne resta pas longtemps chez Kronsorgeler; il fit en sortant un geste qui voulait dire « fichu ». Puis la secrétaire l'invita à entrer; elle était sympathique, plus tout à fait jeune, elle l'avait toujours traité cordialement; il fut surpris lorsque, pour l'encourager, elle lui donna une petite tape. Il avait cru qu'elle était trop prude pour cela.

Kronsorgeler le *reçut amicalement; il était gentil*, conservateur mais gentil, objectif, pas vieux, tout au plus le début de la quarantaine. Amateur de sport cycliste, il l'avait beaucoup *encouragé; ils parlèrent tout d'abord* du Tour de Suisse; Merckx aurait-il bluffé pour être sous-estimé dans le Tour de France, ou bien était-il vraiment diminué ? Kronsorgeler pensa que Merckx avait bluffé, lui pas; il pensa que Merckx était vraiment presque au bout du rouleau, on ne pouvait maquiller certains *signes d'épuisement. Puis, ils parlèrent de l'examen; ils* avaient longuement réfléchi : pourraient-ils tout de même lui donner la note « un » ? Cela n'avait pas été possible à cause de la philosophie. *Mais pour le reste : son remarquable travail à l'université populaire* et aux cours du soir, aucune participation à des manif's ! Il n'y aurait — Kronsorgeler sourit avec beaucoup d'amabilité — qu'une seule, qu'une petite erreur.

« *Oui, je sais, dit-il, je vais trop souvent* à Heidelberg. »

Kronsorgeler devint presque rouge, en tout cas son embarras était apparent; c'était un homme sensible, réservé, presque timide, répugnant à aller droit au but.

« Qui vous l'a dit ?

— On me le dit de tous côtés. Où que j'aille, quel que soit mon interlocuteur, mon père, Carola, son père, je n'entends toujours qu'un mot : Heidelberg. Je l'entends distinctement — et je m'interroge : si je téléphone aux informations météorologiques ou au bureau de renseignements de la gare, ne vais-je pas entendre : Heidelberg ? »

L'ESPACE d'un *instant*, on put croire que Kronsorgeler allait se lever et, rassurant, lui poser les mains sur les épaules; il les avait déjà levées, il les laissa retomber, les posa à plat sur le bureau et dit : « Je ne puis vous dire combien cela m'est pénible. J'ai suivi votre route, votre dure route avec sympathie; mais il y a là un rapport sur ce Chilien qui n'est pas très favorable. Je n'ai pas le droit d'ignorer ce rapport, je n'en ai pas le droit. Je n'ai pas seulement des prescriptions, je n'ai pas seulement des lignes de conduite, mais je reçois aussi des conseils par téléphone. Votre ami — je *suppose qu'il est votre ami* ?

— Oui.

— *Pendant quelques semaines, vous allez disposer de* beaucoup de temps libre. Qu'allez-vous en faire ?

— Je vais beaucoup m'entraîner, refaire du vélo, et j'irai souvent à Heidelberg.

— En vélo ?

— Non, en voiture. »

Kronsorgeler soupira. Manifestement, il souffrait, il souffrait vraiment. Lorsqu'il lui tendit la main, il murmura : « N'allez pas à Heidelberg, je ne peux pas en dire plus. » Puis il sourit et dit : « Pensez à Eddy Merckx. »

Dès qu'il eut fermé la porte derrière lui et qu'il se mit à traverser l'antichambre, il songea à d'autres choix : traducteur, interprète, directeur de voyage, correspondant espagnol pour une agence de change ? Pour devenir professionnel, il était trop vieux, et, entre-temps, il y avait bien assez d'électriciens. Il avait oublié de prendre congé de la secrétaire; il revint sur ses pas et lui fit un signe de la main.

(Traduit par René Wintzen).

(1) *Célèbre caricaturiste et dessinateur, vit à Heidelberg.*
(2) Jeu de mots intraduisible entre *Abendrot* (coucher du soleil) et *Abendbrot* (pain du soir, c'est-à-dire repas du soir qui se compose la plupart du temps de pain, de charcuterie, de beurre, de thé ou d'un verre de vin) (N. d. T.).
(3) Les notes qui sanctionnent devoirs et examens vont de un (la meilleure) à cinq (la plus mauvaise) (N.d.T.).

■ Gérard Cohen Jonathan se place dans la perspective de la future union européenne pour estimer insuffisante, dans la **REVUE DU MARCHE COMMUN**, la part faite aux droits de l'homme *dans* les textes constitutifs de la C.E.E. : il n'y existe que des dispositions « parcellaires » qui, surtout en matière sociale, sont principalement motivées par des nécessités *économiques*. L'auteur explique alors le rôle du Parlement européen pour améliorer la protection de ces droits. (N° 219, août-septembre, abonnement : 254 F. - 3, rue *Soufflot*, 75005 Paris.)

■ Un bilan de l'action de la Commission de la C.E.E. en matière de sécurité sociale, en particulier sous l'angle de la concertation des Neuf pour harmoniser leurs politiques en la matière, est dressé par Leo Crijns et André Laurent dans la **REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL**, que publie *le BIT, à Genève*. Dans le même numéro, Arturo Bronstein traite de la négociation collective en Amérique latine. (Vol. 117, n° 5, bimestriel, septembre-octobre, *abonnement annuel* : 48 francs suisses. - BIT, CH-1211, Genève 22.)

■ L'extradition est devenue une question actuelle dans la mesure où la notion de crime et de délit politiques a pris plus d'extension et d'ambiguïté. Roger Errera, dans les **ETUDES**, s'attache à la définir, dans ses fluctuations dues à l'époque et aux circonstances. Il l'appréhende à travers les différentes législations et l'évolution de celles-ci : droit national et international, conventions bilatérales, convention européenne et exposé des critiques que cette dernière a suscitées. L'affaire Croissant est, bien entendu, évoquée. (Novembre, mensuel, 13 F. - 15, rue Monsieur, Paris-7°.)

■ **ALTERNATIVES NON VIOLENTES** ébauche un « panorama des mouvements non violents en Europe », pays par pays. Simple enquête auprès de militants, qui *apporte une* information sérieuse. Mais non encore des évaluations, qui restent à établir. (Novembre, bimestriel, 6 F. - B.P. 28, 69341 Lyon *Cedex 02.)*

■ Un numéro double d'**AUTOGESTION ET SOCIALISME** qui présente une synthèse de la *seconde* conférence internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion : une douzaine de textes et 300 pages (pour 124 communications *et* 4 000 pages), soigneusement annotés, et introduits par Y. Bourdet, O. Corpet et Jacqueline Pluet; avec des interventions de G. Hunnius et A. Touraine. (N°s 41-42, juin-septembre, trimestriel, ce numéro 32 F. - Edit. Anthropos, 12, av. du Maine, Paris-15°.)

■ Poursuivant une étude sur les stratégies informatiques d'abord axée sur les entreprises (n° 8), la revue **INTERFERENCES** se penche cette fois sur l'assujettissement du « social tout entier » aux systèmes de gestion informatiques où se combinent, sans s'exclure, surveillance et régulation par les diverses formes du pouvoir moderne. (N° 9, trimestriel, 12 *F.* - B.P. 353-16, 75768 Paris Cedex 16.)

■ Une nouveauté en Italie : l'apparition de la revue **IKON**, consacrée à la recherche sur les processus et sur les appareils de la communication de masse. Dans la première livraison, on lira notamment le dossier sur « La communication comme domination » avec des textes d'A. Mattelart, T. Guback, G. Richeri, etc. (N° 1/2, septembre, trimestriel, 4 000 lires. - Concordia 7 - *20 129 Milan*, Italie.)

■ « Démystifier l'économie » est l'objectif que se sont donné les fondateurs *de* **l'ARGENT**, une *nouvelle* revue se proposant de fournir un maximum d'explications aux phénomènes économiques. Au sommaire de ce premier numéro, un dossier *sur la monnaie* réalisé par René Louzon, Suzanne de Brunhoff et J. Cartelier. (N° 1, 38 F. - 1, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris.)

■ **MIGRATION - FORMATION** publie un copieux cahier double sur les adolescents immigrés : une quarantaine d'études et d'enquêtes couvrent, en les distinguant, les principaux problèmes : vie, adaptation, apprentissage, scolarité, orientation, université, loisirs, et... chômage. Mariage et sexualité. Situation administrative. Avec des points de vue selon l'origine : Maghrébins, Portugais, Chiliens, — ou les adolescents de l'exil. (N°s 29-30, octobre, trimestriel, ce numéro: 19 F. - C.N.D.P., 29, rue d'Ulm, 75230 Paris Cedex 05.)

■ **FEMMES ET MONDES** ouvre un dossier sur l'homosexualité et la prostitution masculine : rappel de la tradition homophile, exposé de la réalité bio-sociologique; « table ronde », dialogues, confessions, points de vue (« Ce n'est plus une honte... » et : « Ce n'est pas normal... »). Un « à-côté » : sur la transsexualité. (4e trimestre, trimestriel, 4 F. - 7, rue du Landy, 92110 Clichy.)

■ **CADMOS**, cahiers du Centre européen de la culture, se consacre à une réflexion sur l'idéologie de « la mort de l'homme ». « Qui le dit ? » demande Jeanne Hersch. En effet. Et à ce « dire » comme aux diseurs, convient-il d'accorder toute créance ? *Il appartenait à* Denis de Rougemont de tirer les conclusions « européennes » de cette mise en doute de la mort de l'homme. (Automne 78, trimestriel, abonnement : 70 F. - 122, rue de Lausanne, 1211 Genève 21.)

■ Recherches historiques, dans le numéro d'octobre de **LA PENSEE**. Etienne Balibar s'interroge sur l'attitude de Marx et d'Engels face au rôle du parti révolutionnaire et de ses relations avec les travailleurs. De son côté, Raymond Huard reconstitue la genèse des partis démocratiques modernes en France à la lumière de l'expérience du dix-neuvième siècle. Dans un autre champ de préoccupation, Roger Godement remonte aux *« sources du modèle scientifique américain »*, estimant que le développement de la science et de la technologie aux Etats-Unis a d'abord été influencé par des « nécessités militaires » plus que par une « évolution naturelle » ou des « *nécessités économiques* liées au développement « normal » de nos sociétés ». (N° 201, octobre, bimestriel, 22 F. - 146, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris.)

■ Dans la **REVUE DES DEUX-MONDES**, Emile Roche poursuit ses souvenirs autour de Briand, le « vieux sorcier celte », et de Caillaux. Le mois dernier, c'était la paix. Ce mois-ci, c'est la guerre : l'automne 1939. Intéressant témoignage de Caillaux, inquiet de l'impréparation, mais sans aucun « défaitisme ». Dans un important inédit, il vouait Hitler à l'échec; mais « il aura des successeurs, si l'on n'y veille ». Il regrette le limes romanus, c'est-à-dire la garde du Rhin. L'idée se retrouve, très *curieusement* exprimée mot pour mot, chez de Gaulle. (Novembre, mensuel, 14 F. - 15, rue de l'Université, Paris-7°.)

CINÉMA

■ **L'AFRIQUE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE** a confié à G. Hennebelle et Catherine Ruelle la réalisation d'un numéro sur le cinéma d'Afrique noire. Passent sur l' « écran » de la revue cinquante cinéastes africains, dont deux femmes (ce qui paraît assez remarquable) : la Sénégalaise Faye Safi, et Sarah Maldoror. Idées, œuvres, projets : ces propos recueillis forment un panorama vivant du cinéma africain en devenir. Suivent des réflexions sur la thématique, l'économie et l'éthique des films africains; une chronologie et des informations pratiques. (N° 49, 3e trimestre, trimestriel, ce numéro illustré : 30 F. - 32, rue de l'Echiquier, Paris-10°.)

■ *Une cinquantaine de cinéastes* d'Afrique noire s'expriment dans le dernier numéro de **CINEMACTION**, qui propose, d'autre part, des réflexions sur *les films africains. Etant donnée la rareté* des études sur le cinéma africain, on ne saurait trop insister sur l'intérêt de ce dossier. (N° 3, décembre, trimestriel, 30 F. - 8, rue Lamarck, 75018 Paris.)

■ Dans **LA REVUE DU CINEMA**, un article de Ph. Durand *sur* « la naissance du cinéma martiniquais » et un dossier sur la situation du court métrage en France. (N° 333, novembre, 8 F. - 3, rue Récamier, 75341 Paris Cedex 07.)

■ Le grand documentariste politique hollandais Joris Ivens s'exprime dans **ECRAN 78**; *il* évoque *ses* souvenirs de tournage durant la guerre d'Espagne, la révolution cubaine, le conflit indochinois... et parle de la différence entre fiction et document, cinéma direct et dramaturgie documentaire. (N° 74, 15 novembre, 12 F. - 60, rue Simon-Bolivar, 75015 Paris.)

■ L'œuvre d'un des cinéastes français les plus secrets et les plus originaux, Gérard Blain, est analysée en trois textes dans **CINEMA 78**, où on pourra lire également des entretiens avec trois cinéastes américains : R. Altman, M. Rappaport et P. Schrader. (N° 239, novembre, 12 F. - 6, rue Ordener, 75018 Paris.)

■ Jean-Paul Fargier, dans **CAHIERS DU CINEMA**, fait un intelligent démontage *idéologique de l'émission « Apostrophes »* en s'appuyant sur l'analyse de la séance consacrée à l'écrivain marginal Charles Bukowski. Dans le même numéro, une présentation du théoricien hongrois Laslo Moholy-Nagy (1895-1946). (N° 294, novembre, 15 F. - 9, passage de la Boule-Blanche, 75012 Paris.)

LE MONDE DIPLOMATIQUE



Espagne, images d'une transition

La cinématographie espagnole, par l'importance de sa production (cent quatre films), est la troisième industrie d'Europe ; mais, par le nombre de spectateurs (deux cent cinquante millions), l'Espagne constitue le second marché européen. Un marché largement contrôlé, directement ou indirectement, par trois sociétés américaines (Warner Bros, C.B. Films et C.I.C.), qui y ont réalisé, en 1977, un bénéfice net de 40 millions de dollars. Les distributeurs américains profitent de la législation provisoire actuelle (le cinéma espagnol est régi par un décret-loi promulgué en novembre 1977, en attendant que la « loi de cinéma » proposée par le gouvernement soit discutée au Parlement en janvier prochain) pour inonder le marché de films américains et recueillir les plus grands bénéfices de la très forte hausse de la fréquentation que connaissent les salles espagnoles depuis la disparition de la censure.

Les films américains ont pu, de la sorte, attirer 38,6 % des spectateurs, alors que les productions espagnoles n'en mobilisent que 21 %. Actuellement, la fréquentation moyenne, à Madrid, pour un long métrage américain, est de cinquante et un mille trois cent vingt-neuf spectateurs, contre trente-sept mille sept cent vingt pour un film espagnol. La télévision contribue à maintenir la popularité du cinéma hollywoodien ; en 1977, la T.V.E. n'a proposé sur ses deux chaînes que 15 % de films espagnols contre 75 % de longs métrages américains.

La suppression de la censure a permis l'importation hâtive et désordonnée de tous les films naguère interdits (surtout pour des raisons de politique ou de moralité). En deux ans, le spectateur espagnol a pu combler, à marche forcée, dix ans de retard cinématographique. La conséquence de cette diffusion massive est déjà un perceptible reflux de l'intérêt, notamment à l'égard des fictions dites « politiques ».

La hausse de la fréquentation est venue renforcer le pouvoir des exploitants ; en particulier, celui des quelque dix sociétés qui se partagent les mille deux cents salles les plus rentables du pays (sur un total de cinq mille). Il est vrai que l'exploitation demeure en Espagne de type traditionnel : peu concentrée sur le plan national, quoique très fortement au niveau régional ; « multi-salles » très rares ; exploitation parcimonieuse des films qui ne sortent généralement que dans une seule salle (Grease est sorti à Madrid dans deux salles, contre vingt-sept à Paris) ; prix des places relativement bas et forte dispersion géographique. Dans de telles conditions, ce secteur aurait sans doute du mal à supporter une éventuelle baisse de la fréquentation.

L'absence de législation sur le cinéma et les inconnues qui pèsent sur son avenir n'encouragent guère les producteurs à investir ; le nombre des productions a diminué, mais la qualité moyenne s'est nettement améliorée. Le retour à la réalisation d'auteurs que la censure maintenait éloignés des plateaux (notamment Berlanga) et la possibilité pour les autres d'aborder enfin des sujets longtemps interdits confèrent au cinéma espagnol d'aujourd'hui une qualité et un intérêt exceptionnels ; mérites ratifiés par la plupart des festivals de cinéma qui, depuis deux ans, inscrivent régulièrement des films espagnols à leur palmarès.

Les cinéastes militants eux-mêmes, qui s'étaient résignés à travailler dans des conditions minimales (politiquement et matériellement), affinent aujourd'hui leur champ d'intervention, comme l'exposent ci-dessous dans un manifeste les réalisateurs du collectif militant le plus important d'Espagne. Leurs films voudraient dénoncer les restes du franquisme dans la fragile démocratie qui se met en place, vestiges encore menaçants, comme l'ont montré les événements du mois dernier.

Un congrès démocratique du cinéma espagnol va se tenir à Madrid du 11 au 16 décembre ; ce sera l'occasion de rappeler que, malgré l'importance de son marché et de son industrie, le cinéma espagnol dépend de l'étranger aussi bien sur le plan économique, par la mainmise des sociétés américaines, que sur le plan technologique, parce que toute la pellicule doit être importée, ainsi que tous les instruments techniques (caméras, machines, tables, etc.) qui interviennent dans la confection et la diffusion d'un film. Le congrès devra élaborer des propositions pour tirer le cinéma espagnol de sa crise de production tout en veillant à combler le vide juridique actuel, mais sans négliger de considérer qu'un cinéma n'est véritablement libre que s'il est à la fois maître de sa parole et de son outil.

IGNACIO RAMONET.

Délicate conjoncture

Par JULIO DIAMANTE *

A LA mort de Franco, le cinéma espagnol avait atteint, malgré toutes les censures politiques et morales, une réelle audience ; la production courante commerciale était très populaire et même certains films d'auteur (je pense à *Furtivos* par exemple, de José-Luis Borau) avaient rencontré un important succès. On pouvait donc espérer, avec la libéralisation et la démocratie, que notre cinématographie s'épanouirait davantage, et que les investissements dans la production ne manqueraient pas. Or, aujourd'hui, on assiste, paradoxalement, à une situation opposée : une sorte d'étranglement financier.

L'appareil économique du cinéma espagnol a toujours été contrôlé par les secteurs en aval de la profession : distribution et exploitation. Ces secteurs profitent actuellement de la nouvelle législation qui autorise la libre importation de films, et en viennent à souhaiter la disparition pure et simple du secteur production, le seul qui soit industriel (les deux autres ne sont que des services). Leur calcul est simple : la mise sur le marché d'un film étranger revient (frais de doublage compris) à quelque 2 millions de pesetas, tandis que produire un film espagnol coûte, en moyenne, 15 millions.

Ainsi, malgré la hausse de la fréquentation et la popularité des films espagnols (le dernier film de Luis G. Berlanga, *la Escopeta National*, remporte actuellement plus de succès que *Grease*), la production est réduite et la création menacée. Pour pallier cette conséquence, le ministère de la culture a imposé un sévère quota de films espagnols aux exploitants. Désormais, pour deux jours de diffusion de films étrangers, il devient obligatoire pour l'exploitant de diffuser un jour de films espagnols.

Ce quota devrait, en principe (1), favoriser la relance de la production et, ce qui est aussi important, garantir une diffusion. En fait, les exploitants opposent une résistance opiniâtre et appliquent avec négligence les nouvelles dispositions ; ils préfèrent même payer des amendes (d'un montant modeste), plutôt qu'interrompre l'exploitation d'un film à grand succès, notamment américain. De très grandes salles — comme le Coliseum et le Cid Campeador à Madrid, le Maryland à Barcelone, ou l'Aula 7 à Valence — n'ont pas programmé un seul jour un film espagnol en 1977. La direction générale de la cinématographie se montre de plus en plus sévère à l'encontre des contrevenants, et menace actuellement de fermer les salles qui ne respecteraient pas le quota ; déjà la salle madrilène Lope de Vega (la plus importante d'Espagne) a été récemment contrainte de fermer pour plusieurs jours. Cette réaction énergique de la part de l'administration fut une agréable surprise, les grands circuits d'exploitation étant dirigés par des hommes proches du pouvoir, enrichis sous le franquisme et longtemps protégés par lui.

MAIS l'administration a elle-même des responsabilités dans l'actuelle crise de la production ; depuis plus d'un an, elle omet de reverser aux producteurs les 15 % des recettes brutes qui leur sont dus au titre de l'aide automatique instituée par le décret royal du 11 novembre 1977 ; d'autre part, l'administration n'a pas réussi à imposer aux exploitants le « contrôle des billets » souhaité par ce même décret ; ce qui leur permet de continuer à frauder sur les recettes (on estime la fraude à 30 % des recettes déclarées).

Par ailleurs, l'instauration de la démocratie a entraîné l'effondrement de l'ancien « syndicat vertical » des travailleurs du cinéma, qui groupait dans une même organisation toutes les branches de la profession. Parmi les nouvelles centrales syndicales qui sont venues le remplacer, trois d'entre elles se répartissent aujourd'hui la plupart des ouvriers du cinéma : C.C.O.O. (proche du parti communiste), U.G.T. (socialiste) et C.N.T. (anarchiste).

Démocratiques et pleines d'enthousiasme, ces centrales manquent toutefois de l'expérience nécessaire pour surmonter leurs contradictions. Elles tentent, par exemple, d'imposer des normes de travail élevées (nombre de personnes à chaque poste, durée maximale du travail, importance des primes, taux des heures supplémentaires, etc.) mais, à défaut d'accord entre elles, elles ont rarement l'autorité nécessaire pour imposer partout ces normes. Il en résulte une situation doublement négative : d'une part, sur les lieux de tournage où une centrale est majoritaire, les normes syndicales imposées alourdissent tellement le coût de la production qu'il devient prohibitif pour les producteurs petits et moyens. Ceux-ci doivent alors s'effacer au profit des « grands » du capital multinational, qui dominent de plus en plus cette activité (la Warner met en chantier vingt-deux productions cette année, soit à peu près le cinquième de la production totale espagnole). D'autre part, les centrales syndicales n'ont pas le pouvoir d'empêcher le tournage de productions « artisanales » (films d'auteur, ou ouvrages pornographiques), qui s'effectue souvent dans des conditions de surexploitation : les techniciens, contraints à la docilité par crainte du chômage, acceptent en effet des normes inférieures à celles qui existaient du temps du « syndicat vertical » fasciste.

IL n'y a, pour l'instant, aucune « loi cinéma », ni aucun type d'aide aux jeunes créateurs (sur le modèle de l'*avance sur recettes*). Toute la profession est aujourd'hui livrée aux seules lois de la concurrence qu'imposent, notamment, les distributeurs et les exploitants. Une situation qui ne saurait se prolonger sans mettre en péril l'industrie espagnole du cinéma et, surtout, l'avenir de la création. Il serait dérisoire d'être obligé de constater que, par ses lois économiques, le système libéral menace tout autant le cinéma d'asphyxie que ne le faisait le fascisme pour des raisons politiques.

(1) Ce quota a déjà subi une brèche considérable : en estimant, à la suite d'un accord culturel, que les films mexicains seraient considérés comme des films espagnols pour la fixation du quota, on a favorisé l'entrée sur le marché espagnol d'un requin de taille : le holding Televisa qui contrôle déjà la plupart des télévisions latino-américaines, et se trouve même fortement implanté aux Etats-Unis au moyen des chaînes hispanophones.

* Réalisateur, directeur de la Semaine internationale du film d'auteur de Benalmadena.

La grâce retrouvée

LA surprise dominante, pour les Espagnols d'aujourd'hui, c'est de découvrir contre toute prédiction qu'ils sont, en définitive, des modérés. Leurs vertus actuelles (tolérance, indulgence, respect, compréhension...) paraissent en effet contraires à la tradition politique d'un peuple qui, s'étant entredéchiré dans quatre atroces guerres civiles depuis un siècle et demi, semblait vouloir à tout prix confirmer l' « éternelle condition tragique » de l'Espagne.

Le franquisme, intronisé sur un million de morts, renforça longtemps cet esprit plaintif, pessimiste et angoissé sur lequel s'était déjà fondée la génération littéraire de 1898. Mais, aujourd'hui, la dissolution du régime fasciste et l'abolition de la censure autorisent l'éclosion d'un esprit différent que l'on croyait définitivement perdu : celui de la génération de 1927 (celle de Lorca et d'Aleixandre). Les cinéastes, notamment, retrouvent une liberté de ton, une élégance de traitement et une ironie politique caractéristiques des créateurs de 27. Comme nous l'expliquait Emilio Sanz de Soto (le plus fin analyste du cinéma espagnol), *« les réalisateurs retrouvent actuellement le raffinement, la sensibilité et la grâce de l'Espagne de saint Jean de la Croix, de Garcilaso de la Vega et, surtout, du poète Luis Cernuda ».*

Et le public suit ; il reprend goût, massivement, au cinéma espagnol, fait des triomphes aux films commerciaux de qualité (comme *Asignatura Pendiente*, 1977, de José Luis Garci, œuvre nostalgique, au ton de « génération perdue », sur les mutilations affectives dues au franquisme) que la critique locale ne parvient guère à apprécier.

LES cinéastes peuvent enfin aborder l'épineuse question de la guerre civile du point de vue des républicains. Ils se gardent de tomber dans un manichéisme de gauche. Les films récents qui rappellent ce conflit traumatisant sont nombreux ; les plus sensibles d'entre eux : *Las Largas Vacaciones del 36* (1976) de Jaime Camino et, surtout, le très récent *Soldados* (1978) de Alfonso Ungria qui évoque la fuite vers Alicante, durant les derniers jours de la guerre (fin mars 1939), d'un groupe de soldats républicains : difficultés matérielles de la retraite et souvenirs du temps de paix scandent un récit d'une admirable élégance (l'image est signée José Luis Alcaïne, un des meilleurs directeurs de la photographie européens) où les fascistes sont à peine montrés car il s'agit moins de les accuser de tous les maux que de représenter enfin comment le camp républicain a vécu le drame de la guerre.

La guerre est encore le sujet de quelques films d'histoire, élaborés à l'aide de documents d'archives, parmi lesquels on peut citer : *Caudillo* (1976) de B.M. Patino, contre-biographie de Franco ; *Raza, el espiritu de Franco* (1977) de M. Herralde, démontage de l'idéologie franquiste à partir d'une analyse du film *Raza* (réalisé en 1942 par J.-L. Saenz de Heredia) dont Franco fut le scénariste (1) ; *Entre la Esperanza y el Fraude* (1977) de la Cooperativa de Cine Alternativo, analyse des événements politiques qui eurent lieu sous la République et durant le conflit armé, selon le point de vue de témoins de gauche ; un projet similaire inspire la réalisation du film de montage de Jaime Camino, *la Vieja Memoria* (1978).

Antonio Gutierrez, dans *Retrato de Familia* (1976), s'est penché sur ceux qui, durant la guerre, voulurent rester à l'écart ; il raconte (en s'inspirant du roman de Miguel Delibes, *mi Adorado Hijo Sissi*) l'histoire des rapports entre père et fils dans le cadre d'une famille bourgeoise qui ne souhaite pas prendre parti au cours de la guerre civile. Les maquis qui résistèrent jusqu'aux années 50 sont évoqués dans *Dias del Pasado* (1977) par Mario Camus qui montre comment un résistant armé et une institutrice essayent de revivre, dans un monde qui sombre dans le fascisme, leur idylle interrompue par le conflit.

Le régime franquiste lui-même, dans son aspect caricatural le plus grotesque, est ridiculisé par Luis G. Berlanga dans *Escopeta Nacional* (1978), chronique d'une partie de chasse officielle où défile un carnaval sordide de ministres, aristocrates, laquais de toutes sortes, curés intégristes, phalangistes sénescents, et membres de l'Opus Dei triomphants. Berlanga (avec le scénariste Azcona) réussit un portrait-charge du franquisme qui a désormais force emblématique.

Les derniers jours de ce régime sont ceux que, pour des raisons de proximité, les cinéastes évoquent le plus souvent. Le plus fascinant des films de cette période est sans doute *Sonambulos* (1978) de Manuel Gutierrez, où la magie et le rêve se mêlent à la réalité et au politique pour décrire les liens de solidarité qui se tressèrent en marge du sinistre « procès de Burgos ». Cette période (le « râle dangereux du franquisme ») se caractérisa par un terrorisme de droite que Manuel Gutierrez avait déjà dénoncé dans *Camada Negra* (1976) et sur lequel est revenu admirablement Carlos Saura dans *los Ojos Vendados* (1978), où la torture et la mort cheminent en parallèle au processus de création. Bardem aussi vient de consacrer son dernier film, *Siete Dias en Enero*, aux circonstances du plus célèbre des attentats commis par la droite : le massacre des avocats communistes en janvier 1976.

D'autres auteurs préfèrent la parabole à la reconstitution directe. C'est le cas de José Maria Gutierrez qui, dans *¡ Arriba Hazaña !*, raconte la révolte des élèves d'un internat religieux, la répression qui s'ensuit et la réussite d'une habile manipulation ; il signale ainsi les dangers de déstabilisation que court aujourd'hui encore la fragile démocratie espagnole. Un autre péril actuel, l'américanisation de la vie quotidienne, a été décrit par Roberto Bodegas dans *los Nuevos Españoles* (1977), où il montre les transformations culturelles imposées aux employés d'une agence d'assurances absorbée par une société multinationale.

LA politique, cependant, au bout de trois ans, commence déjà à lasser et un certain désenchantement gagne même des milieux d'ordinaire très activistes. Un film témoigne, avec humour et talent, de cette attitude expliquée en partie par la véhémence des forcenés de la politique et les préjugés des militants : *el Tigre de Papel* de Fernando Colomo.

L'autre volet tabou sous le franquisme, la sexualité, est un sujet que les cinéastes espagnols abordent souvent aujourd'hui avec une noble gravité de ton. Une réussite dans le genre est probablement *Bilbao* (1978) de Bigas Luna, où il est question d'un jeune homme étrange, amoureux des promenades et collectionneur d'objets bizarres, qui éprouve une trouble passion pour une prostituée du Barrio Chino de Barcelone. L'homosexualité est le thème de sept ou huit films récents, jamais abordé sous un angle caricatural (dans le style lamentable de *la Cage aux Folles*) même lorsqu'il est question de travestis, comme dans *un Hombre llamado Flor de Otono* (1978) de Pedro Olea, évocation du cas authentique d'un célèbre homosexuel anarchiste dans la Barcelone des années 30. Sur ce thème cependant, le film le plus réussi est certainement *A un Dios desconocido* (1978) de Jaime Chavarri, œuvre sur laquelle plane l'ombre de Lorca et qui conte l'histoire d'un homme ayant jadis connu le poète et revenant d'exil à Grenade à la recherche de ses souvenirs. Ce film, par son hommage direct à Federico Garcia Lorca, témoigne de la renaissance que la nouvelle génération de cinéastes éprouve à l'égard des hommes de 27 dont ils héritent, par-delà quarante ans de fascisme, le sens critique, la tolérance politique et morale, et la grâce poétique.

I. R.

(1) Lire à ce propos l'étude remarquable de Roman Gubern : *Raza, un ensueño del general Franco*, Ediciones 99, Madrid, 1977, 128 pages.

Vers quels films d'intervention ?

APRES plusieurs années d'expériences filmiques directement politiques, nous nous proposons aujourd'hui d'intervenir sur une série de fronts parallèles comme, par exemple, l'écologie (considérée en tant que combat contre la dégradation de l'homme et du milieu ambiant) ; la culture (contre l'intoxication idéologique et l'homogénisation culturelle) ; les structures de base de la société (à propos des diverses formes d'oppression existant dans la famille, dans les relations entre hommes et femmes, parents et enfants, etc.). L'importance de certains de ces problèmes est en effet souvent minimisée par les médias dominants ; il semble donc urgent d'aider le plus grand nombre à prendre conscience du danger de manipulation généralisée. Dans cette perspective, dénoncer l'idéologie des téléfilms ou des « spots » publicitaires qui cherchent à imposer des modèles culturels artificiels semble aussi important que de révéler les erreurs de planification industrielle qui conduisent inexorablement à la destruction de la nature. Les deux aspects nous paraissent liés.

Certains thèmes méritent, cependant, une attention particulière dans la mesure où gouvernement et opposition s'accordent pour les occulter. Ainsi, du problème de l'énergie nucléaire : toutes les forces parlementaires considèrent cette forme d'énergie indispensable pour garantir en Espagne l'expansion du capitalisme industriel. D'autres questions, plus nettement politiques, sont également escamotées, même par les « cinéastes de gauche ». Nous considérons donc qu'il nous revient de poser, par exemple, la question des structures de l'Etat (monarchie ou république), du rôle de l'armée, des causes du terrorisme, etc. Nos films sur ces sujets, bien qu'ils ne soient plus diffusés clandestinement comme naguère, font cependant encore l'objet de mesures de répression, voire d'interdiction.

NOTRE cinéma doit également s'interroger sur son contexte spécifique (cinématographique) comme moyen de lutte sur le plan formel, brisant les codes esthétiques imposés par l'idéologie dominante. Nous nous méfions toutefois, à cet égard, des postulats « gauchistes » sur la déconstruction selon lesquels il suffirait de montrer les mécanismes reproducteurs de l'idéologie dominante pour les neutraliser ; les films ainsi conçus constituent, à notre avis, de simples exercices de style, des expériences de laboratoire sans lien véritable avec le mouvement populaire. Nous nous défions aussi de la prétendue neutralité de la caméra, idée qui conduit les documentaristes à faire du cinéma direct un véritable mythe idéaliste. Nous refusons ces images inexpressives qui, sous prétexte d'authenticité, décrivent excessivement les effets sans jamais approfondir les causes.

Sur ces fondements, nous vous proposons de développer une production cinématographique qui privilégie la stratégie par rapport à la tactique, à partir d'une analyse de classe de la réalité sociale (les « luttes ») sans admettre la parcellisation de l'individu, et en nous efforçant de produire de la connaissance sur notre environnement politique.

COOPERITAVA DE CINE ALTERNATIVO (Barcelone).

